

solidaire

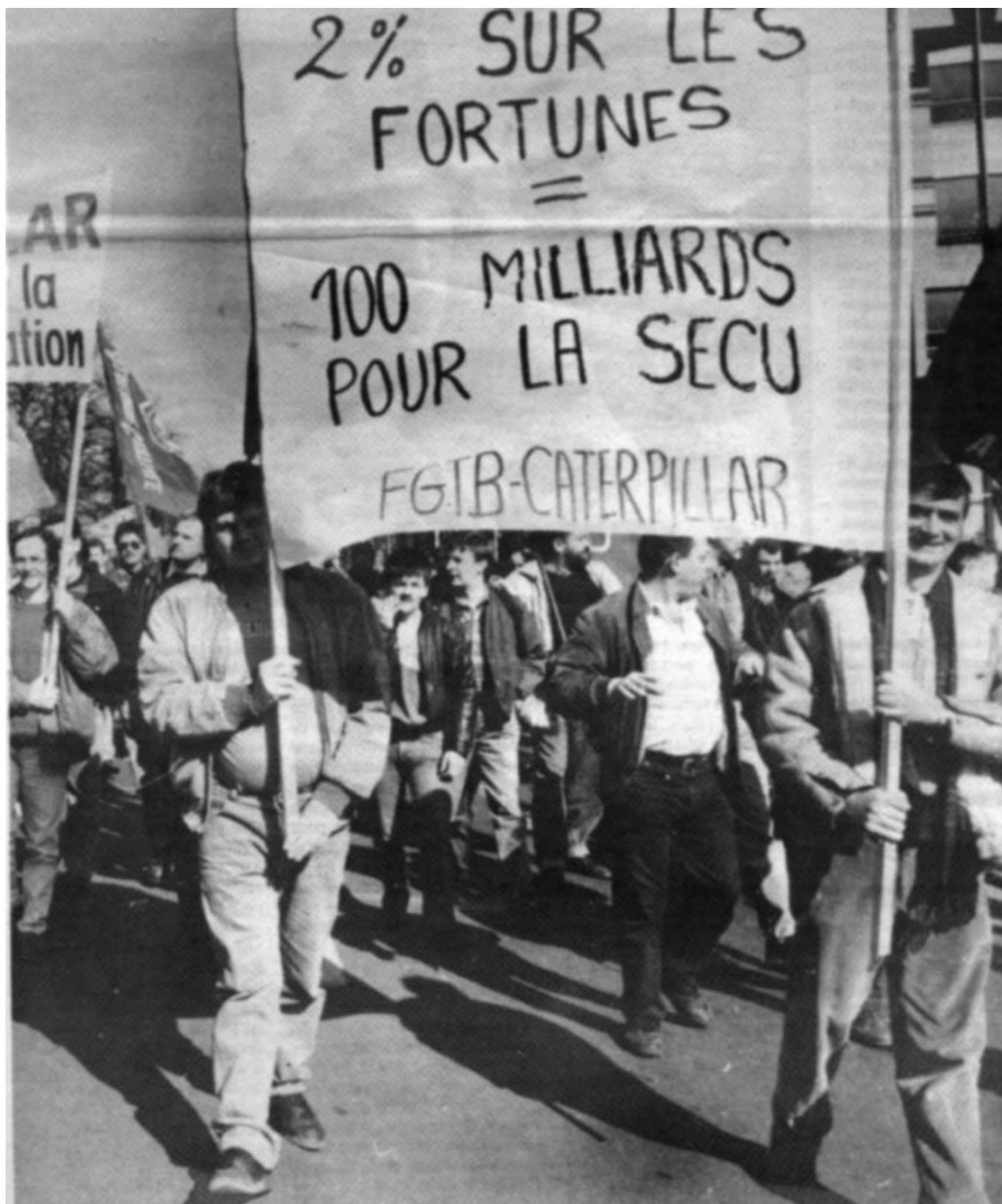
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 24 (1138) 5 juin 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

10 - 11

La loi-cadre attaque les vieux



INDEX

Les pensions seront les plus touchées
Mais aussi les malades et les enfants !
..... P 10 - 11

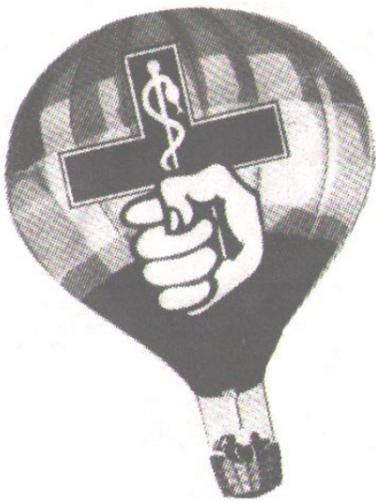
Bruxelles : 500 jeunes immigrés manifestent
Justice pour les victimes de violences racistes !
..... P 2 - 3

Parti des parapluies, parti des conteneurs
PS à Liège : le Mur de la Honte
..... P 7

Flics-espions
Lettre ouverte à Vande Lanotte
..... P 8

Pourquoi Eltsine perdra sans doute
Bilan de cinq années de "liberté" en Russie
..... P 12

Hexcel, Glaverbel, Sabena, FN, Poste...
Emplois et salaires : la résistance
..... P 16 - 17



Médecine gratuite, une nécessité

Colette Moulaert, Guido Gorissen, Roland Van Acker

Des pensionnés qui doivent sacrifier leur épargne pour payer l'hôpital, des enfants privés de soins indispensables, parce que leurs parents chômeurs ne peuvent payer : ce sont des situations à l'américaine en Belgique. Lutter contre cela, avec les travailleurs, c'est plus que jamais la mission des médecins du PTB.

Le 1er juin, Médecine pour le Peuple fêtera ses 25 ans. Ce sera aussi une journée d'action sous le mot d'ordre : sauvez la Sécurité sociale, avec l'argent des riches et des patrons.

Un chômeur sur dix ne peut soigner son enfant

Révélation choquantes d'une enquête de la CSC-Charleroi

«La santé des chômeurs se dégrade progressivement.» Depuis longtemps déjà, ils ne vont plus chez le dentiste, mais aujourd'hui, ils doivent faire des économies même sur la santé des enfants.

Les travailleurs sans emploi de la CSC de Charleroi ont mené une enquête parmi les chômeurs à la fin 1995 et lancent un cri d'alarme. (1) Sur les 188 chômeurs isolés ou chefs de ménage interrogés, une personne sur deux déclare son état de santé plutôt mauvais.

Trois personnes sur quatre ne voient pas le médecin lorsqu'elles sont malades le week-end. Près d'une personne sur deux ne respecte pas la prescription médicale. Une personne sur dix dit ne pas faire soigner son enfant pour des problèmes de santé, «qui peuvent mettre en péril son développement physique donc son avenir».

Colette Moulaert, pédiatre du PTB à Charleroi, a rencontré trois enquêteurs, travailleurs sans emploi.

D'ou vous est venue l'idée de mener cette enquête ?

Michel. Je suis parti de mon expérience personnelle; j'ai dû être hospitalisé pour plusieurs maladies, cela m'a coûté deux mois et

deux demi d'allocations de chômage en visites chez le pneumologue, échographie, psychologue, hospitalisation... C'est à partir de là que nous avons constitué le groupe pour essayer de comprendre ce qui se passait.

Tony. Nous nous sommes rendus compte qu'il n'y avait aucune étude sur ce problème de coût de la santé pour les chômeurs.

Michel. L'enquête a porté sur certains quartiers et nous avons retrouvé les mêmes problèmes à Dampremy, Lodelinsart, La Dochérie et Florenne bien qu'il y ait plus de solidarités familiales dans cette dernière commune rurale.

Dominique. Les médicaments coûtent chers, pourquoi les médecins ne prescrivent-ils pas des médicaments génériques qui sont moins chers ? Ils prescrivent presque toujours des spécialités.

Tony. La Fondation Roi Baudouin préconise un revenu minimum de 32.000 F, cela résoudrait beaucoup de problèmes.

Les banques déclarent 25 milliards en 6 mois mais il est plus facile d'aller chercher l'argent dans la classe ouvrière que chez les banques.

Le médecin Colette Moulaert



Cette famille a dû payer 33.000 F pour dix jours d'hôpital : comment payer cette somme avec seulement une allocation de chômage ? Elle devra verser 1.000 F par mois durant près de 3 ans. Et si quelqu'un d'autre tombe malade...

Charleroi : dixième maison médicale

En décembre dernier, une nouvelle maison médicale de Médecine pour le Peuple a ouvert ses portes à Marcinelle (Charleroi). Une pédiatre, Colette Moulaert, et une gynécologue, Danielle Dufour, y travaillent au tarif de remboursement de la mutuelle. Depuis avril, l'équipe s'est renforcée par l'arrivée d'un généraliste, Geert Goderis, travaillant à temps plein. Les travaux d'aménagement sont pratiquement terminés et la maison médicale a définitivement démarré.

Le 8 juin, elle fête son ouverture par une réception et un sou-

per. Renseignements et inscriptions : tél. 071/47 64 98.

Nous voulons faire de cette maison médicale un centre qui défend la cause des travailleurs avec ou sans emploi.

Vous pouvez, vous aussi, contribuer au financement des travaux d'aménagement, en versant un soutien au compte n° 001-2455676-03 de l'asbl Médecine pour le Peuple, C/O Groenplein 19, 9060 Zelzate, avec la mention "Projet MPLP Charleroi". Les versements de 1.000 F ou plus sont fiscalement déductibles.

témoigne : «Le 18 décembre, Myriam m'amène son bébé de 10 mois à la consultation de nourrisson, il est malade depuis trois jours. "Docteur peux-tu le soigner ? Je n'ai plus que 100 F pour des médicaments." Elle n'a pas pu appeler le médecin de garde. Combien lui aurait-il demandé ? Elle n'aurait pu payer la pharmacie de garde. Elle n'a pas eu d'autre possibilité que d'attendre la consultation des nourrissons qui est

gratuite. Constat révoltant. Cette histoire se passe ici, pas dans le tiers monde.

L'heure passée avec des amis au chômage m'a permis de tirer d'importantes leçons. De bons soins médicaux sont en premier lieu une question d'emploi et de revenus.

Cette enquête sert aussi de réplique à ceux qui attribuent la crise dans les soins de santé à la surconsommation. Le grand pro-

blème en ce moment, ce sont les gens qui doivent se priver de tels soins médicaux. La médecine pour tous les travailleurs — et non seulement pour les plus pauvres — est une nécessité. Aujourd'hui, chaque travailleur est en effet menacé par le spectre du chômage. Nous ne pouvons surtout pas admettre que l'argent doit venir des travailleurs ayant un revenu normal. C'est aux riches et aux patrons de payer.»

1er juin : bienvenue à la fête "25 ans de médecine gratuite"

Au programme : football, débats, fanfare,

La grande fête "25 ans de médecine gratuite pour le peuple" aura lieu au Kiepark d'Anvers (près de Hoboken) dès 12h. Fête populaire ? Non, ce n'est pas exagéré. A 13h, Alex Czerniatinsky, joueur du KV Malines, donnera le coup d'envoi du tournoi de foot. Cet ex-Diable rouge a joué dans tous les grands centres où Médecine pour le Peuple est actif. Quatre équipes de patients et de médecins se disputeront la victoire. Ambiance garantie sur le terrain et aux alentours.

Pendant ce temps, à 14h30, s'ouvrira un grand débat "La Sécurité sociale encore garantie en l'an 2000 ?" avec la participation de Médecine pour le Peuple (Frans Van Acoleyen) et des responsables syndicaux dont Marcel Savoye (secrétaire nationale de la CSC).

Fanfare à travers la ville

Immédiatement après cela, les participants envahiront la rue derrière une fanfare. La fête populaire est aussi une journée d'action pour la médecine gratuite et la Sécurité sociale, sous le mot d'ordre : sauvez la Sécu avec l'argent des riches et des patrons. Il est très important de montrer au gouvernement, actuellement en train de démanteler la Sécurité sociale, que Flamands, Wallons, immigrés sont tous unis derrière la même revendication. Le fait que cette manifestation se tienne à Anvers lui donne une dimension supplémentaire. Dans le berceau du nationalisme le plus noir, nous rejetons unanimement toute division communautaire de la Sécurité



Alex Czerniatinsky (KV Mechelen) donnera le coup d'envoi du tournoi de foot. Une équipe de vétérans de Seraing sera aussi de la partie !



Kris Merckx ouvrira le bal populaire. Vous êtes invités à danser !

sociale. Entre-temps, la fête pour les enfants battra son plein. Et ceux qui marchent difficilement peuvent profiter de l'animation musicale.

19h, c'est le moment de tirer les prix de la tombola et d'annoncer les résultats du quiz. Les six gagnants peuvent monter à bord d'une montgolfière jusqu'à la tombée du soir. Parmi les autres prix : un téléviseur couleur. Des formulaires de participation sont disponibles dans chaque maison médicale.

A partir de 20h30, Guy Poppe (BRTN-radio) animera un talk-show avec Kris Merckx (fondateur de Médecine pour le peuple), Colette Moulart (Médecine pour le Tiers Monde), Frans Van Acoleyen (président de MPLP), Zohra Otman (avocate) et Nadine

Rosa-Rosso (secrétaire générale du PTB). Celui qui veut connaître les réponses à des questions comme "Un médecin peut-il faire de la politique ?", "La médecine pour le peuple, n'est-elle pas possible sans le PTB ?" ou "Qu'avez-vous obtenu après tant d'années ?" ne peut en aucun cas rater cette rencontre.

Quelques personnes témoigneront ensuite de leur sympathie envers Médecine pour le Peuple et la médecine gratuite, dont Fred Louckx, professeur en sociologie médicale à la VUB et Mohammed El Ouali, travailleur social.

La journée se terminera par le "Bal populaire Kris Merckx" avec l'orchestre "The Topsy's". Personne n'ose pronostiquer l'heure de clôture. Avouez : pour 100 F, une fête à ne pas manquer !

Payer 250.00 F, n'est-ce pas la privatisation ?

Roland Van Acker, médecin du PTB à Zelzate témoigne : «La semaine dernière, j'effectuais une visite médicale chez Roger et Elza. Tous deux approchent les 80 ans et ils étaient encore en bonne santé jusqu'à il y a un an et demi. Le numéro spécial de Solidaire sur la médecine gratuite était sur la table. Roger, un socialiste convaincu, me donne son commentaire : "C'est vrai ce que vous écrivez. Ce n'est vraiment plus supportable. Je

touche une pension de 41.000 F. La plupart des pensionnés touchent moins. Au début de l'année dernière, vous m'avez envoyé chez le spécialiste, parce que les articulations de mon genou étaient usées. J'ai été opéré et on m'a placé une prothèse du genou. La prothèse à elle seule m'a coûté 53.000 F. Ensuite, c'est Elza qui a eu des ennuis de santé. Elle a été hospitalisée à trois reprises. Jamais dans une chambre particulière.»

Roger sort les factures de la dernière hospitalisation. Elle leur a coûté 30.000 F, à payer de leur poche. "Pendant cette dernière hospitalisation qui a duré trois semaines, ma femme a subi un certain nombre d'exams et elle a bénéficié d'un cure de convalescence. Elle est sortie dans l'état où elle était entrée. Toutes nos économies y sont passées. En une année et demie, nous avons versé 250.000 F de notre poche." Elza intervient : "Heureusement, nous avons votre maison médicale. Au moins vous n'êtes pas des suceurs d'argent."»

Durant les huit dernières années, quatre ministres PS ont successivement assumé la charge de la Sécurité sociale et des soins de santé. A présent le PS et le SP défendent entièrement les lois-cadres visant à démanteler la Sécurité sociale. Le comble de l'ironie : le chef de la fraction socialiste dans la Chambre, le SP Frank Vandebroucke, affirme que les lois-cadres servent à empêcher la privatisation des soins de santé. Devoir sacrifier toutes ses économies en un peu plus d'un an, n'est-ce pas déjà la privatisation ?

Pour arriver au Kiepark...

A partir de Gand : autoroute d'Anvers, après le tunnel Kennedy suivre les panneaux de la fête.

A partir du Limbourg : autoroute d'Anvers, sortie Hoboken, juste avant le tunnel Kennedy, suivre les panneaux de la fête.

A partir de Bruxelles : via la chaussée de Boom, sortie Hoboken, Jan De Voslei, suivre les panneaux de la fête.

Via l'autoroute : sortie Hoboken juste avant le tunnel Cray-

beckx, Boomsesteenweg, Jan De Voslei, suivre les panneaux de la fête.

Transport public : le train jusqu'à la gare centrale d'Anvers, le tram n°12 (arrêt Gemeentesstraat près de la gare) jusqu'à l'arrêt Kiepark.

La plupart des maisons médicales organisent un transport par autocar. Pour vous inscrire, adressez-vous aux maisons médicales ou aux secrétariats du PTB. Numéros de téléphone en page 23.

Mes collègues sont aussi pour le socialisme

Certains patients de Médecine pour le Peuple sont parfois déçus des résultats électoraux du PTB. «Beaucoup de gens profitent de votre engagement et se font soigner gratuitement... Mais dans l'isolement, ils votent pour des partis qui sont contre la médecine gratuite.» «Les médecins du PTB devraient se faire connaître davantage. Beaucoup de gens apprécient leur travail. D'autres partis en feraient bien plus de cas !» Très juste. Tout cela est à l'ordre du jour de la fête du 1er juin.

Brigitte est venue à la consultation à 8 heures, puis elle s'est rendue à son travail. «D'accord, je vais essayer de vendre dix

cartes d'entrée pour la fête.» A 10 heures et demie, elle téléphone : «Les dix cartes sont vendues ! Pourrais-je en avoir d'autres ?» Je lui demande si ses collègues connaissent notre maison médicale. «Non, répond-elle, mais je soutiens entièrement vos conceptions et l'explication que je donne semble convaincante. D'ailleurs, la plupart de mes collègues sont affiliés à la CGSP et sont pour le socialisme.»

Médecine pour le Peuple : une excellente porte d'entrée pour discuter avec des socialistes sincères de la politique, de la différence de conception de la société entre le PTB et le PS.

Félicitations !

Un pensionné remarque à la vitrine d'une boucherie l'affiche annonçant la fête. Il entre immédiatement pour féliciter le boucher d'avoir apposé l'affiche. «J'ai été rouge toute ma vie. Je vote pour le Parti socialiste. Mais dans le domaine de la médecine, votre parti nous met vraiment dans l'embarras. Quand je vais à la mutuelle socialiste, je demande pourquoi

la famille socialiste ne suit pas l'exemple du PTB.»

Une femme marocaine réagit à ma demande très réservée de vendre des cartes : «Donnez moi en vingt, docteur. Je suis contente que vous me le demandiez. Je pourrai enfin faire quelque chose à mon tour, pour tout ce que vous faites contre le racisme.»

Encore deux semaines pour faire de la pub

Une patiente âgée habitant un appartement pour personnes âgées à Wilrijk me répond lorsque je lui demande si elle voudrait vendre des cartes d'entrée : «Mais bien sûr docteur. La plupart de ces personnes âgées commentent pendant des journées entières leurs expériences avec les médecins et les hôpitaux. Donnez-moi vingt cartes, je les vendrai sans problème. Cela me permettra de leur expliquer les différences entre les médecins.» Cinq jours plus tard, elle demande de nouvelles cartes. «C'est très facile. L'infirmière An avait aussi des cartes, mais elle n'osait pas les présenter aux gens. J'ai donc aussi vendu les siennes.» Une patiente qui tient un café où les routiers prennent leur petit déjeuner, a vendu vingt cartes en

deux jours. Comment ? «Ces gens me connaissent. La plupart m'apprécient et il est donc facile de leur expliquer ce que vous faites pour moi et de les convaincre d'acheter une carte. Bon nombre me demandent s'il existe aussi une telle maison médicale dans leur région.»

Nous avons encore deux semaines pour mobiliser pour la fête. Médecine pour le Peuple est un thème idéal pour expliquer aux gens la politique désastreuse de démantèlement de la Sécu par le gouvernement PS-PSC.

Si on ose discuter, si on ose demander, les résultats sont garantis. Le médecin Hans Krammisch de Seraing raconte qu'une équipe de vétérans participera au tournoi de foot, avec une partie de ses supporters !

200.000 francs pour un principe socialiste !

Jos, professeur de mathématiques pré-pensionné, demande à Carl, médecin du PTB à Malines : «J'ai quelques économies et je veux les offrir à Médecine pour le peuple. Comment faire ?» Il reçoit le numéro de compte du fonds de soutien de MPLP... et une semaine plus tard, Jos a versé 200.000 F.

Une raison suffisante pour lui rendre visite. Jos évacue les remerciements. «C'est de l'argent que j'avais en réserve. Cette somme ne signifie pas plus que les 100 F offerts par un chômeur. Avant, je voyageais beaucoup et

ça coûte cher. Mais depuis quelques années, je dois rester plus calme pour ma santé. Avec mon ordinateur, mes bouquins de maths et ma musique, j'ai tout ce dont j'ai besoin. Il restait de l'argent, il doit servir !»

Mais pourquoi a-t-il choisi Médecine pour le Peuple ? «J'ai toujours été socialiste et pendant des années j'ai milité pour le PC. Il ne suffit pas de se dire socialiste, il faut aussi soutenir des initiatives socialistes. Vous êtes les seuls à mettre en pratique le principe socialiste de la médecine gratuite, d'où mon choix.»

EDITORIAL

Les profs doivent gagner

Herwig Lerouge

Les enseignants continuent leur lutte entamée il y a près de 120 jours. Leur grève est historique par sa persévérance. Ils ont bravé les brutalités policières, le vote du décret Onkelinx, les tentatives de les isoler du reste des travailleurs. Elle est historique par la solidité du front commun, l'unité entre étudiants et profs, l'organisation à la base à travers les coordinations et l'esprit démocratique de ses dirigeants syndicaux. Elle est historique parce que les enseignants sont le premier groupe de cette importance à refuser la résignation. Certains leur reprochent : «On a imposé des pertes d'emploi et des économies à la SNCB et ailleurs. Pourquoi pas vous ?» Les enseignants répondent : «Nous n'acceptons plus de nous soumettre aux carcans des budgets d'austérité au nom du maintien de la compétitivité. Nous refusons de partager la misère entre les travailleurs à la plus grande joie du patronat qui voit ses bénéfices atteindre des sommets inégalés. Nous demandons le refinancement aux frais des fortunes, de la fraude fiscale et des bénéfices des entreprises». Il faut qu'ils gagnent.

Leur décision de continuer ouvre des perspectives pour l'ensemble des travailleurs. Le Front des Enseignants Unis explique : «Cela permet à d'autres secteurs... de se rejoindre dans une lutte commune, comme l'ONE, les ateliers protégés, le secteur hospitalier, la RTBF». (Le Soir, 20 mai). On pourrait y ajouter les Forges de Clabecq, Caterpillar. Ils peuvent accrocher leur wagon au train des enseignants et lutter pour le refinancement du secteur social, des services publics, de la sidérurgie et pour les 32 heures.

Elle ouvre des perspectives pour les syndicalistes qui ont rejeté le Contrat d'Avenir. Elle entrave les manoeuvres de Busquin qui a convoqué un Congrès pour la fin juin. Il pensait profiter du découragement causé par une défaite des enseignants pour amener à la résignation ses militants mécontents. «Quelques semaines avant le délicat exercice budgétaire couplé à la réforme de la Sécurité Sociale», il voulait «avoir la certitude que ses troupes sont sur la même ligne avant... une épreuve particulièrement difficile» (Le Soir, 20 mai). Les enseignants étant toujours dans la rue, c'est raté.

Par leur soutien aux enseignants, les adversaires du Contrat peuvent signaler aux dirigeants syndicaux : prenez exemple sur les responsables syndicaux enseignants, cessez de négocier des plans de partage de la misère, rompez votre silence sur la Sécurité sociale et le budget. Adhérons à la lutte des enseignants, tous ensemble. C'est pourquoi il faut une présence nombreuse d'autres secteurs à la manif de jeudi. C'est pourquoi il faut diffuser massivement l'autocollant du PTB «Bravo, les profs».

Les profs luttent aussi pour votre emploi !

Le PTB vent des autocollants pour soutenir leur lutte

Situation tendue place Fontainas à Bruxelles. Enseignants et élèves wallons et bruxellois se rassemblent autour du bâtiment syndical. Régis Dehogue du syndicat chrétien et Jean Marie Ansciaux du syndicat socialiste reprennent le slogan: "Nous avons besoin du front commun syndical".

Riet Dhont

C'est l'attente... la grève sera-t-elle poursuivie ? Il fait déjà noir lorsque la décision tombe : un front syndical réunifié, des actions et des manifestations jusqu'au 30 juin, de nouvelles actions à partir du 1er septembre, en avant vers le 23 mai, grève nationale et manifestation à Charleroi.

Tu as sans doute déjà vu des images à la TV sur cette grève magnifique, menée depuis déjà 13 semaines par des enseignants et des élèves. Ils méritent tout notre soutien.

Ils sont mal considérés par les ministres et les dirigeants du PS. «Vous n'êtes que des égoïstes», disent-ils. «Vous devez modérer aussi vos revenus et votre emploi», disent-ils. Mais ils ne sont pas du tout mal considérés par les travailleurs de Clabecq,



Cet autocollant coûte 50 F. Les militants du PTB vous le proposeront aux portes de l'usine, en rue, au marché. En l'achetant, vous soutiendrez une lutte formidable !

de Volkswagen, de Caterpillar, de la RTBF, de la CGSP Limbourg et de beaucoup d'autres entreprises et centrales syndicales. Ils admirent les enseignants qui refusent la politique de misère du gouvernement. C'est la «solidarité pour le maintien de l'emploi et des revenus» qui nous unit, pas «la solidarité dans la misère». Cette unité doit continuer à se développer.

Les enseignants ne font pas seulement grève pour le maintien des 2.800 emplois menacés. Ils se battent aussi pour un enseignement démocratique, accessible à tous, contre un enseignement élitiste. La ministre PS Onkelinx veut fusionner les écoles, en faire d'énormes mastodontes, avec des classes de 30 à 40 élèves. Comment un

enseignant pourrait encadrer une telle classe ? Qui sera encore aidé s'il ne comprend pas ? Et un père qui travaille en trois équipes à Volkswagen ou à Caterpillar, a-t-il encore le temps de parcourir les devoirs de sa fille ? Non.

Leur grève est aussi la vôtre

Ce que subissent les enseignants aujourd'hui, tout le monde le subira dans quelques mois. Le contrat d'avenir du gouvernement l'atteste. Mais surtout, si les enseignants gagnent la bataille aujourd'hui, s'ils arrivent à faire refinancer leur secteur avec l'argent des riches, des grandes fortunes, alors demain, les cheminots

pourront exiger la même chose. Les enseignants ont encore six semaines devant eux. Ils peuvent gagner, à condition que leur grève devienne aussi notre grève. Le PTB assume cette tâche : soutenir la grève dans les faits.

Un autocollant exprime cette solidarité : on vous le présentera aux portes des usines, en rue, au marché, dans les quartiers. Vous pouvez le commander et le diffuser à 50 F/pièce. A la dernière manifestation, fin juin, l'argent récolté sera offert au front commun syndical et aux coordinations.

Aidez à vendre l'autocollant. A commander au secrétariat national du PTB (02/513.66.26) ou au secrétariat de votre région.

«Salaires rabaissés, sans plan d'avenir»

Des ouvriers de Cockerill-Sambre demandent des explications...

Kris Hertogen

La semaine dernière, nous avons répondu à deux questions de Freddy, de Charleroi. Il demandait d'éclaircir cinq points d'un article sur le Plan d'avenir. Voici deux autres questions...

Quel rapport entre Cockerill-Sambre et le plan d'avenir ? Notre patron n'a pas eu besoin de plan pour s'attaquer aux salaires.

Les patrons peuvent toujours essayer de diminuer les salaires. S'ils y parviennent dépendra des rapports de force. A Cockerill-Sambre, vous avez rejeté une proposition de réduction salariale. Vous exigez une semaine de 35 heures avec maintien du salaire et emba-

ches. Qu'y changerait le Plan d'avenir ? Les patrons obtiennent des rapports de force plus favorables. En effet, la nouvelle loi interdit de poser des revendications salariales au-delà de la norme salariale. Il sera interdit d'exiger la semaine de 35 heures avec maintien du salaire. La pression pour que les ouvriers acceptent les propositions patronales sera plus grande, car ce seront les seules propositions autorisées par la loi ! En outre, dans nombre de secteurs les travailleurs voudront avancer des revendications tendant à rétablir leur pouvoir d'achat perdu suite à l'index santé et au blocage des salaires. Le plan d'avenir limite fortement la liberté des ouvriers et leur impose une norme qui a force de loi.

Le plan d'avenir permet de supprimer des augmentations salariales déjà accordées, lorsque les salaires des pays voisins augmentent moins rapidement que prévu. Si les syndicats refusent, le gouvernement interviendra d'autorité. Le patron n'aura plus besoin de négocier, ni d'organiser des référendums. Si les dirigeants syndicaux nationaux collaborent, les grèves deviendront rapidement des grèves non reconnues, «sauvages». Les tribunaux interviendront plus rapidement en imposant des astreintes. Ainsi, le plan d'avenir favorise la fascisation de l'Etat.

«Actualisation du travail intérimaire» figurait dans le Contrat d'avenir. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Jusqu'à présent, le patron ne pouvait recourir au travail intérimaire qu'en cas «d'augmentation exceptionnelle du travail». Dans le plan d'avenir, cette phrase est remplacée par «à chaque augmentation temporaire du travail», c'est-à-dire chaque fois que cela arrange le patron. Cette loi réduit pratiquement à zéro les possibilités des délégations syndicales de s'opposer au travail intérimaire. Ce sera au détriment des embauches fixes ! De plus en plus de travailleurs vivront dans l'insécurité. Les travailleurs intérimaires aspirent à obtenir un contrat fixe. On peut d'autant plus facilement les convaincre de travailler plus dur et d'accepter des conditions de travail pénibles. Cela augmente la pression sur les autres.

Contrôle PS sur la RTBF

Jean Guy a été éjecté de la vice-présidence du conseil d'administration de la RTBF pour avoir voté contre le maintien de l'administrateur général Jean-Louis Stalport, condamné dans l'affaire Inusop. Jean Guy, par ailleurs rédacteur en chef du quotidien socialiste "Le Peuple", s'inquiète : « Quel va désormais être l'état d'esprit d'un jeune journaliste de la RTBF qui va faire son billet dans le journal parlé ou télévisé ? Ne va-t-il pas se sentir directement menacé ? A travers moi, c'est la liberté d'expression qui est en fait menacée. » (Le Soir, 15 mai 1996) Jean Guy n'a pas tort. Et les jeunes journalistes ne sont pas les seuls menacés. Jean Guy a été remplacé à son poste d'administrateur par Jacques Fostier, secrétaire inter-régional de la FGFB, qui avait voté en faveur du "plan horizon 97", supprimant 600 emplois à la RTBF. En vue de l'extension prévue des luttes sociales, le PS muscle son contrôle de la radio-télévision publique.

Médecins solidaires des profs

La grève des enseignants pose certains problèmes aux jeunes et à leurs parents : Les élèves risquent-ils de perdre leur année ? Comment les occuper alors qu'ils n'ont plus cours depuis des mois ? Et surtout comment parents et étudiants peuvent-ils soutenir ce mouvement si important ?

C'est en partant de ces préoccupations exprimées par des patients que "Médecine pour le Peuple" de Seraing a décidé d'organiser une rencontre entre parents et enseignants. Dix personnes dont deux enseignants et un étudiant sont venues.

Tous les participants se sont mis d'accord pour mettre sur pied un comité de parents comme à Bruxelles et Charleroi. Un prof s'est engagé à faire élaborer une plate-forme enseignants-parents par sa coordination. Une nouvelle réunion est prévue.



La police du chemin de fer et la gendarmerie s'en sont pris une fois de plus aux militants du PTB devant les ateliers de Malines. C'est la quatrième fois en quelques mois.

«Tu n'as aucun droit !»

Malines : des gendarmes attaquent le PTB

Marie Vander Steene

Mercredi 15 mai à Malines. Comme chaque semaine, nous diffusons des tracts et proposons Solidaire aux cheminots des ateliers SNCB. Après une demie heure, la police de la SNCB et la gendarmerie s'avancent vers nous. Nous devons partir : c'est un terrain privé. Ils tentent de confisquer notre matériel. Nous refusons et revendiquons le droit des ouvriers à avoir accès à notre information sur le Contrat d'avenir. La tension monte. Un gendarme jette une de nos camarades à terre, lui tord le bras dans le dos et le menotte. Ils s'en prennent aussi aux autres camarades. Tout le matériel est confisqué.

Un gendarme isole l'une d'entre

nous et la précipite contre le combi. Ils nous traitent de "connasses" et, menaçant "de nous enfermer", nous conduisent à la caserne de la gendarmerie. Ils nous bouclent dans une cellule.

Nous répétons qu'il s'agit de notre droit constitutionnel de donner de l'information et qu'il existe encore quelque chose comme la liberté d'expression. «Tu n'as aucun droit, nous ne connaissons pas de lois» répond un gendarme. Nous rétorquons : «Ca c'est clair, nous avons pu le remarquer tout-à-l'heure...» Ils copient nos cartes d'identité. Une camarade est fouillée. Nous refusons bien sûr de signer une déclaration. Après 40 minutes, nous sommes libérées une à

une.

De nombreux cheminots ont été témoins de cette intervention brutale. L'un d'eux criait : «Prenez les vrais voleurs... laissez ceux-ci !» Cela montre que les cheminots sont avec nous et que notre attitude de principe suscite le respect. Nous avons demandé aux cheminots de rester sur place et de se proposer comme témoins. Car nous allons certainement revenir maintenant que le gouvernement et le patronat préparent un plan d'avenir. Ils craignent la résistance des travailleurs contre ce plan, comme à l'époque du Plan global. C'est pourquoi ils font tout pour briser la résistance. L'intervention de la gendarmerie et le fichage des militants s'inscrivent dans ce cadre.

EN BREF

Les patrons n'ont pas le moral

Les statistiques montrent que leurs chiffres d'affaires sont en croissance (6,4 % en février dernier par rapport au même mois de 1995 (Le Soir, 20 mai 1996), mais les patrons belges n'ont pas le moral. Ils ne sont plus "que" 62 % contre 75 % en décembre 1995 à avoir "plutôt confiance" dans le premier ministre, 45 % à avoir confiance dans le gouvernement fédéral, 39 % en l'exécutif de leur région, 30 % en la Commission européenne, 18 % envers le parlement et 8 % seulement à l'égard des hommes politiques en général (L'Echo, 14. mai 1996). Par ailleurs, ils ne sont que 60 % à faire confiance à l'accord des partenaires sociaux sur l'emploi du mois d'avril.

Le quotidien patronal *L'Echo* se lamente et attribue ce «déficit de confiance» à «l'évanouissement progressif des points de repère». Ne serait-ce pas plutôt imputable à la trouille bleue des patrons à l'approche d'une généralisation des luttes sociales ?

SP : baissez les salaires !

Pour sauver le "plan flamand pour l'emploi" confectionné en mars dernier et rejeté depuis par le PS (non pour défendre les travailleurs flamands mais pour défendre la part francophone des revenus de l'impôt fédéral), CVP et SP se sont fendus d'un nouveau projet prônant «la réduction sélective du coût du travail» et la garantie d'un «climat favorable aux investissements et aux entreprises en Flandre». Vu l'état d'esprit des patrons (voir ci-dessus), le SP proposera bientôt de réduire les salaires (coût du travail) de moitié. (Le Soir 20 mai)

Vandenbroucke : "n'angoissez pas ..."

L'ex-président du SP, Frank Vandenbroucke rejette la théorie de la "mondialisation" de l'économie. «Elle ne concerne pas la sphère économique», affirme-t-il, péremptoire, en soutenant qu'il ne faut pas établir de lien entre cette mondialisation et le chômage parce que cela «renforce l'angoisse du monde du travail». (Le Soir, 15 mai) Et les délocalisations massives ne comptent pour rien dans le chômage ?

Moraël (Écolo) comprend les patrons

Dans une interview au Soir (17 mai), le secrétaire fédéral d'Écolo, Jacky Moraël, dit : «Des patrons refusent surtout de négocier des réductions du temps de travail qui alourdiraient lourdement le coût de leurs produits. Je les comprends.» Selon lui, «le gouvernement doit mettre des sous sur la table», en d'autres termes offrir de nouveaux cadeaux aux patrons. Mais qui payera ? Moraël affirme que «les travailleurs seraient d'accord pour partager leur travail mais ne veulent pas perdre une grande partie de leur pouvoir d'achat». Un partage de l'emploi et de "légères" pertes de salaires ? Les travailleurs sont pourtant de plus en plus nombreux à exiger une réduction du temps de travail sans perte de salaires, au frais des patrons.

Moraël soutient enfin que «le syndicalisme a été longtemps un facteur de changement. Il est aujourd'hui un des secteurs les plus bloqués de la société.» Des propos qui feront plaisir au gouvernement furieux de la résistance qui monte au sein des syndicats contre le "plan pour l'emploi" et la démolition de la Sécu.

Une vie consacrée au communisme

André Martin nous a quittés ce 1er mai, à 57 ans

Thierry Warmoes

André Martin a consacré toute sa vie à la cause des travailleurs. Il a milité à la FGFB, au Parti Communiste, où il a notamment été rédacteur en chef du Drapeau Rouge, et dans le mouvement espérantiste.

Il a toujours lutté pour l'application correcte des principes marxistes, ce qui ne lui a pas valu que des amis. Au Congrès du PC à Gand, il a fait une intervention remarquée contre les «causeries de salon» au sein du parti. En 1985, il a quitté le

Parti Communiste et s'est rapproché du PTB. Il nous a mis en contact avec de nombreux anciens militants du PC et syndicalistes combattifs. Il a organisé une conférence avec Ludo Martens à Namur et a ainsi contribué à y mettre sur pied une section du PTB.

Jusqu'à son dernier jour, André fut de toutes les luttes. Dans les manifestations des profs, ses yeux brillaient à la vue des milliers de manifestants décidés. Jusqu'à son dernier jour, il s'est employé à traduire en espéranto bon nombre d'arti-

cles de notre journal ("Solidarulo" en espéranto) et nos livres essentiels (il avait, avec un camarade espagnol, déjà traduit en espéranto les deux premiers chapitres du livre "Un Autre Regard sur Staline").

Des projets, il en avait encore beaucoup, mais la rupture de son contrat de travail par la FGFB l'a manifestement terriblement atteint et il avait perdu le moral. Cela a-t-il influencé sa disparition prématurée ? Nous ne le saurons jamais. Son corps a été retrouvé dans La Meuse quelques jours plus tard.

Cher André, tu laisses un très grand vide parmi tes camarades du PTB de Namur. Tu étais toujours de tout coeur avec nous et ta part de travail militant, tu l'as accomplie jusqu'au bout. Notre section namuroise est toute jeune et tu la laisses un peu orpheline. C'est avec ton souvenir présent à l'esprit que nous continuerons notre travail pour construire une section solide et nombreuse, capable à la fois de faire face aux multiples luttes qui nous attendent et de persévérer sans jamais abandonner.

AGENDA

Bruxelles

Vendredi 31 mai, 20 h

"Quel avenir pour le Sandinisme au Nicaragua ?" Conférence avec José Maria Sanchez, responsable politique du FSLN, département de Rivas. Centre International, Bd Lemonnier 171, Bruxelles. Org : Groupe de soutien "Noticias de Nicaragua" et "Médecine pour le Tiers Monde".

Charleroi, Liège, Namur

"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie. Le retour aux sources : Vanderhelde, était-il un rebelle ?". Les pages noires d'un parti rose, 2ème partie. Charleroi, jeudi 23 mai, 19 h 30. Maison de la Laïcité, Rue de France 31, Charleroi. Org. : INEM. Renseignements : 071/30 37 81.

Namur, mercredi 22 mai, 19 h 30. Maison du Travail, salle 7. Entrée via rue du Lombard 8.

Marcinelle

Samedi 8 juin, 18 h

Inauguration officielle de la maison médicale de "Médecine pour le Peuple". Rue Babotterie 87, 6001 Marcinelle. Souper dansant à 19 h 30. Rue du Temple 38, Marcinelle. Info et réservations : 071/47 64 96.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 29 juin. Entrée libre.

EXPOSITION DE TRAVAIL

L'art du montage de
John HeartfieldRéalisé par le GROUPE DE TRAVAIL DES
ARTISTES PLASTICIENS (FENÊTRES-CIC)
du Centre International.

23 mai, à 20 h. En français 90 F.

'Le rôle du Vatican
en Yougoslavie, hier
et aujourd'hui'Conférence-débat avec
Jean-François FurnémontOrganisée par le Groupe de Travail
Yougoslavie

24 mai, à 20 h. En français 90 F.

'Les otages de
l'attente'Film documentaire sur le Liban - 50 min.,
réalisé fin décembre 1993 par
Jean CHAMOUN25 mai, de 10h30 à 16h30. En français.
En collaboration avec LES ÉDITIONS EPO.Atelier d'écriture
pour ouvriers et syndicalistesUn journalisme au service du
peupleLieven SOETE: 'Comment utiliser les
techniques de John Heartfield, pour
donner du punch à vos articles?'Gérard de SÉLYS, journaliste à la RTBF:
'Comment rédiger un article à partir
d'une interview?'Pour toute information: contactez
Maria McGavigan au 02/414.29.8825 mai, à 18 h. En bruxellois. Entrée
libre.

Apéritif Poétique

Poésie bruxelloise

Avec Manu VAN de VELDE
et Emile KESTEMAN.Poésie des poètes bruxellois:
COUROUBLE, FONSON, COCOLULU,
Roger KERVYN.

Musique: André (accordéon).

Ecoles : chaque semaine, une grève et une manif

Le front commun : durcir, s'unir aux autres secteurs

Les huit centrales syndicales ont appelé à organiser une grève et une manif par semaine jusqu'aux vacances...

Peter Mertens

«Réuni ce 15 mai 1996, le front commun syndical de l'enseignement a décidé de poursuivre des actions de grève et de manifestations jusqu'au 30 juin de la présente année scolaire, actions qui redémarreront dès la rentrée.»

Le maintien du front uni et de l'action, montrent que la base a raison de presser. Les actions se poursuivent. Pensons à la pétition pour maintenir l'action et au rassemblement de centaines de jeunes et de profs devant la réunion du front commun mercredi passé. Ou aux actions à la porte du CEMN le 13 mai. Grâce à cette résistance de la base, les positions du président de la CEMNL, Willem Miller, ont changé. Le front commun a décrété un jour de grève par semaine, chaque fois assorti d'une manif dans la région d'un ministre ou président de parti de la majorité PS-PSC.

Mais peut-on vraiment gagner avec une journée de grève par semaine ? Oui, dans la mesure où ce jour de grève permet de maintenir la pression. D'autant plus si les profs et les jeunes sont renforcés par la solidarité des autres secteurs. Pour cela, une méthode : expliquer les buts de la lutte, qu'il s'agit du maintien de l'emploi et du salaire, de l'avenir des enfants du peuple. De plus, la journée de grève hebdomadaire permettra aux secteurs déjà en lutte de rejoindre les enseignants. Mercredi dernier, les enseignants ont reçu beaucoup de soutien : ONE, RTBF, CPMS, hôpitaux,



Devant la Bourse mercredi dernier, profs, étudiants, travailleurs du secteur non-marchand, tous "valeurs non cotées en Bourse", s'unissent sur une revendication claire : refinancer aux frais des grosses fortunes.

etc lors de l'action devant la bourse (ci-dessous). En outre, dans le privé, les ouvriers ont rejeté le Contrat d'avenir, qui veut justement imposer le chantage de la diminution salariale en échange d'emplois. Le soutien des autres secteurs, et le renfort des secteurs en lutte renforcent le mouvement. A partir de là, le mouvement des écoles pourra se durcir.

La force du mouvement se manifeste par la peur du président du PS. Busquin a convoqué un congrès pour fin juin pour en finir avec le mécontentement agitant son propre parti. Des enseignants, des ouvriers, des syndicalistes s'opposent au Contrat d'avenir et à la loi-cadre. Busquin veut mettre au pas les contestataires. Car le budget 96 et l'opération "destruction de la Sécu" arrivent. Il craint la poursuite du mouvement des écoles et sa conjonction avec les autres

services publics et le privé.

Enfin, le mouvement des profs et jeunes restera fort, à condition que ses revendications soient de nouveau mises en avant. Ce qui ne semble plus être actuellement réalisé par le front commun. On a pourtant vu la force des revendications

sur le retrait du décret et le refinancement aux frais des grosses fortunes, lors de la manif mercredi dernier à la Bourse.

Les seules revendications qui peuvent unir tout le monde : profs, étudiants, parents, et ouvriers.

Venez le 23 à Charleroi !

Le programme des actions du front commun débutera par une grève générale tous réseaux et niveaux confondus le jeudi 23 mai. Les profs organisent une manifestation communautaire à Charleroi. Départ : place Buisset à 14h.

Nous appelons tous les parents, ouvriers, familles à rejoindre la manifestation, dans le fief du ministre PS du budget Van Cauwenber-

ghe. Les profs luttent contre le carcan budgétaire frappant les ouvriers. Ils luttent pour l'emploi et le maintien du salaire, pour le nôtre aussi !

Enfin, ils luttent pour nos enfants, pour un enseignement de qualité accessible aux enfants du peuple. Venez avec des calicots, des motions de soutien et surtout beaucoup d'amis pour soutenir leur lutte. A jeudi !

"Valeurs non cotées en Bourse"

Manifestation du non-marchand devant la Bourse

André

Mercredi. La Bourse de Bruxelles a une allure peu habituelle : une grande banderole en barre l'entrée «Valeurs non cotées en Bourse». Sous l'impulsion de l'AIRE (Association Inter-Réseaux d'Enseignants), une manifestation regroupant tous les acteurs du non-marchand occupe très symboliquement le plus haut lieu belge des transactions du grand capital. ONE, RTBF, crèches, secteur soins de

santé, maisons de jeunes, organismes culturels, CPAS, PMS, académies et, bien sûr, tous les secteurs touchant à l'éducation sont représentés.

Une enseignante de Jodoigne relève : «Enfin, tout le monde constate que nous sommes tous victimes d'une même politique : on est tous pigeons ! Tous les salariés, sans exception ! Il faut être conscient que, dans tous les secteurs, les salariés sont soumis à des règles purement budgétaires et inhumaines. Ce

n'est pas tolérable.»

Tous les slogans vont dans le même sens : «Taxons le grand capital !» «Lutte contre la fraude fiscale !» «L'argent du secteur public ne doit plus être au service de l'argent !» «Pas d'argent ou pas de volonté politique ?»

Ils sont tous équipés d'armes efficaces : la suppression des paradis fiscaux, la réduction des intérêts de la dette, le contrôle des flux financiers, l'impôt sur

les grosses fortunes, la répression de la fraude fiscale. Cette manifestation, très peu médiatisée, a été un succès de par la qualité des interventions et la force des revendications. Comme le dit un prof de Saint-Joseph à Etterbeek, «Pour avoir un impact dans la presse, il faut beaucoup plus qu'une simple manif, il faut créer l'incident. Jusqu'à présent, nous avons été très gentils, mais si nous frappons plus fort, peut-être que là on nous entendrait...»

La direction du PS au service du capitalisme sauvage

Discours du 1er Mai de Ludo Martens, président du PTB (*)

Le 1er Mai n'appartient pas à la social-démocratie, le 1er Mai ne peut appartenir à un parti dont le programme consiste à combattre "l'égoïsme" des ouvriers. La social-démocratie est devenu le parti de la défense de l'égoïsme patronal. C'est ce qu'ont bien compris, ce 1er mai 1996, les milliers d'enseignants, de jeunes, de syndicalistes qui ont chassé les bonzes PS de leurs propres meetings et cortèges.

Aujourd'hui, tous ceux qui s'engagent dans le combat contre l'exploitation et l'injustice croissantes, le comprennent : pour formuler un programme authentiquement socialiste, il faut réfuter les idées pernicieuses du "socialisme libéral" et du "socialisme policier", prônées par les bonzes du PS et du SP.

1. Le capitalisme conduit le monde à la catastrophe

Ce 1er Mai, journée de la solidarité internationale des travailleurs, la social-démocratie a voulu le dénaturer en journée de soutien à l'égoïsme patronal. Or, cet égoïsme de la grande bourgeoisie, la soif de profit et de domination de l'impérialisme conduisent le monde entier à la catastrophe. Pour en avoir la preuve, regardons la Russie...

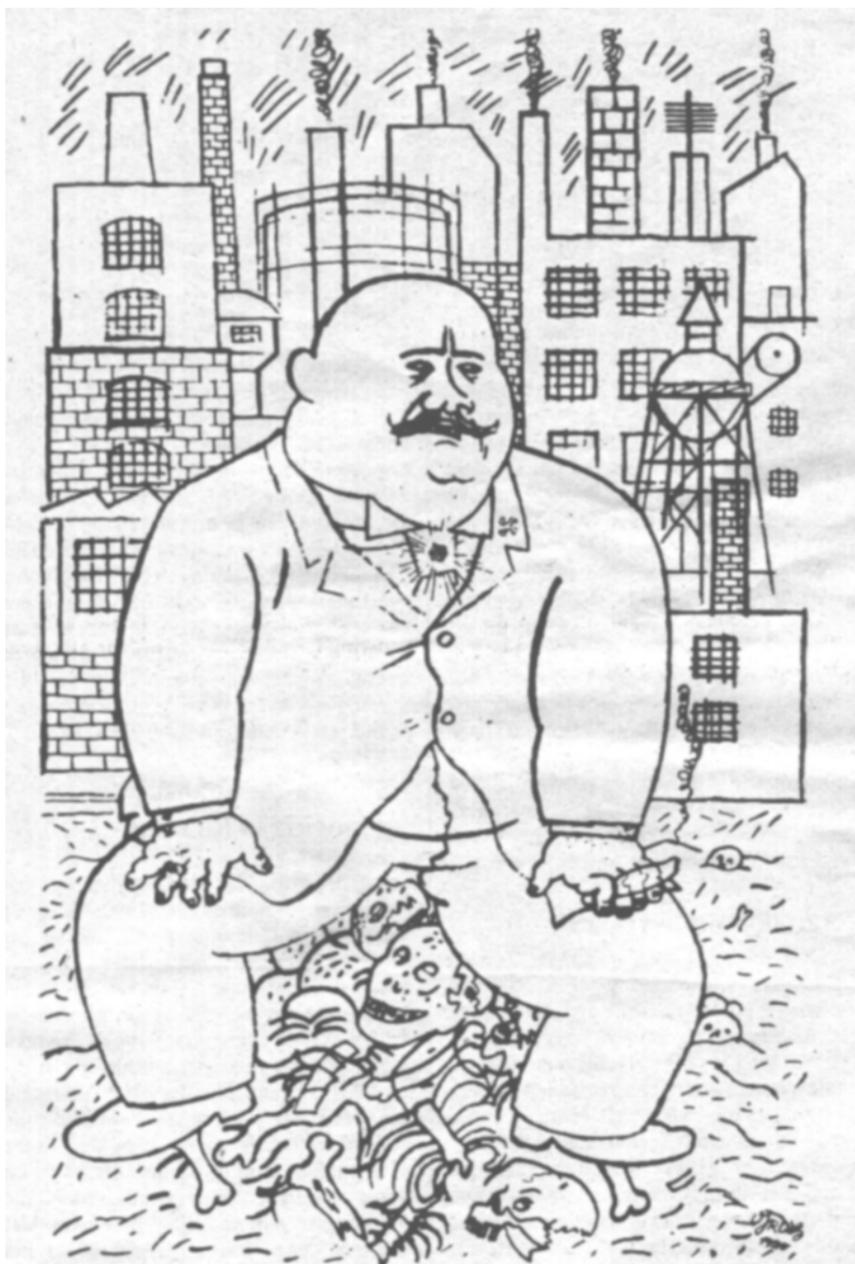
Russie : la production a baissé de 61 %

Depuis octobre 1917, depuis le premier jour de la révolution soviétique, la social-démocratie a été à l'avant-garde du combat anticommuniste. Depuis ce premier jour, le socialiste Kerensky, ancien ministre de la Guerre, dénonçait les bolcheviks comme "une bande de fous, de coquins et de traîtres (qui) a jugulé la liberté" et qui pratique "la terreur léniniste".¹

Nous nous rappelons tous avec quel enthousiasme la social-démocratie a salué en 1989 la chute du mur de Berlin qui devait marquer le début d'une période de "démocratie, de liberté et de bien-être". Or, la restauration du capitalisme à l'Est et l'instauration de la domination impérialiste sur ces pays ont provoqué une catastrophe hallucinante.

En 1989, la perestroïka atteint son sommet. Mais la croissance économique de l'Union soviétique a ralenti et n'est plus que d'1,6 %. La bourgeoisie occidentale claironne que la crise en URSS est devenue "extrêmement grave" et que pour sortir de la stagnation, l'Union soviétique doit changer de régime.

* Nous publions dans ce numéro la version complète et mise à jour du texte dont Ludo Martens a présenté des extraits au meeting final du 1er Mai 1996 du PTB.



Le marché libre capitaliste (vu ici en 1921 par l'artiste allemand Grosz), c'est la liberté pour la soif de profit et la domination la plus meurtrière sur le monde.

Le président du SP, Vandembroucke, écrit : «Des réformes économiques draconiennes sont nécessaires. Des mécanismes de marché doivent être introduits à une large échelle. L'Union soviétique a besoin d'entrepreneurs qui peuvent créer une dynamique par le marché.»² Gorbatchev a fait exactement ce que la social-démocratie lui a commandé. Voyons quelle sorte de "dynamique" cela a créé...

Entre 1990 et 1995, le Produit National Brut de la Russie a chuté de 61 %. Comme si six entreprises sur dix avaient été ravagées. La restauration du capitalisme en Union soviétique a provoqué la plus grande catastrophe économique jamais survenue dans un pays industrialisé.³

A ses meilleures années, la Russie obtenait une moisson de 116 millions de tonnes de céréales. En 1995, la récolte a été de 63 millions de tonnes. La bourgeoisie a toujours prétendu que l'agriculture était le "point faible" de l'Union soviétique. Or, la restauration du capitalisme sauvage a fait chuter la production céréalière de 45,5 % !⁴

Le capitalisme, c'est la famine pour les pauvres.

En 1985, l'Union soviétique comptait 30 milliards de dollars de dettes. Dix ans plus tard, la dette de la seule Russie est pratiquement cinq fois plus élevée : 144 milliards.⁵ Aujourd'hui, l'Occident accorde ces emprunts exorbitants pour aider la grande bourgeoisie russe à se consolider. Mais aussi pour détenir un moyen de chantage au cas où serait installé en Russie un gouvernement ne répondant pas aux ordres de Berlin et de Washington. En même temps, chaque année, la bourgeoisie maffieuse russe qui profite des emprunts occidentaux, exporte illégalement des dizaines de milliards de dollars vers les banques occidentales. «D'après des experts du ministère des Affaires intérieures, 20 % du pétrole et des pierres précieuses sont sortis illégalement de la Russie».⁶ La restauration capitaliste a hissé au pouvoir une bourgeoisie maffieuse et criminelle et placé la Russie sous la dépendance de l'impérialisme.

La bourgeoisie occidentale prétendait que l'économie planifiée provoquait la stagnation de l'Union soviétique. Le président du SP, Vandembroucke, ancien trotskiste du POS et "économiste de gauche", avait déclaré : «Le stalinisme totalitaire est l'opposé de la démocratie; la planification totale et bureaucratique ne fonctionne pas».⁷ Selon lui donc, seules la démocratie bourgeoise et la libre entreprise apporteraient le salut. Voyons ce que cela a donné...

En 1989, en Azerbaïdjan, le salaire mensuel réel était de 130 dollars et en Géorgie de 102 dollars. En 1994, il est tombé à 3 dollars, aussi bien en Géorgie qu'en Azerbaïdjan.⁸ Les travailleurs ont perdu entre 97 % et 98 % de leur salaire, grâce à l'introduction de la "démocratie" et de "la liberté" prônées par la social-démocratie.

Souvent aujourd'hui, les ouvriers et employés russes ne touchent pas leur paie. Les arriérés de salaires atteignent 160 milliards de francs belges. Un économiste de Moscou a dit : «Les enseignants ne comptent plus vraiment sur leurs salaires.»⁹ Sous le socialisme, les travailleurs connaissaient une vie tranquille et un bien-être réel, mais la social-démocratie fulminait contre le "totalitarisme stalinien". Or, le seul totalitarisme, c'est celui du marché et de la "libre" entreprise. Ce totalitarisme, du Zaïre à la Russie, se permet même de ne pas payer les salaires des enseignants et des travailleurs ! Vous vous rappelez la grande campagne d'intoxication "Villages Roumains" organisée avec le concours actif des partis socialistes et des trotskistes. Ils affirmaient qu'en remboursant les dettes étrangères, Ceausescu avait affamé la population. Et des convois portaient en Roumanie avec du sucre et du chocolat belges. Pure mascarade pour justifier la restauration du capitalisme et la mainmise occidentale. En 1989, en Roumanie, au moment où on prétendait que Ceausescu "affamait son peuple", 1,5 % seulement de la population vivait dans la pauvreté. Cinq ans plus tard, en 1994, 27 % de la population roumaine vit dans la pauvreté.

Au total, entre 1989 et 1994, en Europe centrale et orientale, 75 millions de personnes sont tombées pour la première fois dans la pauvreté.¹⁰ La restauration capitaliste, c'est l'appauvrissement dramatique de larges couches de pensionnés et de travailleurs.

1,7 million de morts en plus

En Russie, en 1985, l'enseignement secondaire était pratiquement généralisé : 98 % des jeunes suivaient ses cours. Après la restauration du capitalisme, plus d'un quart des jeunes ont été exclus du secondaire. Le taux a chuté à 71,7 %.¹¹ La restauration du capitalisme exclut les travailleurs de l'éducation et de la culture.

L'espérance de vie d'un homme russe était de 64,2 années en 1989. En 1994, elle n'est plus que 58,2 années. A cause de la restauration capitaliste, chaque Russe a perdu en moyenne six années de sa vie.¹² Prenons la mortalité de la Russie en 1989

comme base. Le nombre de décès excédentaires au cours de la période 1990-1994 a été d'un million sept cent mille. En Russie, en cinq ans, un million sept cent mille vies humaines ont été sacrifiées sur l'autel de la restauration capitaliste.¹³

En 1985, en Russie, le taux brut de naissances était de 16,7 par mille habitants. En 1994, il était tombé à 9,4. Sous le capitalisme sauvage, les travailleurs russes ne peuvent pratiquement plus se permettre d'avoir des enfants. Si le taux de naissances était resté stable, un million septante-deux mille enfants de plus seraient nés en 1994.¹⁴ Le capitalisme est un système inhumain et génocidaire.

Et toutes les destructions, tous les crimes de la restauration capitaliste en Union soviétique sont justifiés par la social-démocratie. Laquelle par la bouche de Robert Falony, prétend : «Ce qui a fait faillite en URSS n'est pas le socialisme, c'est le stalinisme. C'est la prétendue dictature du prolétariat, en fait la dictature de la bureaucratie.»¹⁵ En réalité, aujourd'hui, les travailleurs des ex-pays socialistes ressentent ce qu'est la dictature de la grande bourgeoisie, ce système criminel, barbare et inhumain défendu avec bec et ongles par la social-démocratie.

Génocides en Irak et au Rwanda

En juillet 1990, au 28ème Congrès du Parti Communiste, Gorbatchev décrète la restauration du capitalisme en Union soviétique. Quelques mois plus tard, l'impérialisme se lance dans une des guerres d'agression les plus destructrices depuis la Seconde Guerre mondiale, la guerre contre l'Irak. Une coalition de tous les pays impérialistes se rue sur un petit pays du tiers monde de 18 millions d'habitants. Le prétexte : "libérer" le Koweït de l'"occupation" irakienne. Or, jadis, le Koweït n'était qu'un puits de pétrole entouré par le sable, un petit territoire occupé par le colonisateur anglais. Ce dernier détacha le "Koweït" arbitrairement de la Mésopotamie, auquel il appartenait depuis cinq mille ans. Buts de la guerre contre l'Irak : mettre la main sur le pétrole du Moyen-Orient et implanter des bases militaires dans la région du Golfe.

La social-démocratie soutient une guerre...

La social-démocratie belge - Coëme était le ministre de la Défense à l'époque - a participé à tous les préparatifs de l'agression. Elle a soutenu l'embargo économique contre l'Irak pour l'affaiblir face à l'agression préparée. Elle a affirmé qu'elle "ferait son devoir" aux côtés de la coalition impérialiste, mais déclaré démagogiquement qu'elle participerait à la guerre dans des tâches "purement défensives", "refusant" que cette opération militaire soit placée sous le commandement de l'Otan.

Ainsi, Vandenbroucke, président du SP, déclarait que son parti soutiendrait la guerre contre l'Irak, mais en même temps il écrivait à l'organisateur d'une manifestation anti-guerre : «Nous partageons clairement vos préoccupations : 1. Opposition à une intervention de l'Otan dans cette affaire. 2. Exigence d'un rôle défensif.»¹⁶ Coëme déclarait la même chose à la Chambre le 20 septembre.¹⁷ Mais trois mois plus tard, début 1991, le ministre Eyskens pouvait déclarer que l'envoi de 18 Mirages belges à la frontière turco-irakienne correspondait "à la tactique de la solidarité préventive au sein de l'OTAN".¹⁸ Et Coëme avouait d'ailleurs que l'effort militaire belge correspondait parfaitement à la stratégie d'ensemble de la coalition impérialiste : «Les 13 et 20 août, nous avons reçu une liste de besoins dressée par les Américains. Cette liste fixait en premier lieu la nécessité d'un système de déminage. La mission remplie par nos bâtiments donnera un avantage stratégique à la flotte occidentale. Les décisions gouvernementales correspondent aux priorités militaires.»¹⁹



Six cent vingt mille enfants irakiens sont déjà morts à cause de l'embargo occidental. Cette petite fille souffre de lésions d'organes dues aux carences du lait maternel (photo Günther).

Le Soir a publié, le 25 janvier 1991, en pleine guerre contre l'Irak, un Appel intitulé "Notre solidarité avec les Alliés", faisant référence à l'Angleterre, aux Etats-Unis, à la France et au Canada. L'Appel était une justification de la guerre contre l'Irak. Il était signé par des figures de proue de l'extrême droite du PSC (José Desmarets), par des libéraux de choc comme Jean Gol et François-Xavier de Donnée et par deux figures de la "gauche" du... PS : Ernest Glinne et Guy Cudell ! Le texte disait : «Pour la première fois, grâce à la détente Est-Ouest (!), la communauté internationale évoluait vers un nouvel ordre mondial fondé sur le respect du droit international (!), le respect des Droits de l'Homme (!) et le règlement pacifique des conflits (!). Face aux agissements criminels de Saddam Hussein, il apparaît clairement que l'enjeu de la crise est, avant tout, celui de la suprématie du droit (!) et de la primauté du droit des gens sur l'usage de la force (!) L'intérêt et la dignité de la Belgique imposent que, sans équivoque et sans faiblesse, nous contribuions à l'effort de nos alliés et que nous soyons prêts à participer à leur effort militaire.»²⁰

Voilà comment la pseudo-gauche du PS se lie à l'extrême droite pour justifier une agression criminelle. La démagogie sur la "détente", "les Droits de l'Homme" et le "droit international" révélera son véritable caractère au moment où l'on devra compter le nombre de cadavres irakiens...

...qui a tué 820.000 Irakiens et coûté 676 milliards de dollars

En effet, la guerre technologique contre l'Irak a été extrêmement meurtrière. Le nombre de soldats irakiens tués est estimé entre cent et cent cinquante mille.²¹ En incluant les civils, le nombre des morts irakiens s'élève à deux cent mille.

Après la guerre militaire, la guerre a continué comme elle avait commencé : par la guerre économique, par un embargo tout aussi meurtrier. L'embargo, bruyamment soutenu par les partis socialistes et écologistes avant la guerre, a montré aujourd'hui sa véritable nature. Selon l'Organisation de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) six cent vingt mille enfants irakiens sont morts depuis la fin de la guerre du Golfe suite à l'embargo imposé à l'Irak.²²

L'impérialisme, c'est la destruction des êtres humains et la destruction des richesses créées par les hommes, avec la bénédiction et la participation active de la social-

démocratie.

676 milliards de dollars, c'est le coût total de la guerre contre l'Irak : opérations militaires, destructions, manque à gagner pour les pays de la région. Avec un tiers de cette somme, on pouvait financer pendant dix ans tous les grands objectifs de l'Unicef : contrôler les grandes maladies infantiles, réduire de moitié la malnutrition, fournir de l'eau propre et des soins de santé de base, assurer à chaque enfant une éducation élémentaire.²³ Ces chiffres invraisemblables sont confirmés par une autre source : «En 1992, lors d'une réunion à Abou Dhabi, un rapport fut soumis aux directeurs des banques centrales arabes dans lequel étaient chiffrées les pertes arabes au cours de la guerre du Golfe. La somme globale fut de 620 milliards de dollars.»²⁴

820.000 morts, 676 milliards de dollars de destructions et de pertes. Ces chiffres permettent de juger le cynisme criminel de la social-démocratie qui, par la bouche de Tobback, a déclaré au moment où la préparation de la guerre contre l'Irak battait son plein : «J'aimais et je continue à aimer froidement l'OTAN. Je n'ai aucun problème pour dire que l'enjeu réel du conflit est l'approvisionnement en pétrole. Je ne trouve pas que c'est une honte de faire quelque chose pour sauvegarder nos intérêts économiques fondamentaux.»²⁵

La social-démocratie et le génocide au Rwanda

Au Rwanda, dès le début des opérations du Front Patriotique en octobre 1990, le ministre socialiste Coëme envoie l'armée belge, aux côtés de l'armée française et zaïroise, sauver le régime dictatorial d'Habyarimana. Peu après, l'état-major rwandais publie un document dans lequel la population tutsi est taxée d'"ennemi intérieur". En 1991-92, plusieurs milliers de Tutsi sont massacrés de façon planifiée à Kibilira, au Bugesera et dans le Bugogwe. Deux ans plus tard, ces méthodes sont généralisées dans tout le pays. L'armée belge est présente dans le Bugogwe au moment de l'extermination de la population Bagogwe. A partir de 1992, le régime d'Habyarimana entame l'organisation des milices fascistes Interahamwe sur tout le territoire rwandais. Mitterrand, Claes et Coëme sont au courant. En novembre 1993, l'état-major d'Habyarimana adopte un plan pour exterminer tous les Tutsi. Ce plan est immédiatement transmis par la sécurité militaire belge au gouvernement PSC-PS.

Le gouvernement PSC-PS connaissait aussi l'intention des extrémistes hutu de tuer des

soldats belges de la Minuar pour faire partir ces troupes et pouvoir alors déclencher le génocide. A partir du 8 avril, à Kicukiru, à Ndera et à d'autres endroits, des milliers de Rwandais cherchent protection auprès de l'armée belge. Les Interahamwe ont déjà encerclé les réfugiés, lorsque l'armée belge décide de partir, livrant de façon consciente toutes ces personnes aux assassins. L'armée belge est coupable de complicité et de non-assistance à personnes en danger de mort. Le massacre de dix soldats belges a servi de prétexte au gouvernement belge pour retirer ses troupes. Or, en temps "normaux", le massacre de Blancs est le prétexte classique des impérialistes pour envahir le pays concerné !

La Belgique a retiré ses troupes parce qu'elle ne voulait pas qu'elles se battent contre l'armée d'Habyarimana, composée de "fidèles" de la Belgique et de la France. Au cours des mois d'avril, mai et juin, les gouvernements belge et français ont permis à leurs amis et protégés de massacrer de la façon la plus barbare un million de Tutsi et de Hutu démocrates. La France du socialiste Mitterrand est intervenue militairement en juillet 1994 dans le but d'arrêter le Front Patriotique devant Kigali et de sauver ainsi le gouvernement de meurtriers dirigé par Kambanda. Mais il était déjà trop tard. La France "socialiste" a dû se limiter à occuper la zone Turquoise transformée en refuge et voie de sortie pour les organisateurs du génocide. Sans l'intervention française, ceux-ci auraient été arrêtés par le FPR.

Le génocide rwandais dépasse en intensité et en cruauté les génocides commisés par les hitlériens. Ce premier génocide de l'histoire patronné par la démocratie chrétienne et la social-démocratie montre que le fascisme n'est pas le monopole de l'extrême droite classique. La social-démocratie peut elle aussi, dans certains cas, pousser sa politique antipopulaire jusqu'au génocide et jusqu'au fascisme.

Préparatifs de guerre en Europe

Les travailleurs européens auraient tort de penser que les bestialités de l'impérialisme en Irak et au Rwanda, ne concernent "que" le tiers monde. L'impérialisme a déjà provoqué la guerre au centre de l'Europe, dans les Balkans, faisant au moins deux cent mille morts. La guerre en Yougoslavie a été provoquée par l'Allemagne et entretenue par les Etats-Unis.

Au moment de la création de la République Démocratique Allemande (RDA), Staline a déclaré que la RDA était la garantie de la paix

en Europe. L'existence de la RDA rendait impossible l'expansion traditionnelle de l'Allemagne vers l'Est. Or, immédiatement après l'annexion de la RDA, l'Allemagne a repris son cours expansionniste. Ayant encouragé depuis de longues années le séparatisme croate et slovène, elle a fait éclater la Yougoslavie parce que ce pays lui avait déjà bloqué deux fois la route vers le pétrole du Moyen-Orient.

Mais une fois la Yougoslavie disloquée, les Etats-Unis ont jeté de l'huile sur le feu. Ils cherchaient des prétextes pour y intervenir et placer les mini-Etats de Bosnie, de Macédoine et d'Albanie sous leur contrôle militaire. L'intervention militaire de l'Otan en Yougoslavie, la première de son histoire, a été orchestrée par le socialiste Willy Claes.

L'Otan s'est constituée en 1949 comme un pacte agressif sous direction américaine. Son objectif principal était la destruction du socialisme en Europe de l'Est et en Union soviétique et la "récupération" de ces pays par le capitalisme international. L'Otan a poursuivi cet objectif par des moyens militaires, par la guerre politique et psychologique et par la subversion. Ce but principal a été réalisé en 1990.

L'impérialisme est agressif par nature et lorsque son ennemi principal a été vaincu, l'Otan a cherché immédiatement de nouveaux terrains de conquêtes et de domination. En fait, l'Otan a pris une signification toute nouvelle dans la stratégie des Etats-Unis pour imposer leur hégémonie mondiale après la chute de la superpuissance soviétique.

Un porte-parole du gouvernement américain a avoué en termes à peine voilés que la guerre du Golfe et la guerre dans les Balkans ont été déclenchées pour étendre la zone d'intervention de l'Otan. Strobe Talbott, vice-ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, a déclaré : «La guerre du Golfe a convaincu l'Alliance de la nécessité de développer la capacité d'interventions militaires en dehors de la zone de l'Otan. Les événements récents en ex-Yougoslavie ont confirmé cette nécessité.»²⁶

Expansion de l'Otan vers l'Est

Pour élargir le champ de ses interventions et agressions, l'Otan veut d'abord réaliser son expansion en "annexant" la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, la Hongrie, les pays baltes et d'autres.

Pour être avalée, cette expansion est présentée comme une oeuvre de bienfaisance visant à "garantir la stabilité de la

démocratie" ! Des politiciens allemands et hongrois, partisans de l'expansion de l'Otan, déclarent : «L'Otan doit assurer la stabilité à travers la sécurité pour offrir aux démocraties d'Europe centrale une chance de se développer. Ces pays aspirent à une intégration à l'Ouest et à ses structures et l'Otan doit les aider à y parvenir.»²⁷

En 1991, immédiatement après la chute des régimes socialistes, l'Otan a déjà évoqué l'éventualité d'interventions à l'Est, rendues "nécessaires" par «l'instabilité qui peut ressortir de difficultés économiques, sociales et politiques sérieuses — parmi lesquelles des rivalités ethniques et des différends territoriaux — auxquelles doivent faire face un grand nombre de pays de l'Europe centrale et orientale.»²⁸ Mais l'instabilité à l'Est provient justement de la restauration capitaliste et des inégalités insupportables qu'elle provoque. Quand l'impérialisme déstabilisateur parle de "stabilité", cela signifie ceci : l'occupation militaire par l'Otan doit garantir que le capitalisme restauré et le néocolonialisme occidental ne soient pas menacés par des révoltes populaires. L'Otan promet aux nouvelles bourgeoisies rapaces la stabilité de leur pouvoir grâce à la "protection" militaire de l'impérialisme.

Bosnie, terrain d'entraînement pour de nouvelles guerres

Mais il existe une seconde raison à l'annexion des pays de l'Est par l'Otan : utiliser ces pays et leurs armées dans les agressions futures contre la Russie.

Le social-démocrate espagnol Javier Solana, le nouveau secrétaire général de l'Otan, a affirmé que la guerre dans les Balkans est une répétition générale, à laquelle sont associés les pays de l'Est, pour une grande guerre contre la Russie : «L'expérience de la Bosnie influera profondément sur le rôle de l'Otan. L'expérience acquise en constituant une force multinationale unique de soixante mille hommes de plus de trente pays pourra servir de modèle pour des opérations futures.» Il ajoute : «En lançant le Partenariat pour la Paix (avec les pays de l'Est) au début 1994, nous avons cherché à développer une coopération concrète entre les Alliés et les Partenaires en vue d'exécuter de telles opérations. En effet, il semblerait que le Partenariat pour la Paix ait été conçu spécialement pour l'opération en Bosnie. Il faudra désormais tirer parti au maximum de l'expérience acquise en Bosnie, à la fois pour

préparer leurs forces à de futures opérations de circonstance et pour accélérer le processus de convergence qui s'est engagé entre elles. Nombre de partenaires seront, en pratique, placés sous commandement Otan. Cela les encouragera à s'aligner sur les normes de l'Otan. L'expérience de la Bosnie enrichira le dialogue bilatéral intensifié que l'Otan mènera tout au long de 1996 sur l'élargissement avec les Partenaires intéressés.»²⁹

En clair : l'occupation de la Bosnie par l'Otan et ses nouveaux "partenaires" vise trois buts : placer les armées de ces "partenaires" sous le commandement de l'Otan, accélérer leur intégration dans l'Otan et les associer aux préparatifs de guerre contre la Russie.

Le but de l'impérialisme n'a pas été uniquement de détruire ce qui restait du socialisme en Union soviétique. L'impérialisme, qui a fait des prétendues républiques "indépendantes" ses néo-colonies, a aussi voulu réduire la Russie à l'état de capitalisme dépendant, contrôlé directement par l'Occident.

L'impérialisme s'est attaqué de front, non seulement aux aspirations profondes au socialisme de la population de l'Union soviétique, mais aussi au patriotisme soviétique, à la fierté d'appartenir à un grand pays socialiste indépendant et souverain. Le démembrement de l'Union soviétique a été un acte illégal, contraire à la volonté de la grande majorité de la population soviétique.

Cet acte illégal a été accompli par la clique d'Eltsine, après son coup d'État d'août 1991, sous l'instigation de l'impérialisme américain. Ce démembrement a affaibli la Russie et les autres républiques "indépendantes" et tous ces pays sont tombés sous contrôle américain et allemand. Même une grande partie de la nouvelle bourgeoisie de Biélorussie, d'Ukraine, de Géorgie, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan a intérêt à se réunir avec la Russie. Le démembrement de l'ancienne Union soviétique n'est absolument pas la "fin de l'histoire".

Or, les deux impérialismes les plus agressifs, les Etats-Unis et l'Allemagne, veulent "se porter garants" du maintien de ce démembrement en élargissant l'Otan jusqu'à l'Ukraine.

On peut discerner trois axes dans les préparatifs de guerre contre l'Union soviétique.

Premier axe : l'impérialisme veut mettre la main sur le Caucase et l'Asie centrale, ce qui peut conduire à une confrontation avec la

Russie. Dans son livre "La Politique du pétrole", Karl Hofmann explique comment les forces de droite ont, en 1922-1924, réclamé "l'indépendance" des pays du Caucase, une indépendance de la Russie socialiste. «Les régions pétrolières russes devaient être détachées de l'empire soviétique pour être mises sous l'influence des monopoles pétroliers et exploitées à leur avantage.»³⁰

Guerre pour le pétrole du Caucase

Aujourd'hui, les Etats-Unis et l'Allemagne veulent arracher le pétrole du Caucase à leur "allié", la Russie bourgeoise. Le "contrat du siècle" a été signé en septembre 1994 à Bakou. Il transfère de grands champs pétrolifères de l'Azerbaïdjan à un consortium international contrôlé à 80 % par des entreprises occidentales et à 44 % par les seules entreprises américaines, dont Exxon, Penzoil et Amoco. Le pétrole de cette région passe maintenant par les pipelines de Russie. Le consortium veut transporter le pétrole à travers la Géorgie et la Turquie jusqu'au terminal turc de Ceyhan-Yumurtalik. La guerre en Tchétchénie, à l'instigation des Américains et de leur allié turc, a pour but d'écarter définitivement la Russie du pétrole caucasien. Un journal de droite français écrit : «Le Caucase bascule dans des guerres dont l'or noir est un des rares points communs.»³¹

Grâce au démembrement de l'Union soviétique, l'impérialisme veut conquérir les réserves immenses de matières premières de la périphérie. Un journal allemand influent écrit : «Les champs de pétrole du Kazakhstan, les champs de gaz du Turkménistan et les énormes réserves offshore en or noir de l'Azerbaïdjan constituent un espace qui peut acquérir, pour les cinquante prochaines années, une importance égale à celle de la région de Golfe aujourd'hui.»³²

Sous le titre "C'est là-bas que nous devons aller" (Da müssen wir hin), le journal Der Spiegel affiche les ambitions allemandes : «L'Otan veut enfin voir des Casques bleus allemands dans les Balkans. Les Allemands préfèrent une mission de paix dans le Caucase.»³³

Robert Dole, le candidat républicain pour les élections présidentielles, a appelé la guerre du Golfe «un symbole de la préoccupation des Américains pour la sécurité des réserves de pétrole et de gaz. Les frontières de cette préoccupation, déclare Dole, avancent plus vers le Nord et incluent le Caucase, la Sibérie et le Kazakhstan.»³⁴ C'est dire que le pétrole et le gaz du Caucase et du Kazakhstan ont désormais un "intérêt vital" pour les Etats-Unis et qu'ils seront "protégés", si nécessaire, par les armes. Une nouvelle guerre pour le pétrole dans le Caucase sera une guerre contre la Russie.

L'Ukraine, voie de pénétration vers Moscou

Deuxième axe : l'impérialisme veut mettre l'Ukraine sous tutelle pour affaiblir économiquement et stratégiquement la Russie.

Aujourd'hui, l'Occident a obtenu le maximum : le pouvoir ukrainien actuel accepte l'économie de marché, l'invasion par les multinationales, le système politique bourgeois et une coordination étroite avec l'Otan. En fait, le régime actuel joue à fond la carte du pacte militaire agressif. C'est ce qu'affirme un grand journal boursier américain : «L'Ukraine soutient l'expansion graduelle de l'Otan en Europe Centrale à laquelle la Russie s'oppose. Le président ukrainien Leonid Kuchma a déclaré aux journalistes que Kiev «est intéressé à coopérer plus étroitement avec l'Otan». Et pour ces raisons, l'année passée, Washington a fait de l'Ukraine le troisième plus grand bénéficiaire d'aide extérieure américaine, après Israël et l'Égypte.»³⁵

Selon les analystes de la Rand Corporation, institut travaillant pour la Défense américaine, "l'indépendance" de l'Ukraine, c'est-à-dire sa dépendance complète de l'Occident,



Cadavres momifiés après un massacre dans une école rwandaise. Ce génocide a été patronné par la démocratie chrétienne et la social-démocratie.



La rivalité Allemagne-USA a déjà provoqué une guerre meurtrière en Yougoslavie. Un général belge parle maintenant de la Russie comme "une Yougoslavie à la puissance dix".

est «cruciale pour les intérêts occidentaux. L'orientation future de l'Ukraine sera un facteur essentiel qui affectera la balance des forces en Europe Centrale». Dans une Ukraine "indépendante", l'Occident se porte garant du maintien du système capitaliste; et l'Otan conçoit ce pays "indépendant" comme un marche-pied pour une agression contre la Russie. Les conseillers de l'armée américaine concluent : «La politique occidentale devrait être conçue pour renforcer l'indépendance de l'Ukraine et pour prévenir l'intégration militaire de Kiev dans la CEI (Communauté des Etats Indépendants, ndlr).»³⁶

Un général belge : il peut y avoir une guerre contre la Russie

Le rétablissement d'une fédération avec la Russie correspond aux intérêts nationaux de l'Ukraine et aux intérêts des ouvriers et des travailleurs. Cette vérité gagne les larges masses populaires, qui souffrent de la restauration capitaliste et du démembrement de l'URSS. Mais l'impérialisme compte barrer la route à cette volonté populaire. Le grand journal boursier américain écrit déjà : «Si Moscou force l'Ukraine à se réunir avec la Russie... l'impérialisme russe aura recommencé.»³⁷ En orchestrant le coup d'Etat d'Eltsine en 1991, les États-Unis ont pu imposer l'acte illégal de la dissolution de l'Union soviétique. Mais si les peuples de l'ancienne URSS redressent cette situation et créent une nouvelle fédération, les États-Unis crieront au spectre de l'impérialisme russe ! Les conseillers du Pentagone confirment cette tactique : «L'issue la plus mauvaise du point de vue occidental serait une Ukraine réintégrée politiquement, économiquement et militairement avec la Russie dans la Communauté des Etats Indépendants. Si la Russie déploie des forces militaires sur le sol ukrainien près de la frontière polonaise, cela renforcera la pression sur l'Otan pour déployer une défense plus robuste et crédible, y compris des troupes occidentales déployées en Europe Centrale.»³⁸

Une Ukraine "indépendante", pratiquement intégrée à l'Otan, place donc les troupes de l'Otan aux portes de Moscou. Une Ukraine fédérée avec la Russie verrait les troupes de l'Otan avancer jusqu'aux frontières de la fédération. Comme si l'armée russe se trouvait au Mexique, aux frontières des États-Unis...

Troisième axe : les préparatifs de guerre

contre la Russie.

Au mois de mars, par 250 voix contre 98, le parlement russe a dénoncé le diktat d'Eltsine du 12 décembre 1991, qui a organisé l'éclatement de l'Union soviétique³⁹. Un grand journal américain a affirmé que cette décision du parlement russe constituait «un danger pour la paix mondiale»⁴⁰ A Kiev, le secrétaire d'État américain Warren Christopher a également condamné la décision de la Douma. Il a taxé cette décision d'«extrêmement irresponsable. Le cours de l'histoire ne peut être renversé», a-t-il déclaré.⁴¹ Strobe Talbott, le vice-ministre des Affaires étrangères américain, a déjà proféré des menaces militaires contre la Russie : «Parmi les éventualités pour lesquelles l'Otan doit être armé, il y a celle que la Russie se détourne de la démocratie.»⁴²

Le gouvernement PSC-PS est pleinement associé à ces préparatifs de guerre contre la Russie. Ainsi, Guido Van Hecke, le chef d'état-major de la force aérienne, a déclaré : «Si ça déraile en Russie, nous aurons une Yougoslavie à la puissance dix. Je pense à un problème avec Boris Eltsine, un retour de la nomenclatura militaire, ou à des guerres ethniques.» Bref, dès maintenant, n'importe quel prétexte est jugé bon pour justifier une agression. Et l'officier belge de conclure : «Il est possible que l'Europe occidentale doive, à moyen terme, intervenir avec des moyens politiques mais aussi militaires, dans notre propre intérêt.»⁴³

Tout cela signifie que nos dirigeants sociaux-démocrates, dans leurs conversations secrètes avec leurs amis de l'Otan, envisagent déjà la possibilité de plonger toute l'Europe dans un carnage monstrueux.

L'Otan déchirée entre l'Allemagne et les États-Unis

Mais l'élargissement de l'Otan cache aussi un autre fait politique crucial : la rivalité entre l'impérialisme américain et l'impérialisme germano-français pour dominer l'Europe.

Lorsque l'Allemagne a mis le feu aux poudres dans les Balkans et organisé le séparatisme croate et slovène, les États-Unis ont laissé la Communauté Européenne s'embourber. Mais ils étaient très actifs en coulisses pour placer les mini-Etats des Balkans sous leur contrôle. Les Américains ont finalement décidé de remplacer les troupes de l'ONU par celles de l'Otan : c'est l'armée des États-Unis qui s'installe durablement dans les Balkans. Les bases que les

États-Unis veulent implanter dans les Balkans serviront à des interventions au Moyen-Orient ou en Russie et à maintenir l'Europe sous hégémonie américaine.

Une partie de la social-démocratie européenne reste très liée à l'impérialisme américain. Ainsi, Solana déclare : «Il ressort très clairement de la situation en Bosnie que les États-Unis demeurent aussi importants pour la sécurité européenne qu'auparavant.»⁴⁴

Les responsables américains sont encore plus clairs sur le but qu'ils poursuivent en élargissant l'Otan. Un conseiller du Pentagone déclare qu'il s'agit «d'ancrer les États-Unis en Europe» : «Pour ancrer les États-Unis dans la sécurité européenne, l'Alliance doit accepter le devoir de stabiliser l'Est. Comment y arriver est un nouveau défi transatlantique.»⁴⁵ Le fameux Brzezinski le dit encore plus crûment : il faut placer l'Europe de l'Est sous contrôle américain, via l'Otan, sinon l'Allemagne occupera seule la place et deviendra une superpuissance militaire indépendante... Brzezinski le dit en ces termes : «L'élargissement de l'Union Européenne, favorisée par une puissante Allemagne, signifie que la question de l'élargissement de l'Otan doit être posée immédiatement. Ne pas poser cette question représenterait un danger que l'Alliance atlantique puisse se désintégrer.»⁴⁶

L'impérialisme européen, dirigé par le tandem germano-français, veut maintenir l'Otan pour avoir le soutien américain contre la Russie. Mais à l'intérieur de l'Otan, le bloc européen cherche une indépendance maximale.

Volker Rühle, ministre allemand de la Défense, a déclaré : «Nous voulons un autre type d'alliance. Elle doit refléter les rapports politiques et stratégiques actuels et avoir une identité européenne claire dans le domaine de la sécurité et de la défense.»⁴⁷ Hervé de Charette, ministre français des Affaires étrangères, explique que la France est rentrée dans les structures militaires de l'Otan pour y contester le contrôle américain : «Nous voulons que l'identité européenne dans le domaine de la défense, aussi bien dans ses aspects politiques que militaires, soit visible au niveau de l'Alliance.»⁴⁸

Ainsi, la bourgeoisie européenne, qui a accru sa force politique, économique et militaire, veut un nouveau partage du monde et conteste l'hégémonie américaine. Depuis l'annexion de la RDA, l'impérialisme allemand ose à nouveau proclamer devant le monde que l'armée allemande se prépare à

de nouvelles guerres extérieures. Volker Rühle a déclaré que la guerre «a fait son retour comme moyen politique». Et Naumann, le commandement en chef des armées allemandes, estime que ses troupes peuvent être engagées «pour la défense du libre commerce mondial et pour garantir l'accès sans entraves aux marchés et aux matières premières dans le monde entier.»⁴⁹ Ainsi, un général allemand promet d'envoyer ses armées dans le monde entier avec les arguments utilisés depuis le début de l'ère impérialiste : liberté du commerce, accès aux matières premières et aux marchés.

Le quotidien américain International Herald Tribune, analysant la politique militaire allemande, écrit : «L'Allemagne est devenue la plaque tournante de la coopération militaire européenne. Elle est la puissance dominante dans tous les domaines de la politique de sécurité européenne, y compris l'industrie de défense. Ainsi, on voit surgir des entreprises militaires européennes, dirigées par l'Allemagne, qui peuvent concurrencer leurs rivales américaines. Et en même temps, l'Allemagne dispose de tous les possibilités d'équiper son armée pour des interventions futures afin de défendre les intérêts européens (lisez allemands).»⁵⁰

Pour défendre la paix en Europe, il ne faut pas seulement exiger la dissolution du pacte agressif de l'Otan, mais aussi empêcher la création d'une armée européenne sous domination allemande.

2. Le PS est nécessaire pour la régression sociale et la fascisation

Depuis la restauration intégrale du capitalisme en ex-Union soviétique, une gigantesque vague réactionnaire déferle sur le monde entier. Le vieux mensonge "liberté et démocratie", débité par les impérialistes, ne peut plus masquer la réalité faite de régression sociale et de fascisation.

L'année passée, pour contrer l'effet désastreux du scandale d'Agusta, Tobback a lancé un grand appel : «Le SP est nécessaire». Des centaines de progressistes néerlandophones y ont répondu. Ils ont souscrit aux thèses que «le SP est nécessaire pour la Sécurité sociale et l'emploi, pour la société multiculturelle, pour la société démocratique et solidaire qui offre des chances égales à tous». Busquin a utilisé pratiquement les mêmes termes.

A peine les élections passées, Tobback, avec le cynisme qu'on lui connaît, dit aux centaines de progressistes qui avaient marché dans sa démagogie : «Je dois aller aux élections avec l'appel : "Elisez-moi, svp" et quand je suis élu, je dois expliquer à l'électeur que je n'ai pas grand'chose à décider. En Belgique, les politiciens ne peuvent pas faire le beau temps, ils peuvent seulement distribuer des parapluies quand il pleut et des parasols quand il y a du soleil.»⁵¹ Tobback affirme sans ambage que le capitalisme et la grande bourgeoisie font la pluie et le beau temps, que les élus socialistes ne font que cacher cette réalité avec le parapluie troué du bavardage réformiste. Avant les élections, Tobback évoquait le spectre d'un Verhofstadt petit-Mussolini-aux-longues-dents. Beaucoup d'intellectuels progressistes se sont laissés intimider et ont soutenu le SP. Après avoir profité de leur soutien électoral, Tobback s'est attaqué à ces mêmes intellectuels qui maintiennent, selon lui, «l'héritage de mai 68, cette source d'anarchisme et de facilité. On pensait qu'il était interdit d'interdire. C'est le contraire qui est vrai.»⁵² Or, jusqu'à ce jour, le combat contre "l'héritage de mai 68" était le monopole des fascistes du Vlaams Blok !

Oui, le PS est nécessaire, mais pour qui et pour quoi faire ?

Le socialiste Coëme déclare : «La loi du 21 mars 1991, c'est la voie pour éviter justement des privatisations sauvages.»⁵³ Le 15 septembre 1991, lors d'un congrès de son parti, Moureaux confirme : «La réforme des entreprises publiques ne sera pas une privatisation». Et dans son programme électoral de 1991, le PS promettait de... "mettre fin aux tentatives de privatisation" !⁵⁴

Le Parti Socialiste est nécessaire pour réaliser les privatisations

Aujourd'hui, le PS a privatisé pour 137 milliards. La banque et les assurances CGER ont été vendues à Fortis-AG en novembre 93 pour 34 milliards. Deux ans plus tard, en 1995, la CGER privatisée réalise un bénéfice de 8,08 milliards !⁵⁵ En septembre 1994, la Société Nationale d'Investissement est vendue à Ackermans et Van Haaren et la participation de la SNI dans Distrigaz à Tractebel. Les deux opérations rapportent 15,1 milliards.

En septembre 1995, la Société Nationale du Crédit à l'Industrie a été vendue à la CGER pour 4,6 milliards et le Crédit Agricole à Swiss Life pour 1,6 milliard. Et finalement, en décembre passé, Belgacom a été vendue à Ameritech pour 73,3 milliards et le second réseau de mobilophones à Mobistar pour 9 milliards. Découragé, Verhofstadt, le Petit-Mussolini-aux-dents-longues, a dû avouer : «Il y a cinq ans, je disais déjà qu'il fallait privatiser. A cette époque, on me traitait de Thatcher. Mais le gouvernement actuel privatise à un rythme tel que je ne parviens pas à suivre.»⁵⁶

Karel Van Miert, président du SP de 1978 à 1988, avait donné une vague image "progressiste" à son parti en s'opposant à l'installation de missiles nucléaires américains et en critiquant le régime de Mobutu. Aujourd'hui, commissaire européen chargé de la politique de privatisation, il reçoit les éloges d'un journal boursier : «Van Miert continue de façon très conséquente la politique de son prédécesseur, Sir Leon Brittan, dont la grande devise fut : libéralisation.»⁵⁷ Ainsi, un social-démocrate "progressiste" applique la politique d'un fidèle de Madame Thatcher !

Le Parti Socialiste est nécessaire pour démanteler la Sécurité sociale

Les partis socialistes prétendent que la Sécurité sociale est "leur" conquête. Rien n'est plus faux. Au cours de la grande guerre antifasciste, les victoires de l'Armée rouge avaient ébranlé les fondements du capitalisme dans toute l'Europe. Les travailleurs belges, subissant l'oppression et l'exploitation sous le double joug des capitalistes et des occupants hitlériens, aspiraient profondément au socialisme. Pendant l'occupation, August Cool, dirigeant du syndicat CSC, et Léon Bekaert, dirigeant du patronat, ont élaboré un plan commun pour empêcher l'éclatement d'"émeutes révolutionnaires" à la Libération : il fallait accorder des concessions importantes aux ouvriers, dont un système de sécurité sociale, afin de préserver l'ordre bourgeois. A Londres, Paul-Henri Spaak et Jef Rens, hauts responsables l'un du parti, l'autre du syndicat socialistes, avaient abouti exactement aux mêmes conclusions.⁵⁸

Comment la social-démocratie démantèle-t-elle la Sécurité sociale?

En 1981, l'Etat avait, à travers la loi

D'Hoore, pris des engagements pour le financement de la Sécurité sociale. Or, l'Etat, avec le soutien du parti socialiste, a refusé de tenir ses engagements. Ainsi, chaque année, l'Etat prive la Sécurité sociale d'une somme de 320 milliards ! En effet, en 1983, l'Etat transférait 7 % du Produit National Brut à la Sécurité sociale; en 1995, ce n'était plus que 3 %. Une différence de 320 à 350 milliards par an ! PS et SP prétendent maintenant lutter contre la "petite délinquance" et les petits vols dont les pensionnés sont victimes. Mais ce cambriolage monstre, commis par l'Etat et organisé par ces mêmes partis, prive la Sécurité sociale de 350 milliards par an ! En 1983, l'Etat payait encore 38 % du budget de la Sécurité sociale; en 1995 ce n'est plus que 15 %!

Mais PS et SP vont encore plus loin dans leur destruction de la Sécurité sociale : après les subventions de l'Etat, ils diminuent aussi les cotisations dites patronales ! D'un commun accord avec les autres partis bourgeois, ils les ont déjà diminuées de 94 milliards en 1995. Et ils discutent de nouvelles mesures pour les diminuer encore. En diminuant la contribution de l'Etat et du patronat, la Sécurité sociale a déjà été dépouillée de 450 milliards par an !

Conséquence de ces vols gigantesques, les socialistes De Wulf et Vandembroucke ont rejeté le principe de base de la Sécurité sociale en tant que droit individuel de tout travailleur. Vandembroucke prétend que la compensation automatique de la perte d'un revenu avait été conçue pour des familles où la femme restait au foyer. La Sécurité sociale n'était pas prévue pour une société où la femme travaille ! Ainsi, le socialiste Vandembroucke attaque le droit de la femme à la Sécurité sociale en déclarant : «Il y a des familles qui peuvent amortir le choc de la perte d'un revenu du travail grâce à l'existence d'un second revenu.»⁵⁹

Ce vol de 450 milliards par an se traduit, d'année en année, en des mesures qui frappent durement...

En 1991, Philippe Moureaux (PS) a décidé de réaliser 4,5 milliards d'économies dans le secteur des maisons de repos et de soins pour personnes âgées. En 1992, le même Moureaux a décidé d'augmenter de 10 % les médicaments à charge des patients. Une perte de 3,7 milliards. En 1993, Anselme (PS) a introduit un prix d'entrée de mille francs pour toute hospitalisation, une dépense de 450 francs par examen de

laboratoire et de 300 francs pour une radiographie. En 1994, le même Anselme a imposé une augmentation de 50 % du ticket modérateur des consultations médicales. Le Plan global a décidé que les coûts de l'assurance-maladie peuvent augmenter au maximum d'1,5 % en plus de l'inflation. Ce qui veut dire que toutes les augmentations des coûts des soins médicaux seront désormais à charge des patients.

Le plan du socialiste Willockx, formulé en 1994, contient différentes mesures diminuant les pensions, tant du secteur public que du privé. Certains retraités perdront jusqu'à 24% de leur pension. Willockx prévoit des diminutions plus conséquentes encore des pensions en retardant l'âge de la retraite tant pour les femmes que pour les hommes.

En diminuant les pensions, Willockx pousse les travailleurs vers la privatisation. Il s'agit du prétendu "second pilier", une assurance privée ou de groupe pour obtenir une deuxième pension, en plus de la pension légale. Il s'agit en fait d'une épargne obligatoire qui met une partie importante des revenus des travailleurs à la disposition du patronat. Les libéraux prônaient depuis des années une épargne obligatoire de 4 à 5 % du salaire. Les partis socialistes ont effectué les premiers pas dans cette direction. 60 % des employés et 10 % des ouvriers ont déjà un "second pilier". Celui-ci représente dès à présent une épargne de 750 milliards, disponibles pour de nouveaux investissements.

Le Parti Socialiste est nécessaire pour liquider l'emploi

Entre 1989 et 1994, nous avons vu se succéder les plans pour sauver l'emploi. Mais en quatre années de gouvernement à participation socialiste, le chômage a augmenté de 170.800 unités ! L'emploi a diminué de 29.800 postes dans le secteur public et de 60.800 dans le privé.⁶⁰

La social-démocratie prétend qu'il faut diminuer les salaires et les cotisations sociales pour permettre aux patrons d'investir et de créer de l'emploi. Or, l'Union Minière a investi 22 milliards pour licencier 1.800 travailleurs; de même, Caterpillar, depuis 1988, a investi 15 milliards pour liquider également 1.800 emplois.

La social-démocratie s'insurge aujourd'hui contre l'Etat-Providence, elle critique l'

"égoïsme" des travailleurs et leur prêche une "solidarité dans la misère". Bref, elle affirme que l'Etat doit moins déboursier pour tout ce qui concerne le bien-être du peuple : enseignement, santé, sécurité sociale, culture, sport. Mais cette social-démocratie, qui crée un Etat-Prédateur pour les pauvres, gonfle l'Etat-Providence pour les patrons, sous prétexte de sauver l'emploi.

Dans la période 1994-1998, l'Union Européenne, guidée par une commission à majorité social-démocrate, versera sept mille milliards de francs aux patrons investissant dans les régions arriérées. Ainsi, les patrons investiront au Hainaut quarante milliards et recevront deux cadeaux de trente milliards de l'Europe et de la Région wallonne.

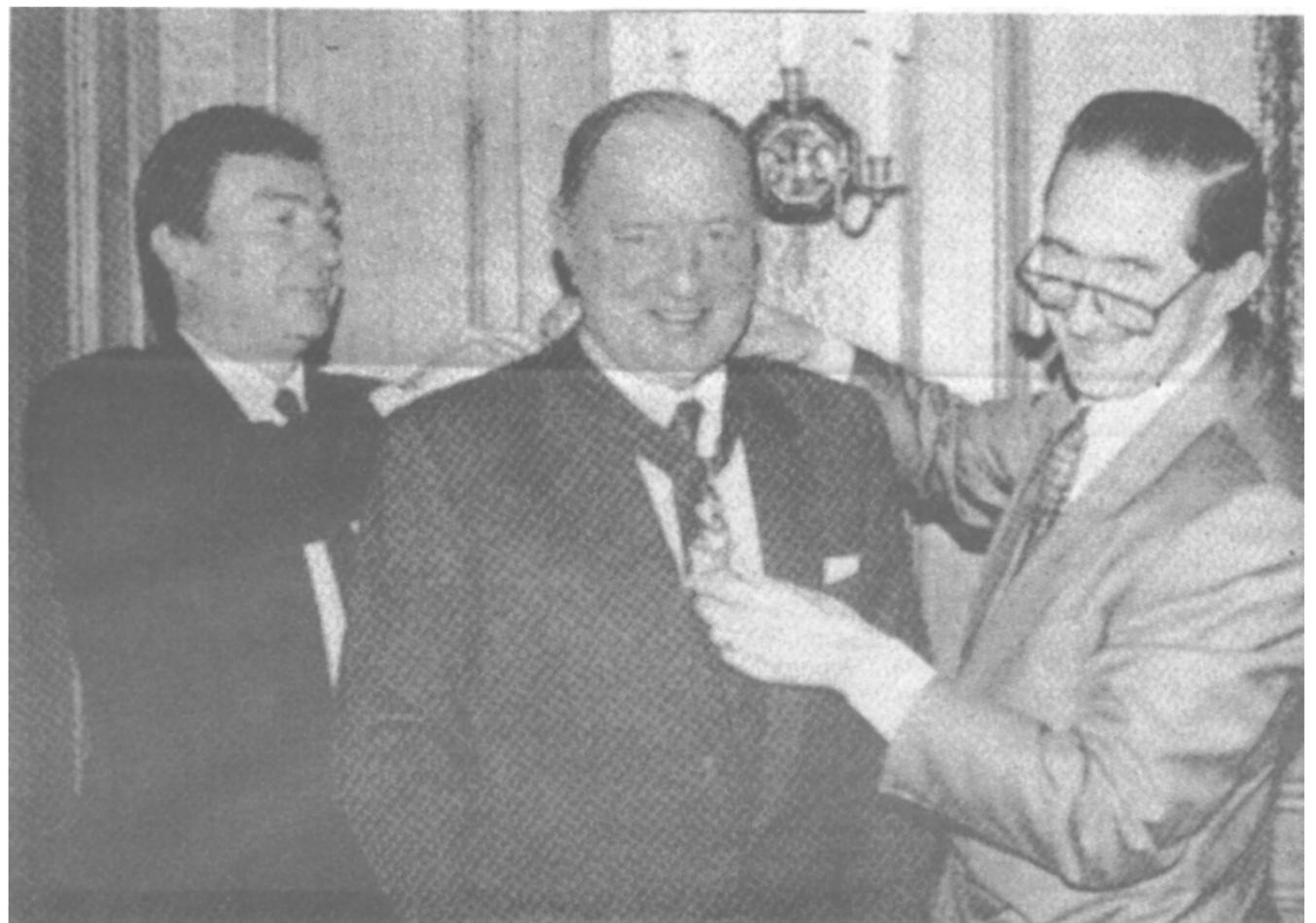
L'emploi que le gouvernement PSC-PS veut créer, est de plus en plus un emploi-bidon. Actuellement déjà, 673.177 personnes "travaillent" à temps partiel, comme stagiaires et comme intérimaires !⁶¹

Le Parti Socialiste est nécessaire pour liquider l'index

Depuis 1990, le PS a désindexé les subsides de l'Etat à la Sécurité sociale, ce qui coûtera à celle-ci trente milliards en 1996. En 1993, il a aboli l'indexation des barèmes fiscaux, ce qui coûte 25 milliards aux contribuables. En 1994, PSC et PS ont falsifié l'index en retirant les produits énergétiques, ce qui coûte 1% du pouvoir d'achat des salariés, soit cinquante milliards.

A présent, le gouvernement PSC-PS veut imposer une norme salariale globale qui inclut l'indexation. Jusqu'à présent, par la lutte des classes, les travailleurs pouvaient arracher des augmentations salariales au patronat; et par l'indexation, ils étaient assurés que leur salaire réel ne diminuait pas avec la hausse des prix. Maintenant, le gouvernement PSC-PS veut utiliser l'indexation pour interdire pratiquement toute augmentation salariale : en fait, la norme salariale ne permet plus aucune augmentation de salaire, en dehors de l'adaptation à l'index.

Maintenant, les salaires diminuent déjà de façon relative : la productivité augmente, les travailleurs produisent plus de produits en une heure, mais leur salaire n'augmente pas pour autant. En 1994-95, la productivité de l'industrie a augmenté de 9 % par heure, mais les salaires ont diminué de 0,2 %. Dans l'ensemble des entreprises, le coût réel par unité produite a diminué de 5,3 %.⁶²



Guy Coëme (PS) et Willy Claes (SP) décorent le milliardaire Albert Frère. Les dirigeants socialistes ont créé un Etat-Providence pour les riches.

Racisme et fascisation pour briser la protestation

Pour imposer la régression sociale et une exploitation plus intense encore, la bourgeoisie s'attaque aux droits démocratiques qui permettent aux travailleurs d'organiser la résistance. La fascisation de l'Etat, organisée par la social-démocratie et la démocratie chrétienne, vise à diviser les travailleurs et à réprimer leurs luttes. Cette voie, l'extrême droite veut la suivre jusqu'au bout, jusqu'au fascisme.

La fascisation de l'Etat s'opère essentiellement sur deux axes : celui du racisme officiel et celui de la répression policière. Voyons d'abord le racisme officiel, le racisme de l'Etat, le racisme social-démocrate.

Quels sont les problèmes fondamentaux ?

Tobback a exprimé parfaitement l'essence de ce racisme en disant : «Le Vlaams Blok a du succès parce qu'il aborde des problèmes qui préoccupent les gens. Il faut porter attention à ces problèmes. Si c'est cela reprendre l'agenda du Vlaams Blok, alors OK.»⁶³

Ainsi, la social-démocratie estime que le parti fasciste fait une analyse pertinente des "problèmes qui préoccupent les gens" ! Mais pour les marxistes, les véritables problèmes auxquels les travailleurs doivent s'en prendre sont la toute-puissance de la bourgeoisie, la propriété privée des moyens de production, la soif du profit maximum, l'exploitation, la marginalisation de la jeunesse et l'absence d'avenir, les inégalités criantes, le pillage du tiers monde, les préparatifs de guerre.

Selon l'analyse fasciste, le problème, c'est l'immigré, c'est le réfugié illégal. Et la social-démocratie prétend que les fascistes «abordent les problèmes qui préoccupent les gens» ! La social-démocratie en est arrivée à poser "les problèmes" dans les mêmes termes que les fascistes.

Selon l'analyse marxiste, le problème, ce n'est pas l'immigré ou le réfugié. Le problème, c'est le capitalisme et son produit inévitable : le racisme, la discrimination et l'exclusion. Le problème, c'est l'impérialisme et la famine, la surexploitation et les guerres que ce système provoque. Tobback, comme les fascistes, ne veut pas mettre fin au capitalisme ni au racisme, ni à la discrimination, ni à l'exclusion, ni à l'inégalité. Tobback, comme les fascistes, ne veut pas mettre fin à l'impérialisme, ni à la surexploitation, ni à la misère inhumaine, ni aux guerres que ce système impose.

"Comme des mouettes sur un tas d'ordures"

Plus d'un million de Belges ont signé pour soutenir la revendication : "égalité complète pour les immigrés après cinq ans de séjour par l'octroi automatique de la nationalité". C'est concret, pratique et cela permet d'un seul coup d'éliminer la discrimination légale. La social-démocratie a refusé de souscrire à cette revendication démocratique élémentaire. Elle s'est opposée à cette lutte concrète, pour faire du verbiage creux autour du thème fumeux : "tolérance, main dans la main". Mais aujourd'hui, la social-démocratie marche "main dans la main" avec le Vlaams Blok pour taxer les réfugiés d'animaux prédateurs. Tobback a dit en effet : «Ceux qui viennent ici comme des mouettes sur un tas d'ordures, parce que c'est plus facile que de travailler la terre chez eux, doivent être expulsés systématiquement»⁶⁴.

Dans la conception fasciste du monde, il y a la misère dans le tiers monde parce que les nègres, les bougnoules et les jaunes n'aiment pas travailler. Tobback ne pense pas autrement : ils ne veulent pas pêcher ou travailler la terre. Ne savez-vous pas, Monsieur Tobback, que les pauvres,

justement, au Rwanda, en Inde, au Brésil, ne possèdent pas de terre, ni d'instruments pour la travailler ?

Selon la conception marxiste, c'est l'impérialisme qui oblige des gens à quitter leur pays comme réfugiés, c'est l'impérialisme qui crée l'exploitation insupportable et la famine, c'est l'impérialisme qui installe des régimes dictatoriaux et provoque des guerres. Participant au gouvernement, les partis socialistes belges et français sont responsables du génocide d'un million de Rwandais. En plus, de façon délibérée, ils ont laissé massacrer des milliers de Rwandais qui cherchaient protection auprès de l'armée belge, plutôt que de voir ces gens désespérés arriver en Belgique, comme des "mouettes sur un tas d'ordures". Tobback a préféré voir des cadavres rwandais parmi les ordures.

"Pas besoin de partis fascistes, nous ferons le boulot nous-mêmes"

Le ministre de l'Intérieur, Vande Lanotte, a dit : «Je reprends l'agenda du Vlaams Blok et certains de leurs septante points. Je reprends effectivement un certain nombre de choses que le Blok avait prévues, c'est vrai.»⁶⁵ Ainsi, la social-démocratie ne reprend pas seulement l'analyse que font les fascistes des "problèmes qui préoccupent les gens", mais aussi les mesures qu'ils proposent !

Et d'ajouter : «Je vais peut-être perdre quelques voix des sympathisants de Coppeters et en gagner quelques unes à droite»⁶⁶. Ainsi, Vande Lanotte dose cyniquement mesures semifascistes et démagogie "progressiste". Piétinant les plus faibles et les plus exploités, Vande Lanotte reprend certaines mesures des fascistes pour gagner des voix à droite !

Toujours selon lui : «Le Vlaams Blok doit constater que des partis démocratiques sont en train de maîtriser les flux migratoires. Le fonds de commerce du Vlaams Blok s'effondre, il n'a plus le monopole de ce thème.»⁶⁷ La social-démocratie se vante maintenant d'avoir racheté le fonds de commerce du Vlaams Blok ! Elle a pu se le permettre, sans doute, avec l'argent d'Agusta...

La conclusion de Vande Lanotte ? «Nous disons à la population : ceci n'est pas un problème pour lequel nous avons absolument besoin d'une solution fasciste. Un parti démocratique peut résoudre ce problème correctement. Que peut faire encore le Vlaams Blok pour prouver son droit à

l'existence ?»⁶⁸

Avec une franchise déconcertante, le SP déclare donc : pour réaliser les mesures du Vlaams Blok, pour expulser les "réfugiés économiques" et les illégaux, nous n'avons pas besoin d'une solution fasciste, le SP peut le faire ! Voilà comment ces gens luttent contre l'égoïsme et pratiquent la solidarité internationale.

Toutes les mesures antipopulaires et racistes que prennent le SP et le PS, ils les justifient en proclamant qu'ils sont "le seul barrage contre le fascisme" ! Pour comprendre le sens de cette démagogie "antifasciste" révoltante, il suffit d'écouter les fascistes eux-mêmes. A la Chambre, Filip De Man du Vlaams Blok a déclaré : «Mon parti félicite le ministre Vande Lanotte pour ses propositions récentes. Nous constatons qu'une partie fondamentale de notre programme a été réalisée par le gouvernement. Monsieur Tobback avait, lui aussi, mis en pratique quelques points concrets de nos propositions pour une politique de l'asile.»⁶⁹

Après cette petite tape sur l'épaule, Tobback s'efforce de marquer sa différence : «La différence fondamentale entre moi et le Blok, c'est que moi, je suis pour la société multiculturelle. Mais il faut la réaliser dans l'ordre. Pour cette raison je veux que les illégaux quittent le pays.»⁷⁰ La société "multiculturelle" de Tobback sera donc "épurée" des illégaux, des faux réfugiés, des immigrés non intégrés. C'est bien sûr "fondamentalement différent" de la société monoculturelle des fascistes où il n'y a pas de place pour les illégaux, les faux réfugiés et les immigrés non intégrés.

Tobback et l'Etat autoritaire

Après la percée nationale des partis fascistes, surtout du Vlaams Blok, en novembre 1991, la déclaration gouvernementale de juin 1992 contenait un chapitre 3 intitulé "Programme d'urgence pour les problèmes sociaux". Son premier point proposait de "garantir la sécurité du citoyen", et le troisième point envisageait "une meilleure maîtrise de l'immigration". Ainsi, les partis fascistes ont imposé au gouvernement PSC-PS leurs priorités : immigration et sécurité. Tobback, une fois de plus, prétend que reprendre le programme du Vlaams Blok est la meilleure méthode pour "décimer" ce parti : «Si je veux décimer le Vlaams Blok, je dois extraire la maladie sur laquelle ce parti parasite se développe. Cette maladie, c'est l'Etat impuissant, plus dangereux pour la démocratie que l'Etat autoritaire.»⁷¹

Ainsi, c'est au nom de l'ordre et de la sécurité que Tobback, président du SP, réhabilite les conceptions qui ont amené Henri De Man, le président du parti socialiste belge de l'époque, à rejoindre les nazis en juin 1940. Dès 1938, Henri De Man prônait "l'Etat fort", "l'Etat autoritaire" et la "démocratie autoritaire".

"La loi et l'ordre" est le mot d'ordre de la droite et de l'extrême droite. Tobback vient nous raconter que la "gauche" doit le reprendre : «On dit que les notions "la loi et l'ordre" et le progressisme ne s'accordent pas. Je ne vois pas pourquoi. Il y a trop de criminalité, donc il faut y remédier. Trop longtemps, il y a eu une sorte de tolérance de gauche pour ce genre de choses. L'homme et la femme ordinaires se plaignent d'avoir peur d'être volés ou attaqués le soir dans la rue... Nos lois n'oppriment pas mais libèrent. Je refuse de crier : à bas cette société.»⁷² Lorsqu'il se trouvait à Bruxelles, Marx avait pressenti que le socialisme bourgeois de notre pays crierait : «Vive la société capitaliste, vive la loi bourgeoise, vive l'ordre établi !»

Il faut souligner que Tobback avait déjà poussé ces cris avant les élections, avant ses grandes manoeuvres en direction des intellectuels progressistes. En effet, le tournant radical de Tobback vers l'ordre, la loi et l'Etat autoritaire date de 1994, lorsqu'il a décidé d'accroître et renforcer les forces répressives et de développer le contrôle politique sur la population.

Six voies vers le "socialisme policier"

Soulignons six points dans l'évolution récente du "socialisme policier" en Belgique.

1. Plus de flics, moins d'enseignants. En 1994, le gouvernement PSC-PS décide d'engager un plus grand nombre de policiers. Les arrêtés royaux des 9 mai et 10 juin 1994 indiquent le nombre minimal d'agents dont les communes doivent disposer. Ils définissent également les normes du "service de police" que les communes doivent respecter pour bénéficier du financement fédéral. En 1995, 1.546 nouveaux agents avaient déjà été engagés en tant que civils (829) ou policiers (717) et leur nombre sera bientôt porté à 2.500⁷³. Voilà une autre formule du socialisme bourgeois : "Moins d'enseignants et autant de flics en plus !"

2. Dix milliards pour ficher tous les Belges. Au moment où la bourgeoisie veut arracher



Policiers des USA chassant des réfugiés à la frontière mexicaine. L'impérialisme crée la famine dans le monde, puis présente les réfugiés comme des profiteurs. (Photo Revolutionary Worker, USA)

quatorze milliards à l'enseignement francophone, elle décide de consacrer dix milliards à la création d'un réseau d'informations pour tous les services de police. Le réseau ASTRID (All Round Semi-Cellular Trunking Radio Communication) « sera utilisé conjointement par la gendarmerie, la police communale, la police judiciaire, la protection civile, les pompiers, la Sureté de l'Etat, les douanes et la santé publique. »⁷⁴ De plus, les polices communales seront modernisées selon un "Projet d'Informatisation de la Police" qui permettra de standardiser toutes les informations. Elles seront alors toutes « centralisées au Service Général de Soutien à la Police, qui travaillera les informations et les renverra aux corps, accompagnées de commentaires et de synthèses. »⁷⁵

3. La police communale devient le valet de la gendarmerie.

Après la prétendue "démilitarisation" de la gendarmerie, celle-ci tombe sous l'autorité du ministre de l'Intérieur. « Ceci me permet, dit Vande Lanotte, d'harmoniser l'équipement, la formation et l'organisation de la gendarmerie et de la police communale. »⁷⁶ Vande Lanotte conçoit des "zones inter-police", regroupant parfois plusieurs communes, où « les polices communales et les brigades de la gendarmerie sont coresponsables du service de police local. »⁷⁷ Dans chaque "zone inter-police", il y a régulièrement une concertation à cinq, entre le bourgmestre, le procureur du roi et les représentants de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire.

Au niveau fédéral, un Service Général de Soutien à la Police a pour objet « d'améliorer la coopération et la coordination des services de police ». Son comité de direction compte des responsables de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire. Ce service centralisera entre autres l'informatique, la formation et le soutien technique.⁷⁸ Il y aura une formation de base uniforme. Les officiers des différents corps auront des cours communs, ce qui « contribuera à une meilleure entente entre les services de police. »⁷⁹

L'autonomie de la police communale, revendication démocratique longtemps défendue par le PS, est supprimée dans les faits. Le socialiste Vande Lanotte déclare à ce propos : « Les autorités communales qui s'opposent à la coopération policière souhaitée par le gouvernement ne peuvent plus revendiquer une aide financière spécifique de l'autorité fédérale. »⁸⁰

La gendarmerie : une police politique

4. La gendarmerie est devenue une véritable police politique centralisée.

Comme ministres de l'Intérieur, les socialistes Tobback et Vande Lanotte ont fait de la gendarmerie une police politique omniprésente. Elle a désormais trois tâches. D'abord, assurer les "services de police de base", ce qui veut dire que la gendarmerie exerce un pouvoir de tutelle sur la police communale et participe au contrôle de la population à l'échelle locale. Vande Lanotte écrit : « Partout où c'est possible, et en agissant en coopération avec l'autorité locale, les autres services de police, la population et les diverses instances sociales concernées, la gendarmerie doit chercher une solution aux nombreux problèmes qui troublent la communauté locale ». Ainsi, elle organisera « des programmes d'échange d'informations avec les organisations professionnelles et les organisations des classes moyennes. »⁸¹ La deuxième tâche de la gendarmerie est relative aux "services de police spécialisés". Il s'agit de maîtriser « les formes plus organisées de criminalité » comme « les drogues, l'immigration illégale, les délits contre le milieu, le trafic d'hommes et d'hormones »⁸².

Enfin, elle doit assurer des "soutiens spécialisés" : « soutien aérien, réserve générale, unités spéciales d'intervention, télématique »⁸³.

5. La gendarmerie est intégrée au nouveau système policier européen sous domination



Au moment où la bourgeoisie veut supprimer 3.000 profs, elle embauche 2.500 flics supplémentaires. Photo : un jeune arrêté à Liège à la manif anti-Onkelinx du 28 novembre 95.

allemande.

Les ministres sociaux-démocrates jouent également un rôle central dans les projets européens visant à centraliser les forces de répression et d'espionnage des citoyens. Vande Lanotte pousse à la création d'une police politique européenne. « Grâce à la structure de concertation Trevi, une coordination poussée de la coopération politique des polices a été réalisée entre les pays de la Communauté Européenne. Cette coopération se concrétise dans le troisième pilier du Traité de Maestricht. La politique commune à l'égard de l'immigration et l'internationalisation des problèmes du maintien de l'ordre et de la grande criminalité (y compris le terrorisme) ont pour conséquence la nécessité de structurer la coopération avec les services policiers étrangers. Il faut aussi arriver à une harmonisation de l'organisation opérationnelle, de la formation, des méthodes et de l'équipement des services policiers. » En vertu des accords de Schengen, « on a établi un système d'information par lequel les pays développent des contacts directs; ceci rend possible une forme de contrôle efficace sur la législation des étrangers, la criminalité et la sécurité de l'Etat. »⁸⁴

La social-démocratie se vante d'être la principale force de la construction européenne. Or, cette Europe constitue un niveau de décision auquel la dictature économique des grands capitalistes est pratiquée sans masque. Et la social-démocratie, qui leurre les travailleurs avec les chimères d'une "Europe sociale", met sur pied une Europe policière semifasciste pour réprimer les luttes sociales. Cette Europe policière tombera inévitablement sous la direction de la police politique de l'Allemagne, la superpuissance montante.

Le secteur social sous contrôle de la police

6. Contrôle de la population, organisation de l'espionnage et de la délation.

A la suite de la victoire du Vlaams Blok en 1991, le SP a lié immigration et criminalité dans une politique dite de "prévention des crimes". Le conseiller de Vande Lanotte, le SP Kris Van Limbergen, écrit : « Il y a eu une percée dans la politique de prévention après le choc électoral de novembre 1991. Les grandes villes se trouvaient effectivement dans l'impasse... Les problèmes des drogues, de la petite criminalité et du sentiment d'insécurité qu'amènent les groupes de population non-belges ou marginaux,

devenaient de plus en plus aigus. »⁸⁵ Les "contrats de sécurité" sont le noeud de cette politique de prévention. Des sommes énormes leur ont immédiatement été consacrées. Ainsi, 3,2 milliards ont été dégagés pour la "prévention" en 1994⁸⁶. Le poste le plus important des "contrats" concerne « la présence renforcée de la police dans la rue » (544 millions de francs). Le deuxième, intitulé « meilleure intégration de groupes spécifiques » (283 millions de francs), vise essentiellement à mieux contrôler les immigrés et les jeunes⁸⁷. C'est Jean Gol, ministre de la Justice, qui lança, en 1982, l'idée des contrats de sécurité en instaurant des bureaux de prévention des infractions au sein de la gendarmerie.

Après la première percée des fascistes du Vlaams Blok en 1988, on créa le Commissariat royal pour la politique de l'immigration. Ce Commissariat élabora le concept "d'intégration" qui partait du point de vue que les problèmes viennent des immigrés. Le concept "d'intégration" maintenait toutes les discriminations légales et ne s'attaquait pas aux campagnes racistes des partis fascistes, ni à la politique raciste des partis gouvernementaux.

En mai 90, il y eut des réactions violentes de jeunes immigrés après des contrôles policiers à Forest. Juste au même moment, le Commissariat royal publia un rapport sur l'immigration et la sécurité. Il suggérait « une présence plus importante de la police dans les rues, par l'engagement d'auxiliaires de police et d'agents de quartier; un soutien accru fourni par la gendarmerie; une meilleure communication entre les services de police, la gendarmerie et la population »⁸⁸. Tous ces points furent repris en 1993 dans les contrats de sécurité, et le Commissariat s'en félicita. Ainsi, parti de l'idée d'un "travail social d'intégration", le Commissariat organisa un réseau de contrôle pour empêcher que la colère n'explose dans les quartiers les plus démunis et les plus exposés à l'arbitraire policier. Et finalement, ces réseaux furent intégrés dans les contrats de sécurité de la gendarmerie et de la police. Des associations créées pour "l'intégration" des jeunes immigrés sont désormais "intégrées" au travail de la gendarmerie et de la police.

Sous la rubrique "intégration" (!), ces contrats entendent « organiser la concertation entre la police et les migrants ». On y lit également que « des travailleurs sociaux de rue se concentrent sur des groupes cibles et principalement sur les consommateurs ou consommateurs potentiels de drogue ». Sont désormais du domaine de la police : « la

gestion du quartier... l'ouverture d'une maison de jeunes, l'organisation d'activités parmi les immigrés, le travail de quartier... » Dans ce cadre, « les jeunes à problèmes sont dirigés vers des clubs sportifs, des activités sportives sont organisées... ainsi que des projets de fan-coaching (pour encadrer les supporters). »⁸⁹ Les jeunes immigrés servirent de prétexte à l'introduction du contrôle policier sur la population. Mais très vite, Vande Lanotte élargit l'action de la police aux "jeunes à problèmes". Dans des villes comme Malines et Alost, où il y a peu d'immigrés, les jeunes belges qui s'absentent de l'école constituent une cible indiquée. Isabelle Poulet, chargée de recherche à l'UCL, a montré que les "contrats de sécurité" servent essentiellement à exercer une surveillance sur toute la population : « Les contrats de sécurité mettent l'accent sur la surveillance. D'abord : encouragement du contrôle social informel par la population et par différentes catégories de professionnels (concierges, conducteurs de transports publics, intervenants sociaux dans les quartiers et les structures de loisirs). Ensuite, surveillance par des moyens techniques, aménagement des bâtiments et des lieux publics de manière à favoriser cette surveillance généralisée. Finalement, mobilisation générale pour l'encadrement des jeunes dans des structures bien organisées et bien contrôlées. La politique développée en Belgique par des partis socialistes ressemble fort à la politique conservatrice du gouvernement anglais. »⁹⁰

Un exemple montre à quel point, aux yeux des ministres "socialistes", le "travail social" s'identifie au travail policier. Grâce aux "contrats de sécurité", l'Echevin des Affaires sociales de Gand reçoit 27 millions par an pour des city-coaches, des comités de quartier et des projets d'intégration via le sport. Dix assistants sociaux, deux psychologues et trois criminologues sont engagés par la police dans le cadre des "contrats de sécurité"⁹¹.

3. Le passé glorieux du Parti Socialiste ?

Beaucoup de membres du PS et du SP pensent qu'à ses débuts, avant la Première Guerre mondiale, leur parti a été un parti marxiste, menant la lutte de classe contre le capitalisme. C'est un mythe, contredit par

les faits historiques. Dès sa fondation, le Parti Ouvrier Belge (POB) s'est opposé à la lutte des classes révolutionnaire comme il s'est opposé à la conception marxiste de l'Etat et du socialisme.

Les dirigeants du PS et du SP connaissent l'histoire de leur parti et ils mentent de façon éhontée à leurs militants. Certains de ces mensonges ont encore été proférés, ce 1er Mai, à l'adresse des enseignants. Vande Lanotte, flanqué de Di Rupo, s'est exclamé à Frameries : «Pendant 150 ans, les patrons ne sont pas arrivés à mettre à genoux le mouvement socialiste, ce ne sont pas les enseignants qui y réussiront.»⁹² Destrée, soutenu par Busquin, disait à Verlaine : «Quand la gauche s'est présentée en ordre dispersé face à la montée de l'extrême droite, le pire était au rendez-vous.»⁹³ Dans ces phrases, chaque mot est un mensonge historique. Les faits indiscutables que nous allons exposer vous le prouveront.

Les dirigeants PS contre la lutte de classe depuis 1890 !

Tout est déjà dans cette phrase prononcée par César De Paepe, en 1890, cinq ans après la fondation du parti : «Nous voulons le suffrage universel pour éviter une révolution. Réforme ou révolution, suffrage universel ou bouleversement universel, tel est le dilemme qui se pose au peuple belge.»⁹⁴ En 1886-1887 et 1891, deux soulèvements contre la misère et une grève spontanée pour le suffrage universel éclatent. Le POB ne les dirige pas, pire, ils s'en désolidarise et les condamne comme «prématurés».

Le 11 avril 1893, la Constituante rejette le suffrage universel et le parti socialiste décrète la grève générale. Les masses ouvrières affrontent les forces de l'ordre, des ouvriers sont tués à Jolimont et Jemappes, à Bruxelles et à Borgerhout. Les dirigeants socialistes ne dirigent pas, ne soutiennent pas la lutte, ils cherchent à convaincre les libéraux de réclamer, à leur place, le suffrage universel à la Chambre. Ils vont jusqu'à promettre aux libéraux l'arrêt de la grève, sans obtenir le suffrage universel (pour les hommes uniquement, bien entendu) : ils se contenteront du vote plural, trois voix pour un homme riche, une pour un homme pauvre, aucune voix pour une femme ! Et c'est ce qui se passe.

Le 9 avril 1902, éclate la deuxième grève générale de l'histoire belge. Contre la volonté du Parti ! Il y a trois cent mille grévistes, des morts à Houdeng, à Louvain et à Bruxelles. La grève dure depuis cinq jours lorsque la direction du parti la "reconnaît" pour la contrôler et y mettre fin, six jours plus tard, sans avoir obtenu la moindre concession. Vandervelde reconnaît qu'il est, de la part de la base socialiste, l'objet «de protestations, de colères violentes, de récriminations amères, voire même de calomnies»⁹⁵. Il y a 94 ans, la base ouvrière jetait déjà des oeufs et des tomates à la figure des dirigeants sociaux-démocrates...

A partir de 1908, la direction du Parti formule publiquement des plans pour gouverner avec les libéraux et se montre de plus en plus hostile à la lutte des classes. Mais les travailleurs réclament la grève générale pour obtenir l'égalité politique. La bourgeoisie a déjà parfaitement compris que le suffrage universel servirait à intégrer les dirigeants socialistes dans l'ordre bourgeois. En février 1913, le premier ministre catholique de Broqueville dit à Vandervelde : «Je suis résolu à ouvrir les voies au suffrage universel.» Il dit aussi que, face au danger de guerre, il veut faire des concessions au POB, pour pouvoir réaliser l'union nationale. De Broqueville pensait déjà à utiliser le parti socialiste pour pousser les ouvriers dans la guerre inter-impérialiste à venir. Pendant trois semaines, Vandervelde va s'efforcer d'éviter la grève générale. Quand, finalement, il doit la décréter malgré lui, c'est une grève sous haute surveillance :

pas de manifestations, pas de meetings de masse, pas de discours enflammés. Et aussi une grève sponsorisée par les patrons. Sans blague ! Dans ses Mémoires, Vandervelde se vante de ce que les patrons des charbonnages, certains directeurs de la Société Générale et le patron des casinos lui ont donné plusieurs millions pour soutenir les grévistes ! «Au cours de la grève, des appuis nous avaient été donnés, qui révélaient, chez certains grands bourgeois, des sympathies inattendues pour la cause populaire. Au château de Mariemont, le maître du lieu, Raoul Warocqué, mon ami personnel depuis des années, avait donné aux ouvriers de ses charbonnages toute licence de cesser le travail. Pendant toute la durée du conflit, il donna des repas aux enfants des grévistes. Un des directeurs de la Société Générale, Émile Franqui, appelé à en être plus tard le Gouverneur, me remit anonymement un gros chèque pour soutenir les grévistes. M. Marquet, le grand patron des casinos, donna 600.000 francs.»⁹⁶

Pour la bourgeoisie, la grande grève de 1913 est la preuve que les dirigeants du Parti Ouvrier sont capables de maîtriser la colère des masses et qu'ils sont prêts à collaborer loyalement avec le patronat et avec l'Etat capitaliste. Monsieur Vande Lanotte, on vous l'apprend peut-être, mais cela fait plus de 90 ans que les patrons ont cessé de combattre votre socialisme bourgeois. Dès le début donc, trahison de la lutte des classes révolutionnaire.

Les conceptions géniales de Marx sur l'Etat

Dès le début aussi, trahison de la conception marxiste de l'Etat.

Marx a montré que la société capitaliste est placée sous la dictature de la grande bourgeoisie et que l'Etat bourgeois est l'instrument principal de cette dictature. Marx a montré que la lutte des classes doit être poussée jusqu'à la révolution socialiste. La révolution doit briser la machine de l'Etat, et principalement ses organes de répression. La révolution doit créer un

nouvel Etat, l'Etat des masses travailleuses qui exercera la dictature des travailleurs contre la petite minorité des exploités. L'ouvrage "La guerre civile en France" de Marx a maintenant 125 ans. Aujourd'hui, après cent ans de trahisons du Parti socialiste, les paroles de Marx frappent par leur actualité et leur pertinence. Faisant le bilan des révolutions passées, Marx dit après la défaite de la Commune de Paris : «La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte. Le pouvoir centralisé de l'Etat, avec ses organes, partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature date de l'époque de la monarchie absolue. Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, le pouvoir d'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir national du Capital sur le Travail... d'un appareil de domination de classe. (...) Le caractère purement répressif du pouvoir d'Etat apparaît de façon de plus en plus ouverte.» «L'Etat n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre.»⁹⁷

«(Grâce à) la révolution ouverte, le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.»⁹⁸ «La classe ouvrière doit éliminer la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle.»⁹⁹

La politique libérale des dirigeants socialistes actuels trouve son origine en 1900 chez Émile Vandervelde (1866-1938). Prenant le contre-pied du marxisme, Vandervelde prétend que les travailleurs peuvent passer au socialisme sans briser la machine d'Etat bourgeois.

Pour lui, l'Etat bourgeois a un mauvais côté et un bon côté. Le mauvais côté, c'est le côté répression de classe. Le bon côté, c'est le côté administration de la société. Le mauvais côté, c'est "l'Etat gendarme, policier, commandant d'armée", le bon côté, c'est "l'Etat maître d'école ou industriel". A propos de ce bon côté, Vandervelde dit aussi

ceci : «L'Etat crée l'inspection du travail, il organise la lutte contre la tuberculose et la syphilis, il favorise la création d'habitations à bon marché, il exploite les chemins de fer d'intérêt local.»¹⁰⁰

D'après Marx, l'Etat bourgeois agit exclusivement dans l'intérêt des capitalistes. Son rôle de répression et de domination contre les travailleurs est essentiel. L'Etat bourgeois doit aussi organiser la société dans l'intérêt des capitalistes, créer toutes les conditions pour que les patrons puissent trouver assez d'ouvriers qualifiés et en bonne santé pour faire des bénéfices maximaux. Enfin, l'Etat bourgeois doit parfois faire des concessions devant la lutte révolutionnaire des travailleurs, des concessions qui restent partielles et qui peuvent être annulées dès que le rapport de forces a changé.

Par sa théorie du "bon et du mauvais côté", Vandervelde nie le caractère de classe de l'Etat, il nie le fait que l'Etat bourgeois a été créé par la bourgeoisie pour défendre le pouvoir de la bourgeoisie. Vandervelde nie le fait que l'Etat bourgeois est essentiellement une machine de répression et de domination de classe qui, pour cette raison, doit être brisée par la révolution et remplacée par un Etat fondamentalement différent qui exprime et défend les intérêts des travailleurs. Vandervelde élabore sa théorie du "bon et du mauvais côté" dans le but d'escamoter la nécessité de la révolution socialiste. Par les élections, le Parti Ouvrier Belge arrivera au gouvernement, "réduira" les mauvais côtés de l'Etat et "développera" les bons côtés, ce qui donnera finalement un Etat socialiste. Comment Vandervelde va-t-il réaliser le socialisme? Sa réponse : «Pacifiquement, par une série de modifications insensibles, les fonctions autoritaires de l'Etat iront décroissant, tandis que ses fonctions économiques prendront une importance toujours plus grande.»¹⁰¹ Grâce à des réformes progressives, les aspects autoritaires de l'Etat capitaliste disparaîtraient donc et le nouvel Etat purement administratif et économique serait un Etat socialiste.

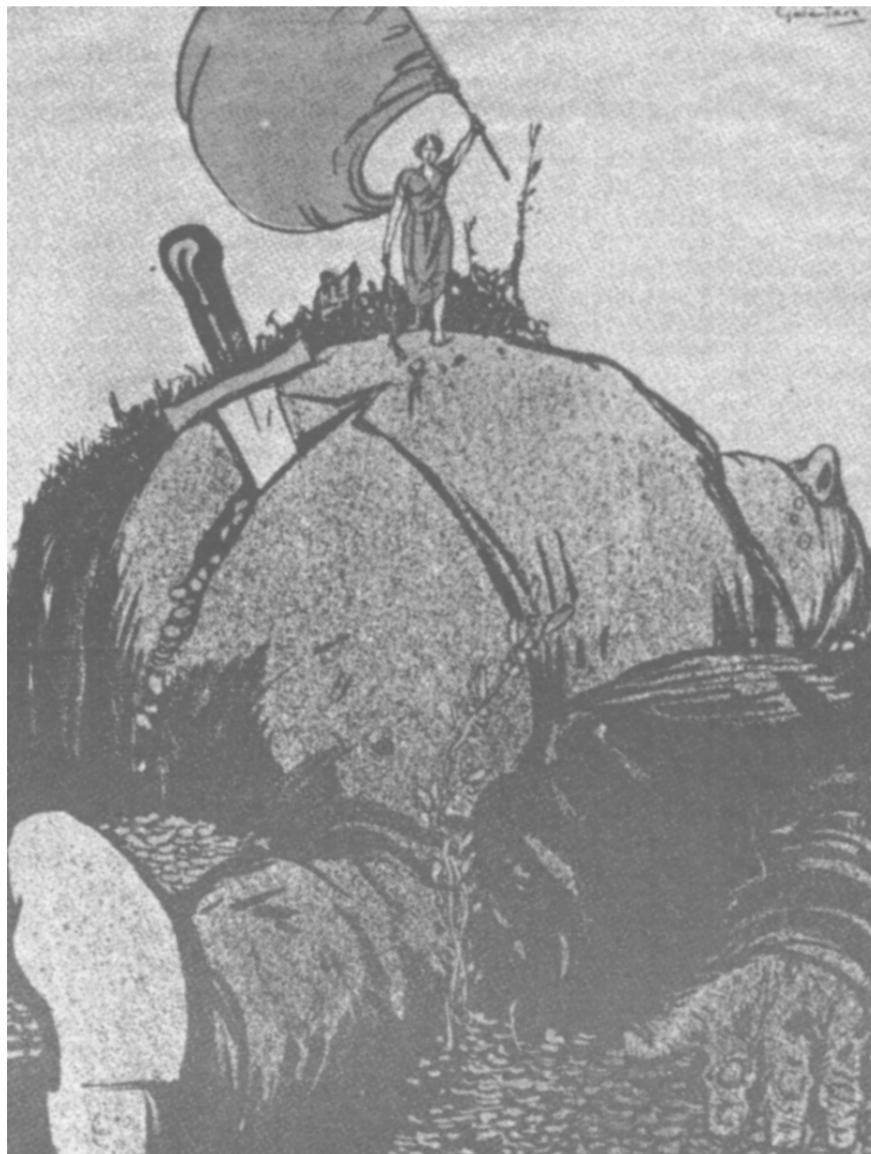
Cela fait maintenant plus d'un siècle que les dirigeants du PS trompent délibérément les ouvriers et les travailleurs avec ce mensonge. Résultat : l'Etat capitaliste est infiniment plus oppresseur, plus antipopulaire, plus violent, plus militarisé qu'en 1896.

Vandervelde a soutenu le "socialisme" du patron libéral Solvay

Enfin, dès le début aussi, le POB trahit les principes socialistes. D'après Marx, l'exploitation capitaliste est basée sur la propriété privée des moyens de production et sur le marché libre. Il faut une révolution socialiste pour exproprier la minorité exploitée, les moyens de production doivent appartenir à la communauté et la production doit se faire selon un plan, en fonction des besoins essentiels des travailleurs.

Sur ce terrain, Vandervelde combat le marxisme de deux façons. D'abord, il sert une thèse des anarchistes qui affirment que les ouvriers doivent créer leurs propres coopératives de production et de commerce. Ainsi, dit Vandervelde, «ils créent un Etat dans l'Etat, dont la puissance grandissante substituera la gestion coopérative à la domination capitaliste.»¹⁰² Bref, sans révolution, dans une société dominée par le marché libre, les coopératives ouvrières vont éliminer, par la concurrence, les entreprises capitalistes. L'histoire a montré tout le ridicule de cette position.

Ensuite, Vandervelde combat le marxisme en reprenant un plan libéral pour la socialisation de la production. En effet, le sénateur libéral et grand industriel Solvay présente en 1899 un "plan de libre socialisation" qui reçoit immédiatement l'adhésion du "marxiste" Vandervelde. Vande Lanotte prétend que les patrons veulent, depuis 150 ans, mettre le PS à genoux. Or, l'alliance ouverte entre le grand patron Solvay et Vandervelde date de 1899. Selon le Plan Solvay, «l'initiative privée, créatrice des affaires, demeurera entière, et



Dès le début, les dirigeants socialistes se sont opposés à Marx et ont refusé d'exproprier la minorité capitaliste exploitée ("C'est seulement quand on aura tué cette bête-là...", dessin du journal français L'Assiette au beurre, 1908)

pourant, l'Etat socialisera de plus en plus.»¹⁰³ Comme le capitalisme est en pleine expansion, Solvay veut que l'Etat apporte des capitaux à ses entreprises. Vandervelde souscrit à cette idée, en la drapant d'un verbiage pseudo-marxiste : «La participation de l'Etat dans les entreprises aboutira aux mêmes conséquences que la socialisation intégrale des grandes industries.» «Le système de pénétration préconisé par Solvay, dit Vandervelde, permettra de ménager la transition entre le régime capitaliste et un régime de socialisation intégrale.»¹⁰⁴

Aujourd'hui, nous savons ce que cette prétendue "transition au socialisme" est devenue, maintenant que les sociaux-démocrates privatisent la partie de la production capitaliste qui était gérée par l'Etat bourgeois.

En 1919, quand les ouvriers du monde entier sympathisent avec la révolution d'Octobre, Vandervelde doit présenter le Plan du libéral Solvay comme une "révolution".

En effet, en 1919, Vandervelde participe, avec des représentants des autres puissances impérialistes victorieuses, à la Commission de la législation internationale du Travail dont sortira le Bureau International du Travail. Commentant les conclusions de la Commission, Vandervelde dit : «Le régime qu'elle propose d'instituer est une transition entre l'absolutisme du patronat et la souveraineté du travail. Pour passer de l'un à l'autre, il peut y avoir divers chemins : les uns par l'insurrection et la violence, les autres, au contraire, avec un minimum de collisions et de heurts. Il y a deux méthodes pour faire la révolution qui est en train de s'accomplir dans le monde : la méthode russe et la méthode britannique. C'est la méthode britannique qui a mes préférences.»¹⁰⁵

Vandervelde prétend donc qu'il va organiser une "transition lente et progressive" entre la dictature du capital et le socialisme, entre la propriété privée des moyens de production et la propriété collective des moyens de production. Vandervelde déclare que cette voie vers le socialisme est suivie en Grande-Bretagne, la plus grande puissance impérialiste et colonialiste de l'époque ! Et comme les ouvriers belges aspirent à la révolution, Vandervelde doit leur mentir en prétendant que cette voie va aboutir au même résultat que la révolution soviétique : au socialisme.

1914 : la politique criminelle de la direction socialiste

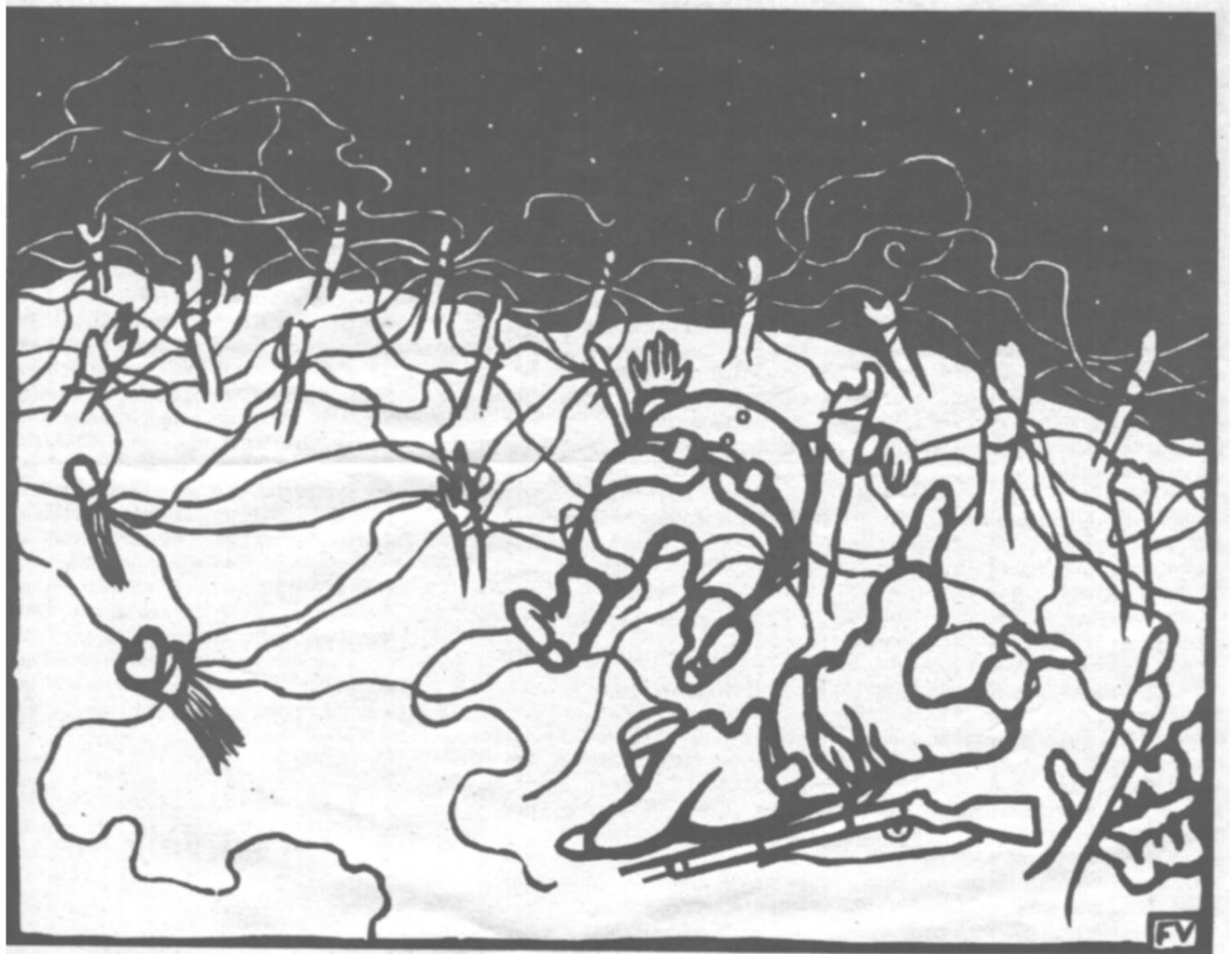
La Première Guerre mondiale place face à face deux blocs d'impérialistes tout aussi sanguinaires.

De part et d'autre, la bourgeoisie mène la guerre pour un nouveau partage des colonies. L'Angleterre et la France veulent sauvegarder leurs empires coloniaux contre l'Allemagne, la nouvelle puissance montante qui exige sa part du butin colonial ; la Belgique veut sauver "son" Congo, directement menacé par l'Allemagne ; la Russie se joint à eux pour arracher une partie des Balkans à l'Autriche et pour mettre sous son contrôle le Bosphore et le passage vers la Méditerranée. L'Allemagne veut renforcer sa position face à la superpuissance anglaise en contrôlant une partie de l'Europe, dont la Belgique, le nord de la France, les pays baltes et les Balkans ; elle veut que l'étendue de ses colonies corresponde à sa nouvelle puissance économique.

Or, Vandervelde proclame que cette guerre impérialiste est «une guerre sainte pour le droit, la liberté et la civilisation. Nous luttons pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.»¹⁰⁶

De l'autre côté, le chef des socialistes allemands soutient, lui aussi, sa "propre" bourgeoisie impérialiste. Scheidemann écrit : «Pour notre peuple et pour son avenir de liberté, une victoire du despotisme russe... mettrait beaucoup en jeu, sinon tout. Il nous faut garantir la culture et l'indépendance de notre pays. A l'heure du danger, nous n'abandonnerons pas notre patrie.»¹⁰⁷

Les bourgeoisies des deux camps mènent aussi la guerre pour en finir avec leurs



1914-1918. Deux blocs bourgeois se disputant le monde font massacrer des millions d'hommes. Les dirigeants socialistes appellent à "continuer cette guerre jusqu'au bout" (lithographie de Félix Vallotton).

propres forces révolutionnaires. En Belgique, la bourgeoisie place les dirigeants socialistes devant l'alternative : soit maintenir les positions marxistes et aller en prison, soit collaborer avec le régime bourgeois et défendre ses intérêts. Depuis longtemps déjà, les dirigeants du POB ont fait leur choix et la bourgeoisie le sait. Lorsque le premier ministre de Broqueville propose à Vandervelde, aux premiers jours de la guerre, d'entrer dans le gouvernement bourgeois, ce dernier répond : «Je n'ai qu'un mot à dire, Monsieur le Président : j'accepte !»¹⁰⁸

C'est par ces mots que s'accomplit le passage formel du PS du côté de l'ordre capitaliste, du côté de l'ordre impérialiste, du côté de la monarchie, du côté des forces de la guerre. C'était il y a exactement 82 ans ! Voyons ce que cela impliqua...

La guerre provoque des antagonismes sociaux particulièrement aigus en Belgique : 700.000 ouvriers se retrouvent au chômage et trois millions et demi de personnes, soit la moitié de la population, vivent de l'assistance internationale¹⁰⁹. Mais Vandervelde nie la lutte des classes et oblige les ouvriers misérables à s'aligner derrière les patrons. «Nous étions divisés, dit-il, par des luttes de classes. ... Eh bien ! il a suffi de la menace de l'Allemagne pour que l'unanimité se fasse entre nous.»¹¹⁰ «Il n'y eut plus au Parlement belge ni républicains, ni monarchistes, ni socialistes, ni libéraux, ni catholiques, ni Flamands, ni Wallons ; il y eut un peuple unanime.»¹¹¹

Tous unis pour lancer les ouvriers et les paysans dans une guerre criminelle de rapine, dans la plus grande boucherie de l'histoire ! Aujourd'hui, en 1996, beaucoup d'hommes de gauche se rendent compte qu'il n'y a aucune différence essentielle entre les dirigeants socialistes, libéraux et catholiques. Mais cela date donc de 1914...

Le socialisme a toujours été républicain, il ne peut pas vivre dans des structures féodales, monarchistes. Dès le début de la guerre, devenu monarchiste, Vandervelde salue le roi Albert, «Roi courageux (qui) rêve de réconcilier la royauté avec la démocratie, et peut-être avec le socialisme.»¹¹²

Juste avant la guerre, Vandervelde avait encore dénoncé verbalement «l'Etat de classe, fondé sur la force, avec, contre l'ennemi intérieur et extérieur, son armature militaire»¹¹³. Mais, dès le début de la guerre, Vandervelde devient un militariste jusqu'au-

boutiste et s'exclame : «Cette guerre doit être faite jusqu'au bout.» «Nous voulons que cette guerre continue pour ne pas être contraints de la recommencer bientôt.»¹¹⁴ Soutenant la politique expansionniste de la bourgeoisie belge, Vandervelde demande l'annexion d'Eupen-Malmédy et du grand-duché de Luxembourg, puis du Rwanda et du Burundi.¹¹⁵

Sitôt la guerre terminée, le roi Albert convoque le chef socialiste Vandervelde au château de Lophem. Le roi craint qu'une révolution sociale n'éclate en Belgique et, pour la conjurer, il demande à Vandervelde de faire partie d'un gouvernement d'union nationale. Le patron du POB accepte immédiatement.¹¹⁶

1908 : le parti socialiste avec les grands patrons coloniaux

Vande Lanotte prétend qu'il y a un siècle, les patrons voulaient détruire le parti socialiste. Or, il y a presque un siècle, Vandervelde est devenu l'ami intime des plus grands patrons coloniaux, des dirigeants de la Société Générale, Albert Thys, Émile Franqui et Félicien Cattier!

C'est en 1886 qu'Albert Thys, capitaine d'état-major et officier d'ordonnance de Léopold II, fonde le premier grand holding colonial, la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (CCCI). Ensuite, il fonde la Compagnie du Chemin de Fer du Congo, la Compagnie du Katanga et la Banque d'Outremer. En collaboration avec la Société Générale, Thys crée l'Union Minière en 1906, la Banque du Congo Belge en 1909 et la Compagnie Maritime Belge en 1910¹¹⁷.

Vandervelde écrit : «J'entrai en relations intimes avec le colonel Thys et devint même son ami.» Vandervelde souligne "la sensibilité de coeur" du colonel Thys qui fut à la base de "sa révolte contre le système léopoldien"¹¹⁸.

De quoi s'agit-il ? Lors du Congrès de Berlin en 1885, Léopold II reçoit l'Etat Indépendant du Congo comme son domaine personnel. Les capitalistes belges ne s'intéressent pas à cette entreprise déficitaire. Léopold II exploite le Congo en déclarant que toutes les terres "vacantes" sont sa propriété et en exigeant, par la force, que les Noirs lui apportent du caoutchouc et de

l'ivoire.

Or, dès qu'il apparaît qu'au Congo, il y a des affaires juteuses à réaliser, les patrons belges veulent avoir leur part. Vandervelde avoue : «Thys avait été gravement atteint dans ses intérêts par la création, aux dépens des entreprises privées, du formidable monopole de l'Etat institué au seul profit de l'absolutisme de Léopold II.»¹¹⁹

Dès 1903, Vandervelde se met du côté des grands patrons belges qui veulent la reprise du Congo comme colonie belge, contre Léopold II qui veut garder "son" Congo pour lui tout seul. C'est ainsi que Vandervelde devient un ami très proche d'Émile Franqui, gouverneur de la Société Générale, président de l'Union Minière, administrateur-délégué de la Forminière, vice-président de la Banque du Congo belge.¹²⁰ C'est ainsi que Vandervelde mène "son combat" aux côtés de Félicien Cattier, vice-gouverneur de la Société Générale, administrateur de l'Union Minière.¹²¹

Le discours colonial du patron libéral Cattier est presque identique à celui de Vandervelde. Félicien Cattier : «Le régime de l'exploitation par l'Etat doit être aboli le plus tôt possible et être remplacé par le commerce libre. Le salut des indigènes, la prospérité économique et la santé financière de l'Etat sont à ce prix.»¹²² Le socialiste libéral Vandervelde : «Du point de vue purement économique, le système actuel, le système de la contrainte ne rend plus.»¹²³ «Pour amener les populations noires... à travailler d'une manière profitable aux Européens, il faut les y engager en leur offrant la perspective d'une rémunération équitable. Il faut rendre possible le fonctionnement d'un système de travail libre, par le paiement en espèces des salaires et des produits, par la liberté commerciale.»¹²⁴

Vandervelde parvient à convaincre toute la direction du POB de la nécessité et de l'utilité de la colonisation belge du Congo. Il leur explique que les "sacrifices" du début peuvent être compensés par les revenus du caoutchouc, du cuivre et du diamant. «Les sacrifices que tout le monde prévoit au début finiront-ils par trouver leur compensation dans de réels avantages ? L'avenir économique du Congo sera fonction de toute une série de facteurs, tels que le prix du caoutchouc, le succès des plantations européennes et indigènes, l'importance des

richesses minérales d'un territoire dont la reconnaissance ne fait que commencer, le développement industriel et agricole de régions telles que le Katanga.»¹²⁵ Vandervelde devient, au POB, le porte-parole direct des grands capitalistes belges qui veulent, par la colonisation directe, développer leurs bénéfices : «La Belgique, ou si l'on aime mieux, la bourgeoisie belge, est allée au Congo; elle y a pris des intérêts; elle y a incorporé des capitaux; elle y a créé des entreprises dont le nombre ne cesse d'augmenter, et personne ne peut sérieusement croire que, faisant, après vingt-cinq ans, machine en arrière, elle passe la main à d'autres, en s'infligeant la plus humiliante des diminutions morales.»¹²⁶

Bien sûr, Vandervelde justifie l'exploitation et l'oppression coloniale par cette exécration démagogique "sociale" qui est le véritable label de qualité du POB. Nous trouvons là une autre formule du "socialisme bourgeois" : «oui à la colonisation, au nom des intérêts des Nègres, au nom de la civilisation, de l'humanisme et du socialisme !» Vandervelde : «La seule forme d'intervention civilisatrice que nous puissions admettre, c'est celle qui se fait dans l'intérêt direct des indigènes, et, seulement, dans l'intérêt indirect (!) des "civilisateurs".» «Si le prolétariat belge avait reculé devant l'oeuvre des réformes, il eût été infidèle à la grande tradition humanitaire du socialisme.» «Les socialistes furent unanimes. A la politique coloniale capitaliste, les travailleurs devaient opposer, non pas des négations stériles, mais une politique indigène socialiste.»¹²⁷

Vandervelde cite avec approbation Charles Gide : «Pour les peuples les plus avancés, la colonisation est moins un droit qu'un devoir envers les populations arriérées.»¹²⁸ Vandervelde est le père spirituel du "devoir d'ingérence" et des "interventions humanitaires" que nos Tobback, Coëme et Busquin ont pratiqués en Irak et au Rwanda.

1938 : Spaak au secours de l'Allemagne hitlérienne

Après Vandervelde, les deux grandes vedettes du parti socialiste ont été Paul-Henri Spaak et Henri De Man.

A 28 ans, Spaak, jeune socialiste qui flirta avec le trotskisme, critique le réformisme de Vandervelde. «Le réformisme, voilà notre ennemi. La révolution socialiste, c'est notre idéal. Nous n'acceptons pas le principe de la propriété privée, ni celui du salariat. Non seulement nous voulons la transformation radicale de la société, mais nous pensons qu'elle sera violente. En nous appuyant sur la dictature du prolétariat, nous ferons basculer toute la superstructure politique d'aujourd'hui.»¹²⁹

Rien que ça ! N'est-ce pas le modèle à suivre pour tous ceux qui, autour de Moureaux ou des Jong Socialisten, prétendent oeuvrer à un "tournant à gauche" du parti socialiste ? En 1934, Hitler est bien installé à Berlin. Spaak a 35 ans et déclare : «Il faut que nous écrasions nos fascistes pendant qu'il en est encore temps. Seule la force départagera le socialisme et le fascisme.»¹³⁰ Et d'enchaîner : «Nous ne pouvons pas admettre que quelques-uns des nôtres acceptent de devenir ministres dans le cadre du régime capitaliste. A bas le gouvernement des banquiers. La classe ouvrière au pouvoir !»¹³¹

Quel trotskiste dit mieux aujourd'hui ? Eh bien, exactement trois mois après cette envolée, Spaak devient ministre dans le gouvernement d'union nationale de Van Zeeland. Un an plus tard, en 1936, devenu ministre des Affaires étrangères, Spaak refuse d'assister le gouvernement espagnol légal contre l'insurrection fasciste de Franco. Il déclare à la Chambre : «J'ai décidé d'oublier totalement mes préférences idéologiques.»¹³²

En 1938, devant la menace directe de la guerre, Spaak dit : «Certains voudraient nous entraîner dans une politique de solidarité entre les démocraties contre les États fascistes. Je refuse d'adhérer à une telle politique.» Il refuse aussi l'alliance avec

l'Union soviétique contre le nazisme. Et il conclut : «Si la Grande-Bretagne et la France désirent aider la Tchécoslovaquie en envahissant l'Allemagne via la Belgique, ils seront traités en envahisseurs.»¹³³ Busquin a dit que «la division de la gauche ne profite qu'à l'extrême droite». Cette affirmation sert à masquer le fait historique que la social-démocratie a activement aidé le fascisme. La social-démocratie belge a poignardé dans le dos le gouvernement républicain espagnol en lutte contre l'insurrection fasciste. La social-démocratie a combattu l'alliance avec l'Union soviétique et même l'alliance avec l'Angleterre et la France pour briser les plans de guerre d'Hitler.

1940 : le président du parti socialiste rallie les nazis

Au cours des années 1935-1939, Spaak et Henri De Man forment un duo inséparable. En mai 1939, De Man est élu président du Parti grâce à l'appui de Spaak. Ensemble, ils défendent leur programme d'un "socialisme national" qui "proclamait que le socialisme ne s'inspirait que du bien commun et de l'intérêt national" et qui "mettait toutes les classes productrices sur le même pied".¹³⁴ «En 1939, dit De Man, Spaak et moi réclamions une "démocratie autoritaire". Nous affirmions qu'on avait tort de considérer les mouvements "fascistes" comme des tentatives de restauration ou de réaction, alors qu'en réalité ils jouaient un rôle révolutionnaire.»¹³⁵

Lorsqu'Hitler occupe la Belgique, le président du parti socialiste, Henri De Man, publie un Manifeste au nom du parti : «Voici ce que je vous demande de faire. Ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant; acceptez le fait de sa victoire et essayez plutôt d'en tirer les leçons. Pour les classes laborieuses et pour le socialisme, cet effondrement d'un

monde décrépit, loin d'être un désastre, est une délivrance. La voie est libre pour les deux causes qui résument les aspirations du peuple : la paix européenne et la justice sociale.»¹³⁶

On nous dit qu'en critiquant et combattant la politique capitaliste et impérialiste des dirigeants socialistes, le Parti du Travail de Belgique "fait le jeu de l'extrême droite". C'est simplement de l'intoxication. En 1939 déjà, les deux têtes pensantes du SP-PS, Spaak et de Man, étaient tellement acharnées dans leur défense du capitalisme et de l'impérialisme, qu'ils saluaient le "rôle révolutionnaire" joué par les partis fascistes ! En 1940, la direction du parti socialiste avait dégénéré au point de rallier le fascisme hitlérien. Le 23 août 1940, sous l'occupation nazie, Achille Van Acker, le futur premier ministre d'un gouvernement "démocratique" avait signé le Manifeste de De Man et s'était prononcé "en faveur de l'ordre nouveau".¹³⁷

4. Le socialisme de Marx

Depuis César De Paepe et Vandervelde, cinq générations de traîtres ont brisé l'élan révolutionnaire des travailleurs vers le socialisme. Nous ne pouvons qu'exprimer notre sympathie avec ces dizaines de milliers de travailleurs du PS-SP qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes, mais qui ont été brimés, insultés, méprisés, démoralisés par leurs dirigeants. L'expérience d'un siècle de trahisons souligne la question essentielle : capitalisme ou socialisme, collaboration avec les exploiters ou lutte de classe, dictature de la bourgeoisie ou dictature des travailleurs.

La base de la dictature de la bourgeoisie est la

propriété privée des moyens de production. Les capitalistes cherchent le profit maximal et, au nom de cette loi, les travailleurs subissent la dictature du capital : licenciements, surexploitation, flexibilité, destruction de la santé physique et psychologique, incertitude du lendemain, expulsions des délégués combattifs, répression policière lorsqu'ils revendiquent leurs droits.

Aucun acquis économique ou social, aucun droit démocratique n'est définitivement garanti aux travailleurs aussi longtemps que les moyens de production sont la propriété privée d'une classe d'exploiteurs.

La propriété privée des moyens de production provoque une division de la société en classes sociales qui s'opposent de façon antagonique. Les capitalistes investissent uniquement pour réaliser des profits maximaux. Les travailleurs ont d'énormes besoins non satisfaits : un travail digne, un enseignement de qualité, la santé, un logement adéquat, des activités culturelles, scientifiques ou sportives. Ces besoins ne sont pas satisfaits simplement parce qu'ils ne rapportent pas assez de profits aux patrons. D'un côté, il y a la misère et la pauvreté créées par le capitalisme; de l'autre côté, il y a des dizaines de millions de chômeurs, il y a surproduction de biens et surabondance de capitaux. L'infime minorité des super-riches devient de plus en plus riche, les pauvres deviennent plus pauvres. C'est uniquement par la lutte de classe que les travailleurs peuvent arracher des concessions aux capitalistes et préparer le renversement et l'expropriation de la grande bourgeoisie.

L'Etat est le produit de l'opposition irréductible existant entre les classes, l'Etat est l'instrument créé par la bourgeoisie pour protéger ses intérêts, l'Etat est une machine servant à imposer la dictature politique et idéologique. Cette dictature est réalisée par des mascarades électorales, par l'imposition de lois exprimant les intérêts des capitalistes, par des endoctrinements et des conditionnements idéologiques. Quand ces moyens ne suffisent plus, l'Etat utilise ses forces policières et militaires pour briser les luttes populaires, comme nous l'avons vu encore à Los Angeles, en 1992.

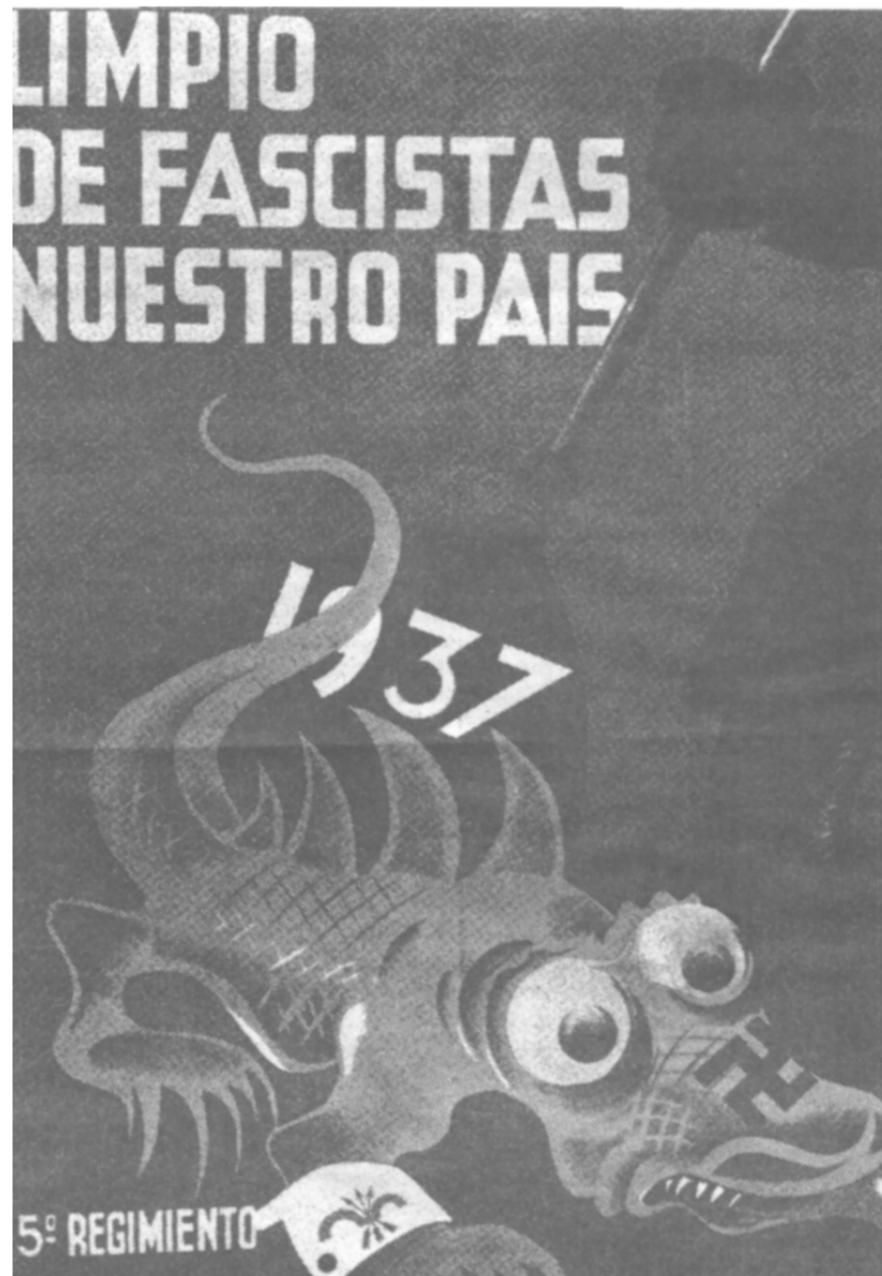
A la suite de luttes de classes acharnées, à un moment de crise généralisée, les travailleurs renverseront les exploiters, les classes opprimées bâtiront un nouvel Etat, leur Etat socialiste, sur les ruines de l'Etat capitaliste.

En Europe, la bourgeoisie a pu se maintenir au pouvoir, au cours du vingtième siècle, grâce à l'exploitation du tiers monde. Depuis le début du siècle, les partis socialistes ont été du côté de leur bourgeoisie pour maintenir le colonialisme et le néocolonialisme. La lutte des peuples opprimés du tiers monde contre la dictature du capital étranger fait partie intégrante de la lutte internationale pour renverser le capitalisme. Les travailleurs d'Europe doivent préparer leur propre libération, en soutenant sans conditions toutes les luttes anti-impérialistes du tiers monde.

Les capitalistes de tous les pays s'unissent au sein des multinationales. Les bourgeois belges sont des internationalistes qui s'unissent aux bourgeois de toutes les nationalités et couleurent pour réaliser des bénéfices maximaux. Mais plus la bourgeoisie est internationaliste, plus elle s'efforce de briser la solidarité internationale des travailleurs. Pour maintenir sa domination mondiale dans la crise actuelle, elle doit diviser à l'extrême la classe ouvrière internationale par le nationalisme, le racisme, le fondamentalisme religieux, l'ethnisme, le régionalisme.

Pour vaincre leurs ennemis, les travailleurs doivent être les internationalistes les plus conséquents en prenant la défense des travailleurs et des exploités du monde entier. Les capitaux financiers et les investissements passent toutes les frontières sans problèmes. Nous exigeons que les travailleurs aient la même liberté, dans l'intérêt de leur lutte commune contre le capitalisme.

Lénine l'a dit en 1914 et Staline l'a répété encore en 1952 : l'impérialisme, c'est la guerre. Sur le marché capitaliste mondial, les crises ont aussi un caractère mondial.



Affiche antifasciste espagnole de 1937. Le socialiste belge Spaak refusa d'aider les républicains espagnols attaqués par le fascisme.

Chaque puissance impérialiste essaie de contrôler les matières premières, les marchés lucratifs, les régions stratégiques en utilisant des moyens politiques et militaires. Pour foutre dehors un concurrent, une puissance impérialiste peut provoquer et soutenir des guerres civiles réactionnaires comme en Algérie et au Soudan. Aujourd'hui, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon rivalisent pour l'hégémonie mondiale. La lutte entre les blocs impérialistes a déjà provoqué deux guerres mondiales. Avec l'approfondissement de la crise générale, le danger d'une nouvelle guerre mondiale croît aussi.

Nous ne savons pas quels pays et quels peuples réussiront les premiers à briser les chaînes de l'oppression et de la terreur et à instaurer le socialisme. Mais leurs victoires seront aussi le résultat de toutes les luttes anticapitalistes de tous les travailleurs du monde. Le vingt-et-unième siècle verra resurgir dans toute sa puissance la révolution socialiste mondiale. La classe ouvrière de tous les pays doit prendre conscience de son devoir révolutionnaire, de son devoir internationaliste, de son devoir historique.

5. Le seul parti au service des luttes des travailleurs

Ce sont ces vérités de classe que la social-démocratie a combattues depuis un siècle. Or, seule cette vision historique profonde, permet à notre parti d'être clairvoyant et ferme dans les luttes quotidiennes. Pour rendre ces luttes plus conséquentes, le PTB a montré que les moyens existent pour résoudre les grands problèmes sociaux. Sous l'actuel gouvernement PSC-PS, les revenus de la fortune (dividendes, tantièmes, intérêts et loyers) ont augmenté de 932 milliards à 1.611 milliards en huit ans (1987 à 1995).¹³⁸ Depuis l'arrivée des deux partis socialistes au gouvernement, les bénéfices des entreprises ont augmenté. Les patrons diminuent les salaires soi-disant pour investir. Mais les placements spéculatifs des entreprises sont passés de 430,5 milliards en 1987 à 1.009,4 milliards en 1993 !¹³⁹

Ce 1er Mai, fortement applaudie, Anne-Marie Appelmans, secrétaire-générale de la FGTB-Bruxelles, a déclaré : «Je crois qu'existe une lame de fond capable de nous rassembler autour d'une autre politique.»¹⁴⁰ Elle a parfaitement raison. Mais alors il s'agit de définir correctement cette autre politique, il faut un programme à la hauteur des problèmes. Sinon, ceux qui aujourd'hui votent le décret Onkelinx, diront demain qu'ils sont, eux aussi, pour une "autre politique". Et ils nous vendront, avec quelques formules démagogiques supplémentaires, la même collaboration de classe.

Le programme des 500 milliards

Alors, nous avons formulé un programme en cinq points...

1. Ce sont les banques qui profitent le plus de la dette publique qui s'élève à 10.800 milliards. Un emprunt obligatoire à taux réduit rapportera 50 milliards par an à l'Etat.

2. Depuis dix ans, les gouvernements ont réduit à 20% l'impôt effectif des sociétés. Rétablir le taux de 1985, qui était de 40%, rapportera 150 milliards par an.

3. Aujourd'hui, il n'existe pas d'impôt sur la fortune en Belgique. Instaurer un impôt de 2% sur les fortunes dépassant 20 millions rapportera 100 milliards.

4. Aujourd'hui, les revenus du capital sont moins lourdement taxés que les revenus du travail. Taxer les revenus du capital au même niveau que les revenus du travail rapportera 125 milliards par an.



Un fantastique mouvement des jeunes qui pose tout le problème de la nature de notre société.

5. L'impôt des personnes physiques doit être réellement progressif et taxer plus lourdement les plus hauts revenus. Cela rapportera 75 milliards.

Ces cinq mesures peuvent donc rapporter 500 milliards au trésor public. Ce programme a reçu un large écho dans tous les mouvements sociaux récents, notamment parmi les enseignants. Notre parti a organisé un grand référendum auquel 19.109 travailleurs ont participé. Ce programme a obtenu l'accord de 89% des participants.

Derrière chaque lutte, ils voient le spectre du PTB !

C'est notre vision des grandes perspectives historiques, c'est notre programme communiste qui motive nos membres à être de toutes les luttes.

A Opel, anciennement GM, nos membres ont réalisé des dizaines d'enquêtes pour connaître exactement les revendications des travailleurs. Le 11 mars, a éclaté la première grève depuis vingt-trois ans. Un syndicaliste a déclaré : «Le patron nous pousse à l'extrême. Si vous protestez, il dit : "Dans le tiers monde, ils ne gagnent que 10 % de vos salaires et ils travaillent douze heures". Mais GM a licencié dans le monde septante cinq mille ouvriers et a réalisé en 1995 un bénéfice net de deux cent cinq milliards. Nous ne pouvons plus supporter ce système infernal et ses lois de la concurrence. Jadis, je riais toujours des tracts du PTB et de vos discours sur la révolution violente et la nouvelle société socialiste. Mais aujourd'hui, je suis de plus en plus convaincu que c'est la seule solution.»

Et, dans un grand quotidien, on pouvait lire : «Selon le secrétaire de la CSC, une grande partie des problèmes actuels sont dus au PTB qui a développé une activité à Opel¹⁴¹.» Vous voyez ! Les problèmes à Opel ? C'est le PTB. Rien à voir avec l'exploitation patronale.

La bourgeoisie veut fermer Clabecq et faire de la région de Tubize un désert social. Le 3 février, une manifestation de dix mille personnes a exprimé le ras-le-bol des travailleurs. Un ouvrier de Clabecq a dit à la télévision : «C'est la ruine sociale. On va se retrouver comme en 1900. Il faudra aller sur les barricades. Les gens vont gueuler parce qu'ils ont faim. On va vers une révolution sociale¹⁴².»

Le président du parti libéral, Louis Michel, a répliqué : «Il faudra nécessairement poser le problème de la fermeture des Forges de Clabecq. Ce ne sont même pas des socialistes de la FGTB, ce sont des PTB. C'est l'extrême gauche qui domine, qui terrorise cette

région¹⁴³. Vous voyez ? Les problèmes à Clabecq ? C'est encore le PTB qui terrorise la région. Rien à voir, bien sûr, avec les patrons qui veulent plonger 2.050 familles dans la misère.

Leçon magistrale donnée par les enseignants et les jeunes

Dans la partie francophone du pays, se développe un mouvement des enseignants, des élèves et des étudiants qui dépasse de loin ce que nous avons vécu en 1968. C'est un mouvement fantastique pour la démocratisation de l'enseignement mais qui pose en même temps le problème de la nature de notre société.

Face à ce mouvement, Busquin, président du parti socialiste, a eu quelques bons mots : «Les lois n'ont jamais tenu compte de la rue». «Le processus démocratique normal est en cours. Le gouvernement propose et le parlement décide.»¹⁴⁴

Que peut-on répondre à Busquin ? Un jeune du lycée Dachsbeck a répondu : «On a 14 ans et on ne compte pour rien, on en a marre de se sentir parasite.»¹⁴⁵ Robert Neuray de la CGSP-Liège a répondu : «Il y a un divorce entre un mouvement social d'une ampleur sans précédent et l'attitude du PSC-PS qui n'ont plus aucune légitimité démocratique.»¹⁴⁶ Et R. Manchon de la CGSP-Bruxelles a répondu : «Ce n'est plus la peine de s'adresser aux politiciens, ils ne sont plus que des presse-bouton.»¹⁴⁷

En effet, les enseignants et les élèves, qui donnent des leçons de combativité et de persévérance, ont aussi reçu du PS et des flics quelques précieuses leçons sur la démocratie bourgeoise. Non seulement les enseignants et les élèves, mais aussi la majorité des travailleurs qui ont voté PS s'opposent au démantèlement de l'enseignement. Enseignants et élèves mènent une lutte unique dans l'histoire belge, une lutte exemplaire, altruiste pour un enseignement de qualité, pour que la jeune génération ait un avenir.

Mais les dirigeants du PS les insultent, dénigrent leur lutte, utilisent le chantage, essaient d'inciter les ouvriers contre les enseignants, organisent une violence policière inouïe. Et protégés par 1.050 flics et gendarmes, ils votent "démocratiquement" un décret que le peuple vomit. Et ils vous disent : «C'est ça la démocratie, vous avez voté pour nous !» Les travailleurs se rendent compte qu'ils ont voté pour de fausses promesses, pour des mensonges, pour des slogans démagogiques. Et au nom de ce vote, les dirigeants PS veulent les forcer à accepter

passivement la dictature, l'arbitraire, le démantèlement de l'enseignement !

La démocratie, c'est, au moment des élections, un grand exercice de démagogie et de fausses promesses de la part des partis qui ont le soutien du patronat; la démocratie, c'est, après les élections, le mépris le plus total pour la vie et les revendications des travailleurs.

Après la manifestation du 2 avril, Le Soir n'a pu nier la sauvagerie des gardiens de l'ordre. Il a écrit : «Dans les yeux des policiers, ivres de vengeance, lâchés comme des chiens fous, il y avait tout simplement de la haine.» Le constat est objectif. Puis, vient l'intoxication : «La sauvagerie des agents valait bien celle des casseurs. Provoqués par quelques extrémistes du PTB, les policiers ont chargé les manifestants sans ménagement aucun.»¹⁴⁸ Vous voyez ? C'était encore la faute au PTB. Lorsque d'autres flics, à Liège, avaient été, eux aussi, "lâchés comme des chiens fous", Busquin avait déclaré : «Tous les socialistes partagent mon dilemme : révolte car les inégalités augmentent, responsabilité car le PS peut aménager les choses. Selon le poste qu'on occupe, on exprime plus sa révolte ou son sens des responsabilités. En réprimant la manifestation des étudiants à Liège, c'est le sens des responsabilités qui guidait Jean-Maurice Dehousse.»¹⁴⁹ Ca, quand même, c'est magnifique, il faut être grand philosophe pour y penser ! Le petit militant PS, à son poste, exprime sa révolte; le chef PS, à son poste, exprime sa responsabilité en faisant tabasser le petit militant à sang.

Intoxication contre le syndicat, les profs et le PTB

Toute la bourgeoisie, y compris la direction du PS et du SP, mène une guerre psychologique contre toutes les forces qui résistent aux différentes attaques du grand capital. Pendant la lutte des enseignants et des élèves, nous avons connu des "exemples d'école" d'intoxication. Intoxication contre les responsables syndicaux, intoxication contre les enseignants en lutte, intoxication contre le PTB.

Commençons par l'intoxication d'un journal boursier : «Certains leaders syndicaux de l'enseignement (ont adopté) une attitude permanente de refus et de chantage qui aurait dû les disqualifier d'office, s'ils n'avaient réussi, par une désinformation systématique, à entretenir une espèce de climat révolutionnaire complètement anachronique dans le monde où nous vivons.»¹⁵⁰ Un dirigeant syndical qui soutient sa base est accusé de

chantage, de désinformation et d'anachronisme.

Ensuite, notons l'intoxication d'un Philippe Moureaux à l'adresse des enseignants qui l'ont empêché de prononcer son discours mystificateur du 1er Mai : « Nous n'allons pas nous battre contre un mélange de militants sincères et de socialo-fascistes. »¹⁵¹ Ainsi, les militants qui sont honnêtement et véritablement de gauche et qui refusent les plans destructeurs de la grande bourgeoisie, sont accusés de "faire le lit du fascisme" ! Mais ceux qui se sont fait traiter de socialo-fascistes à Bruxelles, ont été taxés de crypto-communistes à Charleroi !

Cela nous mène à l'intoxication contre le PTB. Busquin prétend à propos du 1er Mai : « Il y avait, à Charleroi, 1.300 personnes qui applaudissaient et 200 chahuteurs. Ils étaient manipulés par une militante du PTB du Sacré-Coeur de Charleroi. »¹⁵² Voilà comment Busquin a vécu cet inoubliable 1er Mai : 1.300 personnes l'applaudissaient à tout rompre, une petite minorité de 200 individus chahutait, et pourquoi ? Eh bien, parce que cette petite minorité était manipulée par une seule militante du PTB !

Rejoignez le Parti du Travail !

Le PTB est le seul parti en Belgique dont les membres se consacrent corps et âme à la lutte pour la libération des ouvriers et des travailleurs. Il est à l'écoute de leurs revendications et aspirations. Il les aide à y donner une expression claire et radicale. Le Parti du Travail développe la prise de conscience socialiste : il faut détruire le capitalisme, avant que le capitalisme détruise l'humanité, seul le socialisme peut offrir un avenir aux travailleurs. De plus en plus de travailleurs se reconnaissent dans l'activité et le programme du PTB.

D'ailleurs, un journal bourgeois a dû reconnaître que les enseignants et les syndicalistes combattis voient que seul le Parti du Travail offre une alternative anticapitaliste sérieuse. La Nouvelle Gazette écrit : « Formation que l'on croyait marginale, le PTB s'est révélé une puissance politique incontournable. C'est Philippe Busquin qui le prétend : à Charleroi comme à Liège, à Froidchapelle comme à Aubange, les leaders du Parti du Travail ont muselé les orateurs socialistes. Face à ce déplacement à gauche, le Front national tremble et Philippe Busquin n'est pas loin d'accuser les journalistes de "faire le lit de l'extrême gauche". »¹⁵³

Toutes les insultes et les attaques contre le PTB ne sont qu'une reconnaissance détournée de cette vérité : nos militants se sont comportés de façon exemplaire pour défendre les justes revendications des travailleurs, des enseignants et des élèves et ils sont arrivés à gagner leur confiance. Ceci ne nous empêche pas de dire que notre travail doit encore beaucoup s'améliorer. Nous allons au devant de grandes luttes sociales en Belgique, en Europe, dans le monde. Et nous disons aux travailleurs, aux enseignants, aux chômeurs, aux jeunes qui ne veulent pas d'un avenir fait de misère, d'inégalité, de répression et de guerre : rejoignez le Parti, le Parti a besoin de vous, vous avez besoin du Parti !

Il faut que notre parti ouvre largement ses portes à tous les intellectuels et tous les travailleurs qui se rendent compte de la perfidie des dirigeants sociaux-démocrates. Nous devons rompre avec certaines habitudes sectaires et bureaucratiques qui ont été critiquées en profondeur lors de notre Vème Congrès, l'année passée. Suite aux critiques du Congrès, les cellules ouvrières ont réorienté leur travail et 236 nouveaux ouvriers y sont entrés ou se préparent à y entrer. Accueillons au parti tous ceux qui veulent lutter contre le capitalisme et qui veulent se former dans le marxisme-léninisme pour mieux lutter.

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS !
VIVE LE PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE !
VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !
VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN !



"Plus jamais le fascisme". Les membres du PTB se consacrent corps et âme à la lutte pour détruire le capitalisme avant que le capitalisme ne détruise l'humanité.

(1) Kerensky, La Russie au tournant de l'histoire, (écrit le 22 novembre 1917), Ed. Plon, 1967, p. 595-596. (2) Frank Vandembroucke, Sovjetunie en socialisme, in Socialistische Standpunten, 1990, n° 5. (3) Unicef, Poverty, Children and Policy, regional monitoring report n° 3-1995, p. 118; Frankfurter Allgemeine Zeitung, 24/2/96. (4) Argumenti i Fakti, 24/1/96. (5) International Herald Tribune, 16/1/1992, Germany on Aiding Ex-Soviets; Argumenti i Fakti, 27/3/96. (6) Argumenti i Fakti, 14/3/1996. (7) Frank Vandembroucke, Sovjetunie en socialisme, in Socialistische Standpunten, 1990, n° 5, p. 51-52. (8) Unicef, Poverty, Children and Policy, p. 16. (9) Le Monde, 25/2/96, Les arriérés de salaire en Russie atteignent 20 milliards de francs. (10) Unicef, Poverty, Children and Policy, p. 19. (11) Idem, p. 147. (12) Idem, p. 111. (13) Idem, p. 25. (14) Idem, p. 110. (15) Robert Falony, URSS, l'érosion, in Socialisme, n° 219, mai-juin 1990, p. 212. (16) Lettre du 10 septembre 1990. (17) Compte-rendu analytique de la Chambre, 20/9/1990, p. 1420. (18) Gazet van Antwerpen, 3/1/1991. (19) Compte-rendu analytique du Sénat 28/9/1990, p. 884, 887. (20) Le Soir, 25/1/1991. (21) International Herald Tribune, 1/3/91. (22) Le Monde, 19/1/1996, p. 12, Génocide froid en Irak. (23) International Herald Tribune, 26/4/1993; Unicef, rapport 1993. (24) Paul Vanden Bavière, Ze komen uit het Oosten, uitg. Scoop, p. 69. (25) Vredeskranst Vaka-OCV, novembre 1990, p. 23-24. (26) Strobe Talbott, Die Zeit, 6/10/1995, Warum die Nato wachsen muss. (27) Karsten Voigt (Allemagne) et Tamas Wachsler (Hongrie), Projet de rapport spécial - L'élargissement de l'OTAN, Assemblée de l'Atlantique Nord, mai 1995, AM 95 DSC/NE (1995) 1, p. 15. (28) De declaratie van Rome inzake Vrede en Samenwerking, revue de l'OTAN, n° 6, décembre 1991, p. 19-32. (29) Javier Solana, Revue de l'OTAN, n° 2, mars 1996, p. 4-5. (30) Cité dans : Christian Schmidt-Häuser, Die Zeit, 1/3/1996. (31) Der Spiegel, n° 45, 1994, p. 8. (32) Christian Schmidt-Häuser, Die Zeit, 1/3/1996. (33) E. Pond, The Wall Street Journal, 21/3/96, Russia's threats to Ukraine may backfire. (34) Survival, vol.37, n° 1, Asmus, Kugler and Larraber, (analyses de la Rand Corporation), Nato Expansion, The next steps. (35) E. Pond, The Wall Street Journal, 21/3/96. (36) Survival, vol.37, n° 1: Asmus, Kugler and Larraber, Nato expansion, the next steps. (37) Le Monde, 17/3/96, Le Parlement russe restaure l'Union soviétique. (40)

International Herald Tribune, 21/3/96, Why it matters whether Yeltsin wins. (41) E. Pond, The Wall Street Journal, 21/3/96, Russia's threats to Ukraine may backfire. (42) Strobe Talbott, Die Zeit, 6/10/95, Warum die Nato wachsen muss. (43) De Standaard, 16/3/96 et 23/3/96. (44) Revue OTAN, n° 2, 1996, p. 4-5. (45) Ronald Asmus, senior analyst at Rand Corporation, International Herald Tribune, 30/12/94, Washington is right to prepare expansion of NATO. (46) Brzezinski, International Herald Tribune, 30/12/94, Two tracks for NATO. (47) Frankfurter Allgemeine Zeitung, 13/12/1995. (48) Revue de l'OTAN, janvier 1996, p. 16. (49) Der Spiegel, 5/1995. (50) International Herald Tribune, 7/12/1995. (51) Louis Tobbacq, Zwart op Wit, Uitg. Houdekiet-Hadewych 1995, p. 109-110. (52) Idem, p. 91. (53) PS-Entreprises, n° 18, janvier 1993, p. 48. (54) Projet de programme électoral, Congrès du PS, 26/10/1991. (55) L'Echo, 17/4/1996, p. 5. (56) RTBF-radio, 23/3/1994. (57) Financieel Economische Tijd, 1/6/95, Europese commissie spant zich voor de kar. (58) Dore Smets et Jef Rens: Historique du Centre Syndical Belge à Londres 1941-1944, éd. FGVB. (59) Diskussienota sociale zekerheid, Colloquium, 20/12/1995, p. 7-8. (60) Economische vooruitzichten 95-99, p. 90. (61) Avancées, avril 96, p. 11. (62) Economische vooruitzichten 95-99; p. 62, Tabel 30. (63) Humo, 5/3/96, p. 39. (64) Tobbacq, Zwart op wit, blz. 96. (65) Vande Lanotte in La Libre Belgique, 7/2/96, Nous voulons maîtriser les flux migratoires. (66) Idem. (67) Idem. (68) De Standaard, 10/2/96, p. 23. (69) Compte-rendu analytique de la Chambre, 10/1/96, p. 2-4. (70) Humo, 5/3/96, p. 39. (71) Louis Tobbacq, Zwart op wit, p. 95-96-97. (72) Idem, p. 91-92. (73) Kris Van Limbergen, Veiligheidscontracten zorgen voor doorbraak in preventiebeleid, Terzake, praktijkblad gemeentebestuur, n° 4, avril 1994, p. 2. (74) Vande Lanotte, Note au conseil des ministres, 27/9/95, p. 28. (75) Idem, p. 29. (76) Idem, p. 23. (77) Idem, p. 8. (78) Idem, p. 10. (79) Idem, p. 27. (80) Idem, p. 25. (81) Idem, p. 31. (82) Idem, p. 32. (83) Idem, p. 32. (84) Idem, p. 11. (85) Kris Van Limbergen, Terzake, n° 4, avril 1994, p. 4. (86) Idem, p. 2. (87) Idem, p. 9. (88) Eindrapport van het Koninklijk Commissariaat voor het migrantenbeleid, p. 79. (89) Kris Van Limbergen, p. 4-5. (90) Isabelle Poulet, criminologue, UCL, Nouvelle Tribune, n° 2-3, mars-juin 1994, p. 68-70. (91) Professeuse Maria De Bie in De Morgen, 9/9/95. (92) De Standaard, 2/5/96, p. 2. (93) La Wallonie, 2/5/96, p. 9. (94) Renard, p. 67. (95) POB, Compte-rendu des Congrès du 30-31 mars et du 4 mai 1902, Bruxelles, 1902, p.96. (96)

Vandervelde, Souvenirs d'un militant socialiste, Editions Denoël, Paris, 1939, p. 59-61. (97) Marx-Engels, La guerre civile en France, Oeuvres Choisies, Moscou, 1955, p. 548-549 et 513. (98) Marx-Engels, Le Manifeste, Oeuvres Choisies, Moscou, 1955, p. 33. (99) Marx-Engels, p. 512. (100) Faut-il changer, p. 107. (101) Vandervelde, Le collectivisme et l'évolution industrielle, Ed. Rieder, Paris, 1921, p. 184. (102) Le Socialisme contre l'Etat, 1914, Ed. de l'Institut Emile Vandervelde, 1949, p. 56. (103) Le collectivisme et l'évolution industrielle, p. 224. (104) Idem, p. 227-228. (105) Vandervelde, Souvenirs, p. 291. (106) Vandervelde, La Belgique envahie et le socialisme international, Ed. Berger-Levrault, Paris, 1917, p. 12. (107) Idem, p. 162. (108) Vandervelde, Souvenirs, p. 179. (109) La Belgique envahie, p. 109. (110) Idem, p. 73. (111) Idem, p. 74. (112) Idem, p. 3. (113) Le socialisme contre l'Etat, p. 89. (114) La Belgique envahie, p. 71 et 125. (115) Idem, p. 10. (116) Vandervelde, Souvenirs, 1939, p. 282-3. (117) Pierre Joye et Rosine Lewin, Les Trusts au Congo, Société Pop. d'Éditions, 1961, p. 202-204. (118) Vandervelde, Souvenirs, p. 76 et 78. (119) Idem, p. 78. (120) Joye et Lewin, Les Trusts au Congo, p. 217. (121) Idem, p. 37. (122) Janet Polasky, Emile Vandervelde, le Patron, éd. Labor, 1995, p. 55. (123) Vandervelde, Les derniers jours de l'Etat du Congo, Ed. Nouvelle Société, Mons-Paris, 1909, p. 190-191. (124) Idem, p. 192-193. (125) Vandervelde, La Belgique et le Congo, Ed. Félix Alcan, Paris, 1911, p. 264. (126) Idem, p. 268. (127) Idem, p. 172 et 268-269. (128) Vandervelde, Les derniers jours de l'Etat du Congo, p. 189. (129) Huizinga, Paul-Henri Spaak - De l'émeute à l'OTAN, Ed. Paul Legrain, Bruxelles, 1988, p. 32-34. (130) Idem, p. 50. (131) Idem, p. 53. (132) Idem, p. 76. (133) Idem, p. 84 et 92. (134) Henri De Man, Après Coup, Ed. Toison d'Or, Bruxelles-Paris, 1941, p. 297-299. (135) Idem, p. 306. (136) Idem, p. 319. (137) Recueil de documents établi par le secrétariat du Roi 1936-1949, non daté, p. 348-349. (138) Rapport de la Banque nationale, novembre 1995, Tableau XII 1a. (140) Le Soir, 2/5/96, p. 3. (141) De Nieuwe Gazet, 15/3/96. (142) L'Hebdo, RTBF&-TV, 24/3/96. (143) RTBF1-TV, Mise au point, 19/11/95. (144) Busquin in Le Peuple, 4/4/96, p. 4; Le Soir, 19/3/96, p. 3. (145) Le Soir, 19/2/96. (146) Journal et Indépendance, 2/4/96, p. 4. (147) Le Peuple, 7/3/96, p. 4. (148) Le Soir, 3/4/96, p. 3. (149) Le Soir, 5/12/95. (150) L'Echo, 11/5/96, p. 2. (151) Le Soir, 2/5/96, p. 1. (152) Le Soir, 2/5/96, p. 3. (153) La Nouvelle Gazette, 3/5/96, p. 2.

Les travailleurs prennent l'initiative à Clabecq

La stratégie de Collignon (PS) : diviser pour fermer

Depuis la séquestration de l'administrateur-délégué Libert Froidmont (PS), les travailleurs sont décidés à ne plus laisser la Région wallonne imposer son agenda. Ils ont organisé une assemblée très combative le 14, puis, quatre jours plus tard, une soirée d'animation et d'information, particulièrement réussie, à Tubize. Et des actions futures sont envisagées...

Marco Van Hees

Est-il possible de rassembler 800 personnes, de 18h à plus de minuit, dans une commune du Brabant wallon, pour un programme qui comprend : un meeting syndical, un film des travailleurs sur leur usine, des sketches subversifs, des chanteurs engagés et une pièce de Bertold Brecht ? Oui, lorsqu'il s'agit de se montrer solidaire des travailleurs des Forges de Clabecq, un enjeu national de la lutte pour l'emploi.

Cette soirée de fête se voulait également combative. Car les documents remis par Froidmont après sa séquestration et les propos tenus à Namur par le Ministre-Président de la Région wallonne, Robert Collignon, ne laissent rien présager de bon. Froidmont a remis un plan d'investissements de 1,6 milliards sur quatre ans. Mais il s'agit surtout d'investissements de "rationalisation", "d'amélioration de la productivité" ou "d'accès à des qualités supérieures". Et l'administrateur-délégué ne précise pas comment ils seront financés. Pour le reste, il faudrait attendre Gandois. Mais les travailleurs en ont assez de cette stratégie de l'usure. Selon Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB, «Gandois ne dira rien d'autre. Il a été administrateur des Forges durant des années et chaque fois qu'il a ouvert la bouche, c'était pour dire qu'il fallait les fermer. Notre seule force, c'est nous-mêmes. Gandois et nous, n'avons

pas les mêmes intérêts».

Si Gandois et les patrons qu'ils représentent veulent fermer l'usine, c'est pour une seule et unique raison : la loi du profit maximal. Pour eux, dès lors qu'un bénéfice substantiel n'est pas réalisable, peu importent les 2.200 travailleurs des Forges, les milliers d'emplois indirects et les milliards de recettes fiscales qu'apporte l'activité. Peu importe la désertification économique de toute une région. Telle est la logique du capitalisme. En s'opposant à la fermeture, les travailleurs des Forges s'opposent à cette logique infernale.

Le PS, lui, est non seulement en parfait accord avec cette logique capitaliste, mais dans le cas de Clabecq, il est aussi le principal responsable de son application. Face à l'exigence syndicale d'injecter cinq milliards pour sauver les Forges, Robert Collignon répond que «la Commission européenne a tendance à développer vis-à-vis de la Région wallonne une attitude extrêmement rigoureuse en matière de respect des prescriptions de la libre concurrence» (1). L'aide de l'Etat ne posait pas de problème lorsqu'il s'agissait, dans les années 80, d'offrir des milliards à Albert Frère et à la Générale pour qu'ils se retirent de la sidérurgie pour investir ailleurs. L'aide de l'Etat ne posait pas de problème non plus quand elle servait à liquider des milliers d'emplois dans ce secteur. Mais lorsque l'aide publique doit servir au maintien de l'emploi, les "socialistes" se réfugient derrière



Attendre le plan Gandois ? Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB s'adresse à l'assemblée des travailleurs le 14 mai : «Gandois a été administrateur des Forges durant des années et chaque fois qu'il a ouvert la bouche, c'était pour dire qu'il fallait les fermer. Notre seule force, c'est nous-mêmes. Gandois et nous, n'avons pas les mêmes intérêts.»

les diktats de l'Union européenne, dont ils sont pourtant les principaux artisans.

Du côté de chez Laurette...

Pour refuser d'aider Clabecq, Collignon s'inspire aussi des techniques de division utilisées contre les enseignants. Les adversaires du refinancement de l'enseignement affirment qu'en dégageant de l'argent pour l'école, d'autres secteurs seraient sacrifiés... Ce genre de discours vise à semer la division parmi les travailleurs et leur faire choisir la prochaine victime. Collignon ne fait rien d'autre quand il affirme : «La marge de manoeuvre de la Région est d'autant plus limitée

que les fonds qu'elle pourrait injecter dans cette entreprise ne pourront l'être, indépendamment de la problématique européenne, qu'en diminuant les budgets attribués à d'autres entreprises ou à d'autres politiques » (1).

Pour contrer cette tentative de division, il n'y a qu'une voie : refuser que les travailleurs, quels qu'ils soient, subissent les plans patronaux ou gouvernementaux et lutter pour prendre l'argent là où il se trouve en masse, chez les capitalistes. Le mot d'ordre «faire payer les riches» est donc aussi un moyen d'assurer l'unité des luttes. A Clabecq, on s'achemine vers la grève, car la volonté de fermeture est de plus en plus manifeste. Cette grève, sur quel programme faut-il la préparer ? Tout d'abord, sur un programme qui parte de l'intérêt

immédiat des travailleurs : maintien intégral de l'emploi, de l'outil et du salaire. Mais il importe aussi de montrer que nous ne voulons pas que cela se fasse au détriment de l'emploi, de l'outil ou du salaire d'autres travailleurs. Les 5 milliards nécessaires à Clabecq, la Région wallonne n'a qu'à aller les chercher chez les barons de l'acier, ces capitalistes qui encaissent quand il y a des dividendes et qu'on ne voit plus lorsqu'il y a des pertes. Un syndicaliste disait à ce propos : «La Région wallonne a protégé les Dessy (actionnaires privés des Forges) en janvier, qu'elle aille chez eux, maintenant, pour les faire payer.»

1. PV de la réunion tenue à Namur le 8 mai 1996.

Cockerill, Clabecq : même combat pour le salaire

Pétition remarquable à Chertal

Marco Van Hees

Par voie de référendum, une majorité des travailleurs de Cockerill-Sambre Charleroi ont refusé l'ignoble chantage d'une perte de salaire contre l'embauche des jeunes. Mais la direction a décidé de réorganiser ce référendum. La presse continue à traiter «d'égoïstes» les ouvriers carolos, mais cela n'a pas empêché les travailleurs de Cockerill-Sambre Liège de soutenir la lutte de leurs collègues. Tous les délégués syndicaux et une grande partie du personnel de Chertal, l'usine sidérurgique de la Basse-Meuse, ont ainsi signé une pétition de solidarité avec les

travailleurs de Cockerill-Sambre Charleroi.

Voici en résumé la pétition : «Les travailleurs de Chertal soutiennent la position des travailleurs de Charleroi. Affirment leur détermination à refuser tout partage du travail financé par une réduction du salaire (direct ou indirect) ou toute autre manipulation du pouvoir d'achat». La pétition exige également le retour aux 35 heures. Cette prise de position est d'autant plus importante, que la convention actuelle de Cockerill-Sambre Liège prévoit de mener des expériences d'introduction des 32 heures hebdomadaires «sans alourdir les coûts sociaux de

l'entreprise (effet neutre sur la masse salariale)» (1). Cela signifie que cette réduction du temps de travail se ferait aux frais de la Sécurité sociale et des travailleurs, et entraînerait une augmentation de la flexibilité et de la productivité, à l'instar de ce qui est appliqué à Charleroi. C'est pourquoi, ce plan doit être rejeté.

A Clabecq, en 1992, les travailleurs avaient fini par accepter — sous la pression de Spitaels — 10 % de pertes salariales pour trois ans dans l'espoir de sauver l'usine. Aujourd'hui, la plupart sont persuadés que ce sacrifice (toujours appliqué!) a été inutile. Et Froidmont (PS) veut maintenant suppri-

mer définitivement la prime de fin d'année.

1. Point 3.3. de la convention, cité dans *La Wallonie*, 8 mai 1996

Les leçons de Boel-Tamise

La faillite des chantiers navals de Boel-Tamise a été annoncée fin 94. Le SP protège le patron Begemann et va tout faire pour empêcher la lutte. Willockx, le Flahaut (ministre PS de Tubize) local, déclare : «On doit encore donner du temps à Begemann. Partir en action maintenant pourrait signifier la fin.» (BRT-Aktueel, 10.11.94) Comme

Collignon aujourd'hui, Luc Van den Brande (CVP), son homologue flamand a dit : «Un subside pour le chantier naval de Boel est inacceptable pour la commission européenne.» Il voulait fermer le chantier le plus vite possible. A Clabecq, ne faites pas confiance au PS, comptez sur le seul parti qui se bat pour le socialisme, le PTB.

EN BREF

France

L'Afrique, terrain de chasse

«L'Afrique est un continent ouvert, que le meilleur gagne.» Jacques Godfrain, ministre français délégué à la coopération, décrit ainsi la compétition entre la France et les Etats-Unis en Afrique. Liberté totale donc pour les grandes puissances de se disputer les marchés africains.

Entre temps, les millions de réfugiés africains fuyant la guerre ou la famine n'ont pas la moindre liberté. Récemment, en Guinée, Centrafrique et Congo, des fonctionnaires et soldats se sont révoltés pour des revendications salariales. Mais selon Godfrain «la masse salariale de la fonction publique africaine doit diminuer. C'est l'objet de nos subventions d'ajustement structurel.» Diminuez le poids des Etats pour que les multinationales pillent l'Afrique plus facilement, demande ce défenseur de la «démocratie» capitaliste. (Le Monde, 16 mai)

Haïti

Les Etats-Unis veulent une liquidation totale

Pendant la période de sa présidence, Aristide a exécuté un plan de privatisation à Haïti sur ordre des Etats-Unis et du FMI. Mais la Maison Blanche considère qu'il a bâclé son travail. Il reste encore trop d'entreprises publiques «inefficaces» encore à céder aux investisseurs privés. En guise de sanction, les Etats-Unis ont suspendu pour six mois l'octroi d'une aide de 100 millions de dollars.

Les mesures de privatisation ont d'ores et déjà plongé la population haïtienne dans la misère la plus extrême : le chômage s'élève à 50 %, de nombreux projets du secteur santé, de l'enseignement et de l'agriculture ont été arrêtés et bientôt il n'y aura plus d'argent pour payer les fonctionnaires. Un collaborateur du président Preval a dit : «Les gens sont épuisés, affamés, découragés. Nous ne tolérons plus cette situation. Si les choses ne s'améliorent pas durant l'été, une explosion est inévitable.» (International Herald Tribune, 30 avril)

Yougoslavie

Tribunal (?) antiserbe

Premier témoin, James Gow, un historien britannique. «Son but était de déverser à la Cour un flot de faits prouvant indubitablement que la Serbie était l'agresseur, que la sécession de la Bosnie était dès lors justifiée et qu'il s'agissait d'une guerre entre Etats indépendants.» Mais son interrogatoire par l'avocat de la défense, Alphonse Orié, lui a été fatale.

Selon James Gow, les Musulmans ont été davantage les victimes des expulsions de leurs domiciles que les autres groupes de la population. 250.000 Musulmans auraient été expulsés contre 170.000 Croates. Le défenseur Orié : «Compte tenu des proportions de ces différentes composantes de la population (respectivement 44 % et 17 %), comment Gow peut-il prétendre que proportionnellement beaucoup plus de musulmans sont partis que de Croates ?»

Le défenseur, sans se laisser dérouter par les termes compliqués utilisés par Gow, a continué : «L'opposition à la sécession d'une république était-elle conforme à la constitution ?» La troisième fois, Gow a dû reconnaître : «Oui, c'était constitutionnel.» «Avez-vous des préjugés contre les Serbes ?» «Nullement», a répondu Gow. Puis, Orié a distribué un article de Gow dans lequel celui-ci comparait la Serbie à «un serpent sifflant qui crache son venin». (De Morgen 13 mai)



Faute de moyens médicaux, cet enfant irakien souffre de leucémie aux jambes. L'embargo occidental est génocidaire. (photo Günther)

Irak : un embargo "sélectif" ?

Les impérialistes se disputent les contrats

Notre gouvernement - PS en tête - soutient la guerre et l'embargo contre l'Irak. 820.000 victimes. Les génocidaires se disputent à présent les contrats de reconstruction...

Luc Vancauwenberge

L'embargo s'est révélé inefficace pour renverser Saddam Hussein, mais il touche durement la population. C'est le constat que font les sénateurs Paul Staes (CVP) et Anne-Marie Lizin (PS). La semaine passée, le Sénat belge a adopté une résolution proposant de rendre l'embargo "sélectif", en épargnant la population. Après cinq ans de guerre et d'embargo, nos excellences du Sénat remarquent finalement la souffrance affolante du peuple. Mais uniquement à cause des contrats liés à la reconstruction. L'asbl Forbici (Forum belge-irakien pour le commerce et

l'industrie) s'est créée le 10 mai. Son vice-président est Robert Urbain (PS), qui a dirigé l'an passé une délégation de Fabrimétal à Bagdad. Son président est le prince de Mérode, qui trouve les hommes d'affaires belges trop discrets en Irak. (1)

L'odeur de l'argent du pétrole

Jean-Bernard Raimond, ex-ministre français, craint que les USA changent soudainement d'attitude à l'égard de l'Irak, raflant par la même occasion tous les contrats. Il ne veut pas que la France mette en péril sa position avantageuse et se

prononce ainsi pour une politique active contre l'embargo. (2) Les anciens coalisés, s'ils s'arrachent les contrats, restent néanmoins d'accord pour se débarrasser de Saddam Hussein. Seule la méthode diffère. La politique nationaliste de l'Irak met en danger un approvisionnement en pétrole à des prix très bas et la réinjection de l'argent du pétrole dans l'économie occidentale.

Les Pionniers et la LAI invitent des orphelins irakiens en Belgique du 27 juillet au 18 août. Voulez-vous co-organiser leur séjour ? Contactez-nous. Nous avons besoin de soutien financier pour les tickets d'avion (compte 001-0451780-30 - mention "SOS Enfants d'Irak"). Dons dépassant 1000 F fiscalement déductibles.

1. Le Soir, 10 et 13 mai. 2. NRC Handelsblad, 21 février.

Les otages d'Israël au Liban

Le cinéaste Chamoun au Centre International le 24 mai

Une fois de plus, le Liban panse ses plaies. Les bombardements israéliens d'avril dernier, officiellement destinés à anéantir les "nids de terroristes", ont visé routes, réservoirs d'eaux, habitations. Même les centrales électriques alimentant Beyrouth ont été bombardées ! Le rapport de l'ONU a démontré que l'armée israélienne était parfaitement au courant qu'elle bombardait le camp de l'ONU à Cana, tuant une centaine de civils libanais. C'est ainsi que

l'Etat sioniste compte imposer sa "paix", en terrorisant toute la région. Mais les attaques contre l'armée d'occupation israélienne au Sud-Liban ont repris. Les précédentes attaques israéliennes d'une telle ampleur datent de juillet 93. Le cinéaste libanais Jean Khalil Chamoun a réalisé un reportage au Sud-Liban, "Les otages de l'attente". A travers la vie d'une jeune infirmière libanaise, il nous introduit parmi la population. Les "démons terroristes pro-

iraniens" deviennent des hommes, femmes et enfants n'aspitant qu'à vivre en paix. Toute une population vit sous la menace permanente d'Israël, sous un stress permanent. Certains n'en peuvent plus et partent. D'autres deviennent fous. La majorité est décidée à rester au pays. Ils ont appris des Palestiniens que la fuite peut être le début d'un très long exil... Jean Khalil Chamoun présentera son remarquable reportage au Centre International, bd M.

Promesses de Shell

«Shell est prêt à investir dans l'extraction de pétrole au pays des Ogoni (Nigeria) et à promouvoir ainsi l'emploi et le développement.», a déclaré sa semaine passée le porte-parole de Shell, Anderson, lors d'une conférence de presse. «Le gouvernement nigérien, dont le budget provient à 80% du pétrole, ne prend pas soin du développement du pays des Ogoni. Les Ogonis n'ont pas d'écoles, d'hôpitaux ou de rues. Les Ibo, Yoruba et Haussa-Fulani par contre, envoient leur femme faire des courses à Londres.». «Celui qui pense que les affaires sont plus importantes que les droits de l'homme, se trompe» prétend Anderson. (Frankfurter Allgemeine, 14 mai)

Shell manipule ici adroitement l'arme de l'ethnicisme pour redorer son image et gagner la sympathie des Ogonis. Shell veut investir 50 millions de dollars dans de nouveaux pipelines, 90 millions de dollars dans l'environnement, 19 pour cofinancer des hôpitaux, la construction d'écoles et de routes... Tout cela pour le plus grand bien des Ogonis bien sûr.

Chiquita contre les paysans

Dans le cadre du marché américain unifié, les Etats-Unis veulent disposer sans entraves de la main d'oeuvre latino. C'est la sécurité des multinationales qui prime. En juillet 94, une grève générale pour des augmentations de salaire a éclaté dans la plus grande industrie du Honduras, Tela Railroad Company (TRC), qui appartient à Chiquita Bananas. Du coup, Chiquita a fermé quatre plantations, dont celle de Tacamiche. Durant un an et demi, la centaine de familles de Tacamiche a résisté avec vigueur et a refusé de quitter les plantations. Sous la pression de TRC et de l'ambassade américaine, le président a finalement envoyé cinq cents militaires. Ils ont détruit la récolte et les modestes maisons, pour empêcher les familles de revenir. (Wereldwijd, 5/96)

Lemonnier 171, à 1000 Bruxelles, le vendredi 24 mai à 20h. (PAF : 90 F) Il vient de Beyrouth et établira un parallèle avec les derniers événements. Il est l'auteur de nombreux documentaires, diffusés depuis vingt ans par une centaine de chaînes télévisées et lauréat de nombreux prix internationaux.

Voyager en Palestine cet été ? Prix : 39.000 F. Contactez la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles Tél.02/513.53.86.

Trois clés pour restaurer l'unité au sein de la FEF

A propos des élections à la Fédération des Etudiants Francophones

L'élection du président de la FEF a été annulée suite à une série d'irrégularités. Minée par les intrigues, elle se trouve au bord de l'explosion. Ce qui n'arrangerait que Grafé. MML propose trois points de débat afin de ramener l'unité du mouvement étudiant...

Pierre Isarra

La semaine passée, le ministre Grafé a proposé un nouveau décret instaurant l'école des riches à la prochaine rentrée. Face à cette attaque, les étudiants se doivent d'être à la hauteur. Les élections du 15 mai à la FEF auraient permis de tirer le bilan et de se fixer de nouveaux objectifs. C'est d'autant plus important que la FEF repré-

sente et mobilise l'enseignement supérieur.

Deux listes se présentaient : la liste "Saumon" emmenée par l'actuel président de la FEF, Fabricio Bucella et la liste "Pêche" de Grégor Chapelle qui se veut une alternative au "manque de démocratie interne" de la FEF.

Beaucoup de délégués s'attendaient à un débat de fond. Mais dès le début, les magouilles ont

commencé. Des manipulations dans les listes de procuration ont été faites sur l'ordinateur de la FEF. Un délégué explique : «Avec le changement, la liste Chapelle est sûre de gagner. Avant, il y avait une majorité pour Bucella ! C'est honteux pour des gens qui veulent plus de démocratie». Le débat de fond est alors enterré et la guérilla des intrigues fait rage jusqu'au moment où le président de séance prend la juste décision de reporter le vote.

On a frisé l'explosion de la FEF, ce qui aurait été dramatique pour le mouvement étudiant. Il a fallu la lutte contre Lebrun pour construire une organisation regroupant l'ensemble du supérieur. La FEF se bat pour le refinancement de l'enseignement et a catalysé le mouvement du secondaire. S'affirmant solidaire avec les autres secteurs sociaux, elle a participé à la manifestation des services publics du treize décembre. Seuls le gouvernement et ses amis voient d'un bon oeil l'explosion de la FEF.

Débats de fond et assemblées générales régulières : garanties d'unité de la FEF

Dans son programme, la liste "Pêche" estime qu'il y a un problème de démocratie. Elle prend l'exemple des quarante propositions pédagogiques de la FEF qui n'ont pas été discutées par l'ensemble des délégués. Mais cette critique de forme ne porte pas sur le fait que cette motion met le mot d'ordre de refinancement en sourdine. Pourtant, dans toutes les manifestations, cette revendication est mise à l'avant plan. Une organisation est démocratique si elle défend et développe les aspirations de la grande majorité de sa base. Et cela ne peut se faire qu'à travers des AG régulières



"Financement par enveloppe = suicide de l'enseignement". Comme en Flandre, l'enseignement francophone est entré dans le triangle infernal "fusion-enveloppe-autonomie".

ménées sans esprit d'intrigue. La liste "Pêche" aurait rendu un grand service en donnant ses propres positions. Il y aurait eu discussion et on aurait pu éclaircir tel ou tel point. Mais si sur le fond, elle est d'accord avec les quarante propositions, alors son combat se résume à être calife à la place du

calife. Le Mouvement Marxiste Léniniste a rédigé à l'occasion de ces élections une "Note Rouge" (voir ci-contre). Selon nous, un débat ouvert sur les trois points en question permettrait de reconstruire l'unité de la FEF et de renforcer la mobilisation.

C'est quand qu'on va où ?

La "Note rouge" de MML présente les trois questions à discuter pour éclaircir le débat et la suite du mouvement...

1. Que veut Grafé ?

L'enseignement vient de rentrer dans la spirale infernale "fusion-enveloppe-autonomie". En Flandre où des mesures identiques sont déjà appliquées, les résultats sont catastrophiques : triplement du minerval, numerus clausus, licenciement. Lorsque la FEF se dit prête à négocier si Grafé laisse tomber l'augmentation du minerval, elle laisse la porte ouverte au fond du problème. Seule une vision globale des mesures pourra mobiliser rapidement.

2. A qui profite le crime ?

Grafé ne fait rien au hasard. Son but est de transformer les écoles en industries du savoir qui livreraient différentes sortes de main d'oeuvre pour les en-

treprises. Savoir que les patrons sont les responsables des mesures permet de mobiliser pour lutter avec les travailleurs.

3. La solution : le refinancement ?

Combien d'argent demander et sur quelle base ? Où le chercher ? Est-ce possible ? La FEF est muette à ce sujet et se cantonne à ses 17 pistes dont certaines font contribuer les travailleurs. Elle n'a aucune évaluation du montant du refinancement. Dans ces conditions, il est difficile de convaincre les étudiants. MML a estimé qu'il faudrait 100 milliards chaque année au niveau national pour effacer les effets des différents plans de restriction dans l'enseignement.

* Vous pouvez obtenir la "Note Rouge" en vous adressant à MML, 171 Bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. Tél 02 / 513.77.60

Dans mon équipe de dockers un nouveau noyau PTB

François ouvre la porte du parti à de nouveaux membres

Jef Bruynseels

François est docker et membre du Parti du Travail de Belgique. Il a réussi à créer un nouveau noyau actif du PTB au port d'Anvers. L'histoire d'un travail de persuasion d'un an...

François : «Tout a commencé lorsque j'ai rencontré Peter, un autre docker au local d'embauche. Il portait un T-shirt "Objectif pour les droits égaux". Il faut oser le faire, me disais-je, parce que le Vlaams Blok n'est pas tendre ici. Je lui ai demandé s'il collaborait à la campagne d'Objectif. "J'ai signé la pétition" m'a-t-il répondu. Les

semaines suivantes, je ne l'ai plus revu. Un jour, je l'ai rencontré à nouveau, on était engagé sur le même bateau. On a commencé à bavarder.

"Je trouve le PTB pas mal, mais parfois un peu trop agressif. Oui, le communisme a de bonnes choses, comme la médecine gratuite, l'enseignement gratuit," me disait-il. La discussion s'est vite embrayée sur le travail au port. "Peut-on encore mobiliser les gens contre la situation ici ? N'es-tu pas un peu trop idéaliste ?" me demandait Peter. Je lui ai expliqué comment je me fâchais avant en voyant le traitement injuste qu'on

recevait comme docker et comment j'ai découvert le parti.

Ensuite, on a discuté sur l'ex-Union soviétique et Staline. Ce n'était pas une discussion facile. Je lui ai apporté le livre "Un autre regard sur Staline" et un nouveau T-shirt.

Quelques semaines plus tard, grande agitation au dock. On menace d'enlever une partie du travail à une catégorie de dockers. Une pétition est lancée. Je demande à Peter de signer la pétition. Il le fait et fait signer à son tour. Alors, je lui demande d'adhérer à la cellule de base au dock. Il me répond : "Je veux bien aider, mais quant à

adhérer, je veux encore réfléchir." Je lui donne le petit livre "Adhérez au Parti", mais aussi le Référendum des Travailleurs, avec lequel il commence à discuter auprès d'autres collègues.

En février, le noyau du PTB au port commence une campagne de solidarité avec les dockers de Liverpool en Angleterre. A la réunion de la cellule de base, toutes les tâches dans la campagne sont discutées : distribuer des tracts, récolter du soutien, vendre Solidaire avec un reportage sur les docks à Liverpool. J'invite Peter à y participer.

Peter adhère alors à la cellule de

base, en même temps que d'autres dockers de mon équipe. Tous ont assumé des tâches dans la campagne de soutien au dockers anglais, et avec succès. Nous avons récolté 18.000 frs et vendu 95 Solidaire. Les membres sont enthousiastes. Ils discutent avec d'autres dockers pour qu'ils adhèrent au parti. Nous organisons des soirées vidéo. Nous discutons les problèmes au boulot. Ce sont surtout des camarades du parti qui ont attiré mon attention sur le fait que des ouvriers comme Peter ont leur place dans le PTB. Je suis fier, comme militant, de recruter des dockers dans notre parti.»

DIPLOME

Nous soussignés, Rebelle, déclarons que tous les élèves ont réussi leur année et accèdent donc par la présente à l'année supérieure. Ils ont brillamment réussi dans les épreuves suivantes:

Math: se battre pour 100 milliards pour l'enseignement	10/10
Histoire: apprendre des luttes antérieures (Lebrun), réaliser que dans toute l'histoire, le PS n'a jamais été socialiste	10/10
Français: rédaction de communiqués de presse, manifestes, articles, chansons	10/10
Chant: rédaction de chants, slogans, chantés lors des manifs, actions	10/10
Organisation: capacité d'organiser des actions, des manifs, mettre sur pied des comités	10/10
Politique et actualité: ce sont les patrons qui décident ce que le parlement vote et les matraques exécutent, on ne vit pas dans une démocratie, le fossé du nationalisme, la course à l'austérité, Maastricht	10/10
Sport: nage (sous les auto-pompes), lancer (d'oeufs), course à pied (aux manifs)	10/10
Géographie: itinéraire et déviation d'itinéraire	10/10
Relations avec la presse: interviews, communiqués de presse, rédaction d'articles, analyse et critique des médias	10/10
Morale: solidarité avec nos profs, après des mois de lutte, continuer à se battre contre un décret qui détruit l'enseignement	10/10
Droit: étudier des décrets, défendre nos amis qui sont arrêtés et poursuivis, connaître nos droits face aux arrestations	10/10
Néerlandais: solidarité avec les étudiants néerlandophones, échanges	10/10

Pour cela, nous donnons à tous les élèves les félicitations du jury et leurs décernons une grande distinction pour leur lutte exemplaire. Nous leurs souhaitons tous bon courage pour continuer la lutte jusqu'au bout.

Signature de l'élève

Signature de ton prof

Signature de Rebelle



Vous continuez la grève ? Super, nous aussi !

Lettre ouverte des jeunes aux profs grévistes

Bruxelles, Liège, Charleroi, 19 mai 1996

Chers profs en grève,

Chapeau ! Nous ne nous sommes pas laissé prendre par la campagne dans la presse : nous savions qu'après tous ces mois de lutte, vous alliez décider de continuer la grève. Parce qu'en fait, nous n'avons pas encore obtenu ce que nous voulons : le refinancement de l'enseignement et le retrait du décret.

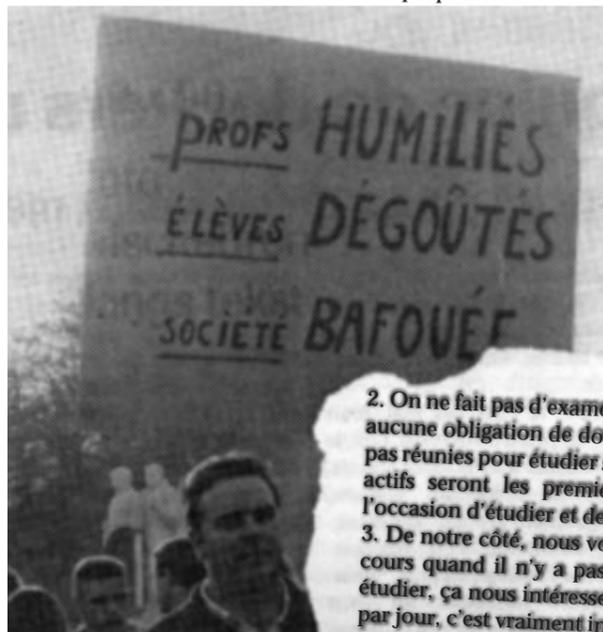


Mais si vous continuez, nous aussi. Depuis le début du mouvement, nous avons lutté côte à côte. Mais ça ne plait pas à Onkelinx, qui veut nous diviser. Elle a lancé sa campagne sur les examens : «Il faut rentrer, il faut rattraper la matière, il faut que les cours se donnent normalement. Sinon, nous allons droit vers un scénario catastrophique».

Elle essaie de vous culpabiliser parce que vous ne donnez pas cours ou examens. Elle veut nous faire peur en nous menaçant d'être tous busés. C'est pourquoi, nous voulons vous demander trois choses :

1. Ne nous donnez pas cours, ni interro pendant les jours de grève, même si nous sommes en rhéto. Nous voulons manifester à vos côtés. Il y a toujours eu des profs non-grévistes qui donnaient cours et interro pendant les jours de grève. Avant, on s'en foutait, mais maintenant, on n'ose plus faire grève ces jours-là parce qu'on risque de rater notre année. Nous vous demandons d'en discuter aux assemblées, dans les comités. Afin que tous les profs tirent à la même corde.

Nous savons aussi que vous vous inquiétez pour nous. Nous avons vu des profs qui faisaient grève avant mais qui rentrent parce qu'ils ont peur que nous ne passerons pas l'année. Mais ce n'est pas une solution, ça pose vraiment des problèmes pour tous ceux qui veulent continuer la grève. Nous avons une autre proposition...



2. On ne fait pas d'examens et on laisse passer tout le monde. Il n'y a aucune obligation de donner des examens et les conditions ne sont pas réunies pour étudier sérieusement. De plus, les étudiants les plus actifs seront les premiers pénalisés parce qu'ils ont eu moins l'occasion d'étudier et de suivre les cours.

3. De notre côté, nous voulons bien rattraper la matière et venir au cours quand il n'y a pas grève. On n'est pas des lâches, on veut étudier, ça nous intéresse. Mais à un rythme normal. Trois interros par jour, c'est vraiment infernal. On ne tiendra jamais le coup.

De cette façon, nous pouvons mettre - ensemble - Onkelinx au pied du mur. Nous pouvons - ensemble - gagner la lutte. Ce n'est qu'un début, continuons le combat !



Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Tobback (SP) contre les veilleurs de nuit

Bientôt les veilleurs de nuit de l'INAMI (Institut National d'Assurance Maladie et Invalidité) vont être remplacés par une firme privée, la GMIC. C'est la nouvelle loi Tobback : supprimer les petits boulots. Est-ce cela le socialisme ? Prenons garde, camarades, car tous, nous sommes concernés de près ou de loin par la misère sociale. Dans l'isolement ne votons plus pour les faux socialistes. Brûlez votre carte de parti (PS). Exigez la dépolitisation des syndicats de gauche, ils sont au service des travailleurs et pas au service de la bourgeoisie du SP/PS.

Le vrai 1er Mai 1996, c'était au PTB, là est le vrai parti socialiste, celui des travailleurs. Les vrais égoïstes sont au Boulevard de l'Empereur à Bruxelles. Merci pour le 1er mai du PTB.

Un travailleur des services publics

Des camarades sénégalais visitent l'Union Minière

A l'occasion de la fête du 1er mai du PTB, nous avons hébergé deux camarades du Sénégal, Sambe et Ousseynou. Dès le premier jour, nous avons visité avec eux, à vélo, la commune de Hoboken, la maison médicale de Médecine pour le Peuple, le quartier populaire Moretusberg, les chantiers navals en ruine de Cockerill Yards et surtout l'entreprise Métallurgie Hoboken, aujourd'hui Union Minière, où les travailleurs sont confrontés à un plan de restructuration entraînant des licenciements massifs.

Je leur ai expliqué que le PTB comptait distribuer un tract le lendemain, appelant les ouvriers à s'opposer à toute perte d'emploi. Peut-être serait-ce l'occasion de participer à une action du PTB ? Les camarades n'ont pas hésité et le lendemain, malgré une soirée passée en ville pour découvrir "Antwerp by night", ils étaient à leur poste à 6 heures du matin ! Avec enthousiasme, nous avons distribué ensemble les tracts. Les ouvriers de l'Union Minière n'en croyaient pas leurs yeux ! Au sein de l'usine, c'était le sujet de conversation de la journée. Occasion propice pour leur expliquer le caractère international de notre fête du 1er mai. Merci, camarades Sambe et Ousseynou. Les travailleurs de l'Union Minière ne vous oublieront pas de si tôt !

R. E.
Hoboken

Moins d'emplois, moins d'entretien à la SNCB

Cheminot, j'ai vu en quinze ans de carrière disparaître 25.000 travailleurs via les déagements. Et cela continue. Avant 2005, on veut encore supprimer 7.500 emplois, en nous imposant en surplus un sacrifice salarial de 1,65 %. "Pour assainir l'entreprise", nous dit-on. Entendez : pour préparer la privatisation. La direction prétend néanmoins améliorer le service à la population. Demandez donc aux navetteurs ce qu'ils pensent de la suppression de lignes et de gares, de la réduction des fréquences pendant le week-end, des trains supprimés le matin et le soir. Mais il y a encore d'autres mesures d'économie que les usagers ne remarquent pas directement. Comme l'entretien du matériel. Ces mesures menacent la sécurité des voyageurs. La direction a abandonné le système d'entretien préventif. Avant, les wagons étaient contrôlés deux à trois fois par semaine avec un appareillage spécial pour mesurer la capacité

des freins. Aujourd'hui, cette fréquence est ramenée à une fois par semaine et sans appareillage. Les périodes entre les grands entretiens ont plus que doublé. Les motrices électriques sont encore contrôlées quotidiennement, mais la personne responsable doit effectuer ce travail en 6 minutes au lieu de 24. La nuit, le contrôle se fait à la lumière d'une lampe de poche. Le test des freins de ces locomotives est également supprimé, alors que leur grand entretien mensuel à l'atelier est devenu trimestriel. La direction prétend que le matériel moderne n'a pas besoin de contrôles si fréquents. Mais souvent le matériel a plus de vingt ans. En outre, la direction considère que la formation du personnel pour l'entretien du nouveau matériel roulant n'est pas nécessaire. Mais en cas d'accident, le personnel d'entretien et de contrôle peut être tenu pour responsable par le tribunal ! Et on veut économiser dans tous les domaines. Dans le passé, les échangeurs étaient huilés une fois par semaine, à présent toutes les trois semaines. Les fils électrique en surface usés ne sont plus remplacés que lorsqu'ils cassent. Or des fils électriques cassés et des échangeurs grippés, cela arrive chaque semaine. Il faut les réparer immédiatement. Cela entraîne des retards dans les horaires. Manifestement, il y a de l'argent pour les riches — le TGV coûte 200 milliards — mais pas pour les simples travailleurs.

Un cheminot
Liège

Grève de la faim au Chili

Nous avons eu connaissance de faits graves à l'encontre des prisonniers politiques chiliens qui ont commencé une nouvelle grève de la faim le 1er mai, pour protester contre les récentes et systématiques violations de leurs droits. Dès le début de la grève, les prisonniers politiques ont été isolés

et réprimés par les gardiens, pour le seul fait de participer à ce mouvement. Les autorités ont aussi empêché leurs familles de connaître leur état de santé. Pour répondre à la répression, les grévistes et neuf femmes du pénitencier de San Miguel, ont converti leur mouvement en grève de la faim sèche (sans eau), ce qui présente un risque imminent pour leurs vies. Deux d'entre eux, Delfin Diaz et Guillermo Ossandon se trouvent dans un état critique à l'hôpital de la prison. Des membres des familles des grévistes ont également entamé une grève de la faim sèche dans les locaux de la Commission des Droits de l'Homme à Santiago.

Nous nous inquiétons particulièrement de :

- 1 L'état de santé des grévistes par manque d'attention médicale professionnelle et indépendante.
- 2 L'état précaire de santé de Fedor Sanchez qui a la tuberculose.
- 3 La situation actuelle des cinq détenus condamnés à mort par la magistrature militaire.
- 4 Que les femmes prisonnières politiques enfermées dans la prison des hommes de San Miguel soient transférées vers un centre adéquat.
- 5 Les normes internes du centre haute sécurité dans lequel sont atteints la santé physique et mentale des détenus.

Cette grève a pris fin le 9 mai à minuit avec un préaccord respectant les demandes des grévistes. Des camarades ont perdu 43 kilos, d'autres sont dans un état grave et trois femmes dans un état critique. Solidaires de leur mouvement, nous vous demandons de soutenir leur cause, en envoyant un fax de protestation au ministère de la Justice du Chili (Fax: 00-56-698.78.28) ou bien en versant un don au compte 063 - 98 06 961-05 avec la mention: "SOS Chili", l'argent récolté sert à l'achat sur place de médicaments, vitamines, et autres frais pour le rétablissement de nos camarades. Contact : Coordination Chili-solidaire, Chaussée d'Ixelles 290, 1050 Bruxelles. Tél. 02/644.23.40.

Non à la peine de mort ! Liberté

et dignité pour les prisonniers politiques !

Marco Paulsen
Bruxelles

Rectificatif Caterpillar

Dans l'interview d'Antonio Cociolo, délégué principal FGTB à Caterpillar, paru dans Solidaire du 15 mai, se sont glissées malheureusement deux erreurs. Pour le titre il fallait lire: "Caterpillar : gagner 60.000 F de moins et produire plus ?", et pas "10.000 F". Les délégués ont en effet calculé, qu'à la fin du plan de cinq ans, chaque ouvrier et employé aura perdu une moyenne de 60.000 F de son revenu (quelque 12.000 F par an). Dans la deuxième colonne de l'interview, il fallait comprendre que les 9 milliards de bénéfices pour le premier trimestre concernent l'ensemble de la multinationale Caterpillar et pas Gosselies évidemment. En plus, Caterpillar-Gosselies ne représente pas 8 % des bénéfices du groupe. C'est justement ce qui lui est reproché : représentant 8 % des activités de la multinationale au niveau mondial, Caterpillar-Gosselies n'a pas rempli son quota de 8 % dans le bénéfice. D'où le plan d'économies que la direction veut imposer.

Michel Mommerency
Charleroi

Humour noir

Affichée au mur d'un boulanger liégeois, cette petite merveille d'humour noir mais combien lucide...

Pour gagner sa vie,
Il faut travailler.
Pour être riche,
Il faut faire autre chose.

C. C.
Liège

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée: le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gp.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Le silence ne peut tuer Bajro une deuxième fois !

Marocains, Yougoslaves, Belges: venez manifester le 29 mai !

Le 30 avril, un agent abattait Bajro d'une balle dans le dos. Mais au conseil communal molenbeekois du 9 mai, le bourgmestre PS Moureaux s'est surtout préoccupé des incidents après le meurtre. On n'a parlé ni de Bajro ni de la violence policière.

Danny Goderis

Quelques heures après la mort de Bajro, des inconnus ont tiré des coups de feu en direction de la police. Le Vlaams Blok a interpellé à ce sujet au parlement. D'après le parlementaire fasciste, il s'agit d'"une déclaration de guerre des bandes qui terrorisent Molenbeek". Il estime qu'"il faut enfin organiser des razzias contre ces bandes". (1) Les fascistes ne se sont apparemment pas aperçus du lien entre les incidents et le meurtre sur Bajro. Qu'un Yougoslave soit abattu par la police les laisse d'ailleurs complètement indifférents. Les fascistes saisissent au contraire l'occasion pour exiger encore plus de répression.

La manipulation vicieuse des faits par les fascistes ne nous étonne guère. Mais, au conseil communal de Molenbeek aussi, on a à peine parlé de Bajro. Tout comme l'extrême droite, Moureaux concentre l'attention sur les incidents qui ont suivi la mort de Bajro. Son premier souci est "l'existence d'une nouvelle forme de délinquance, qui n'hésite pas à recourir à la violence des armes et à s'en prendre aux forces de polices." (2) On a l'impression qu'un de ses agents de police a été tué !

Mais c'est la violence policière raciste qui constitue la source principale d'insécurité dans les quartiers populaires. La mort de Bajro en est une nouvelle preuve cinglante. Mais Moureaux n'a

nullement l'intention de combattre cette violence-là. L'agent responsable n'a toujours pas été suspendu.

Moureaux protège les crimes de sa police en mettant à l'avant-plan les incidents ultérieurs. Par la même occasion, ces incidents constituent un alibi pour des contrôles renforcés de la population. Le Vlaams Blok veut des razzias. Moureaux s'en tient provisoirement à des clôtures autour des commissariats de police, des gilets pare-balles pour les agents, davantage de contrôles et de patrouilles par des agents en civil pour surveiller la population. (3).

Pour Moureaux, le problème ce n'est pas le meurtre policier mais "les agitateurs"

Moureaux gonfle les incidents visant sa police, mais en même temps se félicite d'avoir évité des incidents plus graves. "Un drame comme celui-ci aurait encore, il y a quelque temps, mis le quartier en ébullition. Il n'en a rien été, malgré quelques troubles provoqués par des agitateurs. C'est le résultat de notre politique volontariste de prévention et de renforcement de la sécurité." (2)

Le problème selon lui, ce n'est donc pas le meurtre policier, mais les agitateurs. Ces "agitateurs", ce sont justement les jeunes qui en



Des fleurs répandues à l'endroit où Bajro a été tué, une boîte de Coca rappelant qu'un jeune Marocain avait été tabassé par un flic bruxellois sous prétexte d'avoir shoté dans une canette, une affiche réclamant l'égalité des droits...

ont assez de la violence policière. Leur colère suite au meurtre de Bajro est justifiée. La "politique de sécurité" de Moureaux a consisté à doubler le corps de police jusqu'à 350 agents. Bajro a été assassiné par un de ces jeunes agents. La "prévention" de Moureaux a consisté à déployer un réseau social. A Molenbeek, les quatre maisons de jeunes sont sous contrôle direct de la commune. On a engagé huit animateurs sportifs, deux assistants pour la concertation, deux assistants sociaux et une psychologue travaillant sous contrôle direct de la police. (4) Moureaux s'est déjà servi de ce réseau pour empêcher que les jeunes viennent à l'hommage fleuri à la mémoire de Bajro et de

Mimoun, en distribuant des tickets de cinéma gratuits.

Le 29 mai, une manifestation aura lieu à Molenbeek. Une active campagne de mensonges tente de briser la solidarité entre les différentes victimes de la violence raciste. Au sein de la communauté marocaine, pour l'instant, on mobilise surtout contre l'acquittement de l'agent responsable de la mort de Mimoun Sanhaji. Des rumeurs sont lancées pour séparer ce mouvement de l'indignation autour du meurtre sur Bajro...

D'abord, la presse a écrit que Bajro avait volé une voiture. Puis, cela s'est révélé faux. Ensuite, on a prétendu qu'il entretenait des relations avec "un gangster you-

goslave". En réalité, Bajro était un père de famille de vingt ans sans casier judiciaire. Son seul crime consistait à rouler sans assurance-voiture. Bajro est en réalité, tout comme Mimoun, victime de la violence policière.

Manifestation 29 mai, 14 h Parvis Saint-Jean Batiste Molenbeek

Arrêtez la violence policière raciste ! Droits égaux complets pour les immigrés ! Justice pour Mimoun et Bajro ! Non à l'acquittement de l'agent responsable de la mort de Mimoun ! Suspension immédiate de l'agent qui a tué Bajro !

(1) Chambre des Représentants 2/5/96, p. 57. (2) Le Soir 11 mai. (3) De Morgen 9 mai. (4) Les contrats de sécurité, 1995.

L'expulsion de la famille Vangu a été bloquée

Famille, communauté scolaire et délégation Setca au secours de réfugiés zairois

Dany Goderis

Le 1er avril, Joseph Vangu, originaire du Zaïre, demande, dans une lettre adressée au bourgmestre de Bruxelles, la régularisation définitive de son séjour en Belgique, où il habite depuis 19 ans. Ses enfants sont nés ici. Sa demande parvient au service des Etrangers du ministère de l'Intérieur, qui se jette sur cette proie facile. Le service ordonne l'expulsion immédiate.

Mardi 7 mai au matin, la police de Neder-Over-Heembeek, une commune du nord de Bruxelles, arrête la famille Vangu. Les enfants sont conduits à l'école, les parents passent la journée au bureau de

police. Dans l'après-midi, la police vient enlever les enfants à l'école, en pleine classe. Choqués, enseignants et amis accourent. Immédiatement, la presse est alertée.

Grâce à la réaction-éclair de la délégation syndicale

L'affaire embarrasse la police. Elle agit selon des ordres stricts du service des Etrangers et du cabinet de l'Intérieur. «Pas de remous dans la presse», ordonne par téléphone le cabinet à la police communale. Le soir, la gendarmerie transfère la famille vers la zone de transit pour demandeurs d'asile

déboutés, à Zaventem. Le billet d'avion en direction du Zaïre est déjà réservé. Le GB de Mutsaert, où Joseph travaille, est averti que son employé ne viendra pas travailler ce jour-là.

La délégation Setca est dans tous ses états. Sans sa réaction rapide, entre 17 et 20 heures, le sinistre vol Bruxelles-Kinshasa aurait décollé avec, à son bord, la famille Vangu. La Commission Nationale Immigration de la FGTB téléphone directement au ministre Vande Lanotte. La CGSP de l'aéroport est invitée à empêcher le décollage du vol vers le Zaïre. Mais il s'agit d'un appareil Air-France. S'il le faut, on demandera aux syndicalistes de Paris de retenir l'avion lors de

l'escale à Paris !

La délégation Setca organise une pétition parmi le personnel et les clients du supermarché. A l'accueil, des photos de Joseph sont affichées. A la cantine, on projette une vidéo familiale. La réaction est très large. La famille Vangu reste en Belgique ce soir-là et est transférée au centre de transit 127bis. Joseph Vangu demande formellement l'asile politique auprès de la gendarmerie. Mercredi après-midi, le cabinet de l'Intérieur cède à la pression énorme. Vande Lanotte en personne donne l'ordre de libérer la famille. "Du jamais vu", affirme la directrice du centre de transit. La famille est remise en liberté. Parmi

les collègues et amis, l'émotion est très grande.

Le mouvement de solidarité parmi les amis, dans les écoles des enfants et le comité de soutien aux parents adoptifs de la région, associé à l'action du mouvement syndical, a remporté une belle victoire. Maintenant, il faut tout mettre en oeuvre pour que la famille Vangu puisse rester définitivement en Belgique. Une campagne de pétition de très grande ampleur a été lancée. On peut l'obtenir auprès de la famille De Hertog, à Strombeek-Bever, tél. 02/267.10.93. Adressez vos lettres de soutien au Setca, Maxi-GB, Chaussée Romaine, 1853, Strombeek-Bever.